

République Tunisienne
Ministère du Développement de l'Investissement
Et de la Coopération Internationale
Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives

Rapport de l'ITCEQ

Positionnement compétitif de l'économie tunisienne

Sonia MAHFOUDH
Rachid FOURATI

Mai 2017



Le présent rapport est la propriété de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ). Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'ITCEQ est considérée comme illicite et constitue une contrefaçon.

*Ce rapport est réalisé dans le cadre des travaux annuels de l'ITCEQ au sein de la Direction Centrale de la Compétitivité sous la supervision de Mmes Bakhta BEN SASSI et Yousr ZRIBI.
Les auteurs remercient Mmes Affet BEN ARFA, Raoudha HADHRI et Hanen TRABELSI pour leurs conseils.*

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| LISTE DES TABLEAUX..... | 4 |
| LISTE DES GRAPHIQUES..... | 4 |
| Synthèse..... | 5 |
| Introduction | 9 |
| Section 1 : Indicateur synthétique de Compétitivité globale | 10 |
| Section 2 : La Compétitivité courante | 13 |
| I. Compétitivité externe..... | 16 |
| II. Stabilité du cadre macroéconomique : | 18 |
| III. Compétitivité interne | 21 |
| IV. Système bancaire et marché boursier..... | 22 |
| V. Croissance et dynamisme économique | 25 |
| VI. Intégration et attractivité territoriale..... | 28 |
| Section 3 : La compétitivité potentielle..... | 30 |
| I. Infrastructure technologique et usage des TIC | 33 |
| II. Innovation et économie de la connaissance | 36 |
| III. Ressources humaines..... | 38 |
| Conclusion..... | 41 |

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 : Evolution du nombre d'indicateurs selon le classement de la Tunisie entre 2013-2014**
- Tableau 2 : Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité globale »**
- Tableau 3 : Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité courante »**
- Tableau 4: Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité externe »**
- Tableau 5: Principaux résultats liés au facteur « Stabilité du cadre macroéconomique »**
- Tableau 6: Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité interne»**
- Tableau 7: Principaux résultats liés au facteur « Système bancaire et marché boursier »**
- Tableau 8 : Principaux résultats liés au facteur « Croissance et dynamisme économique »**
- Tableau 9: Principaux résultats liés au facteur « Intégration et attractivité territoriale»**
- Tableau 10: Indicateur synthétique de la compétitivité potentielle**
- Tableau 11: Principaux résultats liés au facteur «Infrastructures technologiques et usage des TIC»**
- Tableau 12 : Principaux résultats liés au facteur «Innovation et économie de la connaissance»**
- Tableau 13: Principaux résultats liés au facteur «Ressources humaines»**
- Tableau 14 : Classements redressés pour les cinq indicateurs synthétiques de compétitivité**
- Tableau 15: Principales faiblesses caractérisant l'économie tunisienne**

LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1 : Evolution du classement de la Tunisie en termes de compétitivité globale au cours de la période 2010-2014**
- Graphique 2 : Indicateur synthétique de la « Compétitivité globale »**
- Graphique 3: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité globale**
- Graphique 4 : Indicateur synthétique de la « Compétitivité courante**
- Graphique 5: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité courante**
- Graphique 6: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité externe**
- Graphique 7: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de stabilité du cadre macroéconomique**
- Graphique 8: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité interne**
- Graphique 9: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de système bancaire et marché boursier**
- Graphique 10: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de croissance et dynamisme économique**
- Graphique 11: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes d'intégration et d'attractivité territoriale**
- Graphique 12 : Indicateur synthétique de la « Compétitivité potentielle »**
- Graphique 13: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité potentielle**
- Graphique 14: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de Infrastructure technologique et usage des TIC**
- Graphique 15: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes d'Innovation et économie de la connaissance**
- Graphique 16: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de Ressources humaines**

Synthèse

L'économie tunisienne présente de nombreuses vulnérabilités qui pèsent sur son potentiel de croissance. En effet, des problèmes d'envergure se sont accumulés notamment en termes d'emploi, de disparité régionale, de fragilité du système bancaire et de déficits jumeaux qui se sont maintenus à des niveaux élevés, donnant lieu à une demande nécessaire de réformes. A ce titre et malgré les actions qui ont été entreprises au cours de la période 2011-2014 pour remédier à cette situation¹, les attentes en termes de croissance et d'emploi demeurent non atteintes.

L'évaluation du positionnement compétitif de l'économie tunisienne comparativement à ses concurrents serait d'une importance cruciale du fait qu'il permet d'une part d'identifier les atouts et les faiblesses caractérisant l'économie tunisienne et, d'autre part, de s'inspirer des bonnes pratiques des pays concurrents ayant enregistré les meilleures performances.

C'est ainsi que le présent rapport a pour objectif de dresser un diagnostic aussi exhaustif que possible sur les résultats enregistrés par l'économie tunisienne comparativement à un panel de 27 pays concurrents et par référence à un ensemble d'indicateurs.

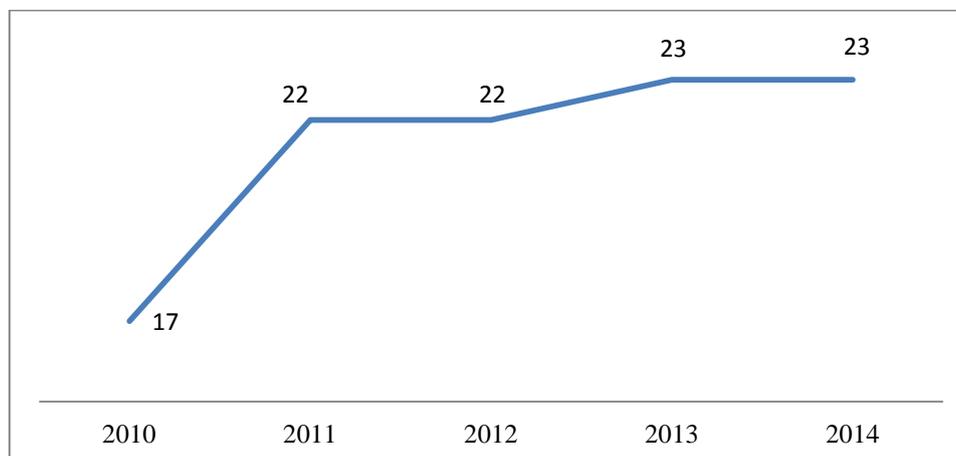
Faut-il rappeler que l'approche appréhendée par l'ITCEQ, dans ce contexte, s'appuie sur la méthode de « scoring » qui consiste à classer les pays en fonction des résultats qu'ils ont réalisés au niveau d'une soixantaine d'indicateurs regroupés en neuf facteurs. Plus précisément, il s'agit de « la croissance et dynamisme économique », de « la stabilité du cadre macroéconomique », du « système bancaire et marché boursier », de « la compétitivité interne », de « la compétitivité externe », de « l'intégration et l'attractivité territoriale », de « l'infrastructure technologique », des « ressources humaines » et de « l'innovation et économie de la connaissance ». A ce niveau, doit-on préciser que si les six premiers facteurs se réfèrent à la notion de la compétitivité courante, les trois derniers s'insèrent dans le cadre de la compétitivité potentielle dont l'effet est différé.

Dans ce cadre et à la lumière des résultats dégagés en matière de positionnement compétitif de la Tunisie, le bilan global de l'année 2014 paraît négatif, comme en témoigne la dégradation

¹ Ces actions portent principalement sur l'initialisation de la réforme des banques publiques dont le portefeuille d'actifs est sinistré, sur l'adoption des lois sur la concurrence, sur les partenariats public-privé, sur la banque centrale et sur les faillites et la loi bancaire.

de son classement pour occuper la 23^{ème} position en termes de compétitivité globale contre 17^{ème} en 2010.

Graphique 1 : Evolution du classement de la Tunisie en termes de compétitivité globale au cours de la période 2010-2014



De plus amples investigations ont montré qu'en 2014 la Tunisie a accusé un recul de son classement au niveau de plusieurs indicateurs (soient 23 indicateurs sur les 63 indicateurs retenus). L'analyse par facteur révèle que c'est plutôt la « Compétitivité externe » qui a enregistré le nombre le plus élevé d'indicateurs en détérioration par rapport aux autres facteurs, alors que la « Croissance et dynamisme économique » et la « Stabilité du cadre macroéconomique » ont marqué une amélioration du classement au niveau de la majorité de leurs indicateurs bien que la Tunisie se situe encore dans des positions relativement retardées. Quant aux facteurs « Système bancaire et marché boursier » et « Infrastructure technologique et usage des TIC », ceux-ci ont enregistré le nombre le plus élevé d'indicateurs ayant gardé le même classement durant les deux années d'étude.

Tableau 1 : Evolution du nombre d'indicateurs selon le classement de la Tunisie entre 2013-2014

| | Détérioration | Amélioration | Stagnation |
|---|----------------------|---------------------|-------------------|
| Croissance et dynamisme économique | 4 | 4 | 0 |
| Stabilité du cadre macroéconomique | 2 | 4 | 1 |
| Système bancaire et marché boursier | 1 | 3 | 4 |
| Compétitivité interne | 2 | 1 | 2 |
| Compétitivité externe | 5 | 0 | 1 |
| Intégration et attractivité territoriale | 2 | 1 | 3 |
| Compétitivité courante | 16 | 13 | 11 |
| Ressources humaines | 2 | 3 | 2 |
| Innovation et économie de la connaissance | 3 | 3 | 3 |
| Infrastructure technologique et usage des TIC | 2 | 1 | 4 |
| Compétitivité potentielle | 7 | 7 | 9 |
| Compétitivité globale | 23 | 20 | 20 |

Néanmoins, il importe de signaler que cette variation des rangs mérite d'être interprétée avec prudence du fait que même si le classement d'un indicateur s'est amélioré, celui-ci peut dissimuler des imperfections à préciser. Premièrement, la position de la Tunisie au niveau de l'indicateur en amélioration peut être déjà tardive (parmi les dix derniers pays de l'échantillon). Deuxièmement, le classement de la Tunisie dépend des performances des autres pays. Autrement dit, même si la Tunisie enregistre des contre-performances, la situation des autres pays peut se détériorer beaucoup plus de façon que la position relative de la Tunisie s'améliore au final. Ainsi, le classement ne renseigne pas sur les performances absolues de la Tunisie. Une analyse approfondie et détaillée par facteur ainsi que par indicateur permet, en conséquence, d'apprécier les performances et les contres performances du pays dans les différents domaines retenus.

Au total, les résultats dégagés permettent de déduire que la position relativement retardée de la Tunisie au niveau de l'indicateur synthétique de la compétitivité globale est attribuable principalement aux contre-performances relevées au niveau de plusieurs domaines ayant trait notamment :

- à la « Stabilité du cadre macroéconomique » procurant à la Tunisie le 27^{ème} rang. Cette position tardive tient son explication principalement à l'aggravation du déficit courant, à la contraction du taux d'épargne et à la hausse relative du taux d'endettement externe ;
- à la « Compétitivité interne » conférant à la Tunisie le 27^{ème} rang du fait de la forte pression fiscale et des niveaux relativement faibles du Revenu National Brut et de la consommation privée par habitant ;
- au « Système bancaire et marché boursier » qui demeure encore fragile et peu développé classant la Tunisie dans le groupe de pays à faibles performances (26^{ème} rang);
- à l'« Infrastructure technologique et usage des TIC » au niveau duquel la Tunisie continue à occuper une position retardée (22^{ème} rang), comme l'attestent les niveaux relativement faibles du nombre d'abonnés à Internet à haut débit, du nombre d'utilisateurs d'Internet et de celui des serveurs Internet sécurisés, en plus de la baisse continue de la part des importations des biens en TIC dans le total des importations de biens ;

- à la « Compétitivité externe » au niveau de laquelle la Tunisie occupe le 22^{ème} rang (contre 18^{ème} en 2013) suite notamment à la régression des parts de marché et à la faible diversification des exportations tant par produit que par marché ;
- à l'« Intégration et attractivité territoriale » procurant à la Tunisie le 21^{ème} rang, du fait notamment de la position défavorable en termes d'« instabilité politique », du recul de l'indice de restrictivité de la réglementation des IDE, du niveau limité des IDE en % du PIB et du recul de l'indice de la perception de la corruption ;
- à la « Croissance et dynamisme économique » qui reste en deçà des performances des pays concurrents, attribuant à la Tunisie le 21^{ème} rang. Cette position tardive revient principalement au ralentissement de la croissance, à la baisse du taux d'investissement et au niveau relativement faible de l'indicateur de rattrapage.
- à l'« Innovation et économie de la connaissance » conférant à la Tunisie le 19^{ème} rang suite, notamment, au nombre réduit de demandes de brevets déposés par les résidents et non résidents, à la faiblesse de la part des exportations de services en TIC dans le total des exportations des services et aux dépenses limitées en R&D ;

Contourner ces insuffisances et se hisser à de meilleures positions nécessite la multiplication des efforts pour accélérer la mise en œuvre des réformes au niveau des différents domaines susceptibles de consolider les acquis et de répondre aux exigences du développement futur.

Introduction

L'économie tunisienne tourne encore au ralenti. Les résultats de l'exercice 2014² s'avèrent largement en deçà des attentes avec une croissance en berne, un faible niveau d'investissement, une aggravation du déficit courant, des pertes de parts de marché externe, une composition inadéquate du budget et des réformes insuffisantes du secteur bancaire. Cette situation difficile est liée principalement à la montée des menaces pesant sur la sécurité et des tensions sociales et ce, en dépit des effets positifs de l'aboutissement de la transition politique et de la baisse des prix internationaux du pétrole. En effet, un environnement social et sécuritaire difficile³ et une opposition des groupes d'intérêts ne peuvent que fragiliser l'appui aux réformes, renforcer l'attentisme des investisseurs et réorienter les ressources publiques limitées vers le secteur de la sécurité.

C'est ainsi que la Tunisie se trouve classée parmi les économies les moins compétitives tel qu'il ressort des résultats aussi bien du rapport de l'ITCEQ que de ceux des différentes instances internationales (Banque Mondiale, Heritage Foundation, International Transparency et World Economic Forum)⁴.

Le présent rapport s'inscrit dans la poursuite des travaux sur le positionnement compétitif de l'économie tunisienne et se donne pour objectif d'apprécier les performances de la Tunisie par rapport à celles de 27 pays concurrents et par référence à un ensemble d'indicateurs regroupés en neuf facteurs représentant multiples facettes de l'économie. Cette appréciation présente l'avantage d'identifier aussi bien les atouts que les insuffisances de l'économie tunisienne afin d'éclairer le décideur sur les mesures de politique économique à préconiser pour favoriser davantage la compétitivité du pays.

L'approche adoptée par l'ITCEQ distingue la compétitivité courante de la compétitivité potentielle. La première synthétise l'effet d'un ensemble de facteurs portant sur les performances réalisées par une nation aussi bien sur le plan global que sur les plans externe et interne. Quant à la compétitivité potentielle, elle permet d'apprécier le potentiel de croissance qu'englobent certains facteurs dont la productivité est différée et l'entrée en production aurait lieu à terme.

² Les données du rapport sur le positionnement compétitif 2016 se réfèrent aux données de l'année 2014

³ Les conflits sociaux dans le secteur minier, la forte augmentation des grèves, les pressions des syndicats pour l'augmentation des salaires et les attentats terroristes à Ras Jdir, à Douze et à la frontière tuniso-algérienne.

⁴ Voir conclusion

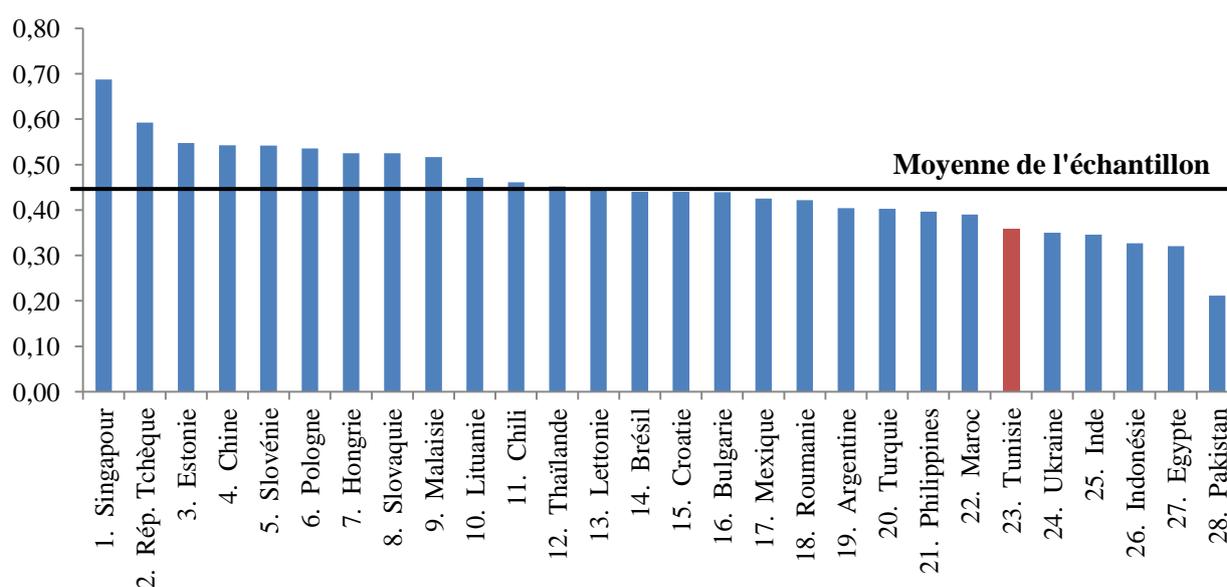
Enfin, une appréciation du positionnement compétitif dans sa dimension globale est effectuée moyennant l'élaboration d'un indicateur synthétique global sur la base des résultats dégagés au niveau des deux notions de compétitivité sus mentionnées.

Dans ce qui suit, l'on procèdera à l'appréciation de l'évolution de l'indicateur synthétique de la compétitivité globale au niveau de la première section. L'analyse de chacune des notions de compétitivité courante et potentielle fera l'objet des deux sections suivantes en mettant l'accent sur le classement de la Tunisie au niveau des différents facteurs y afférents ainsi que sur l'évolution des indicateurs partiels qui en relèvent. Une lecture plus approfondie de l'expérience des pays concurrents ayant réalisé la performance la plus notable dans tel ou tel indicateur sera mise en exergue afin d'en tirer la leçon et de voir dans quelle mesure la Tunisie pourrait s'y inspirer.

Section 1 : Indicateur synthétique de Compétitivité globale

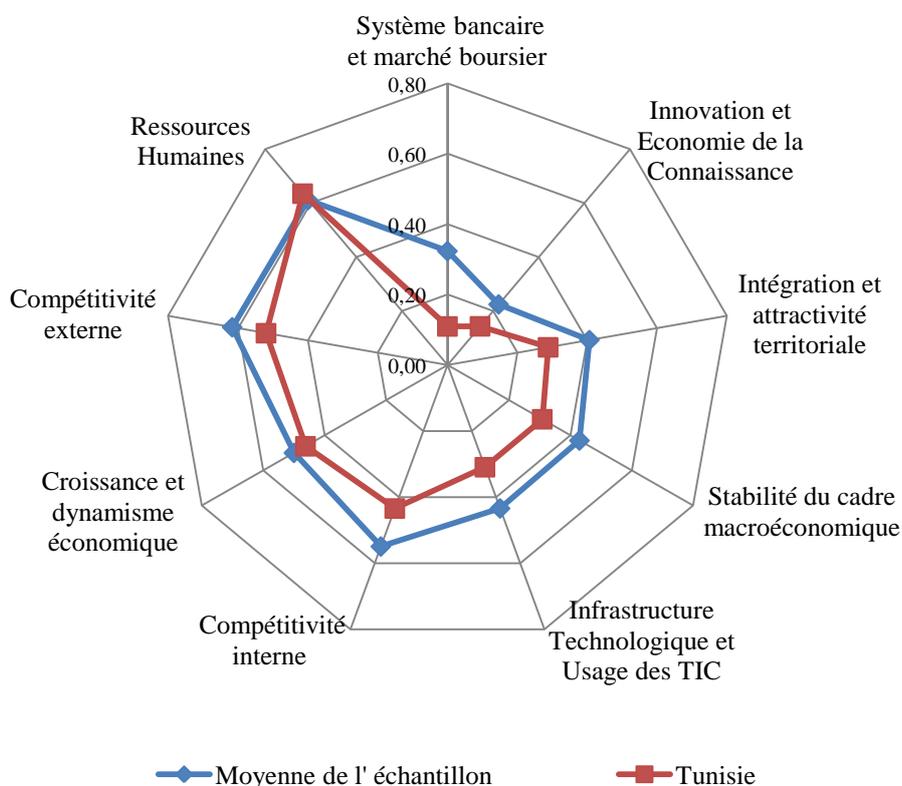
En termes de compétitivité globale, la Tunisie se trouve dans une position tardive et continue à occuper le 23^{ème} rang pour la deuxième année consécutive contre 17^{ème} en 2010 se situant, ainsi, dans le groupe de pays à faibles performances. Les dernières positions sont conférées à l'Indonésie, l'Egypte et le Pakistan alors que le Singapour est toujours à la tête du peloton suivi par la République Tchèque et l'Estonie.

Graphique 2 : Indicateur synthétique de la « Compétitivité globale »



Cette position relativement retardée de la Tunisie laisse entrevoir l'existence d'une marge de progression assez importante dans plusieurs domaines pour lesquels la Tunisie doit multiplier les efforts afin de rattraper les économies les plus performantes et relever le défi de la compétitivité. En effet, des faiblesses structurelles sont affichées au niveau du système bancaire et du marché boursier, de l'innovation et de l'économie de la connaissance, de la stabilité du cadre macroéconomique, de l'infrastructure technologique ainsi qu'au niveau de la compétitivité tant sur le marché interne qu'externe.

Graphique 3: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité globale

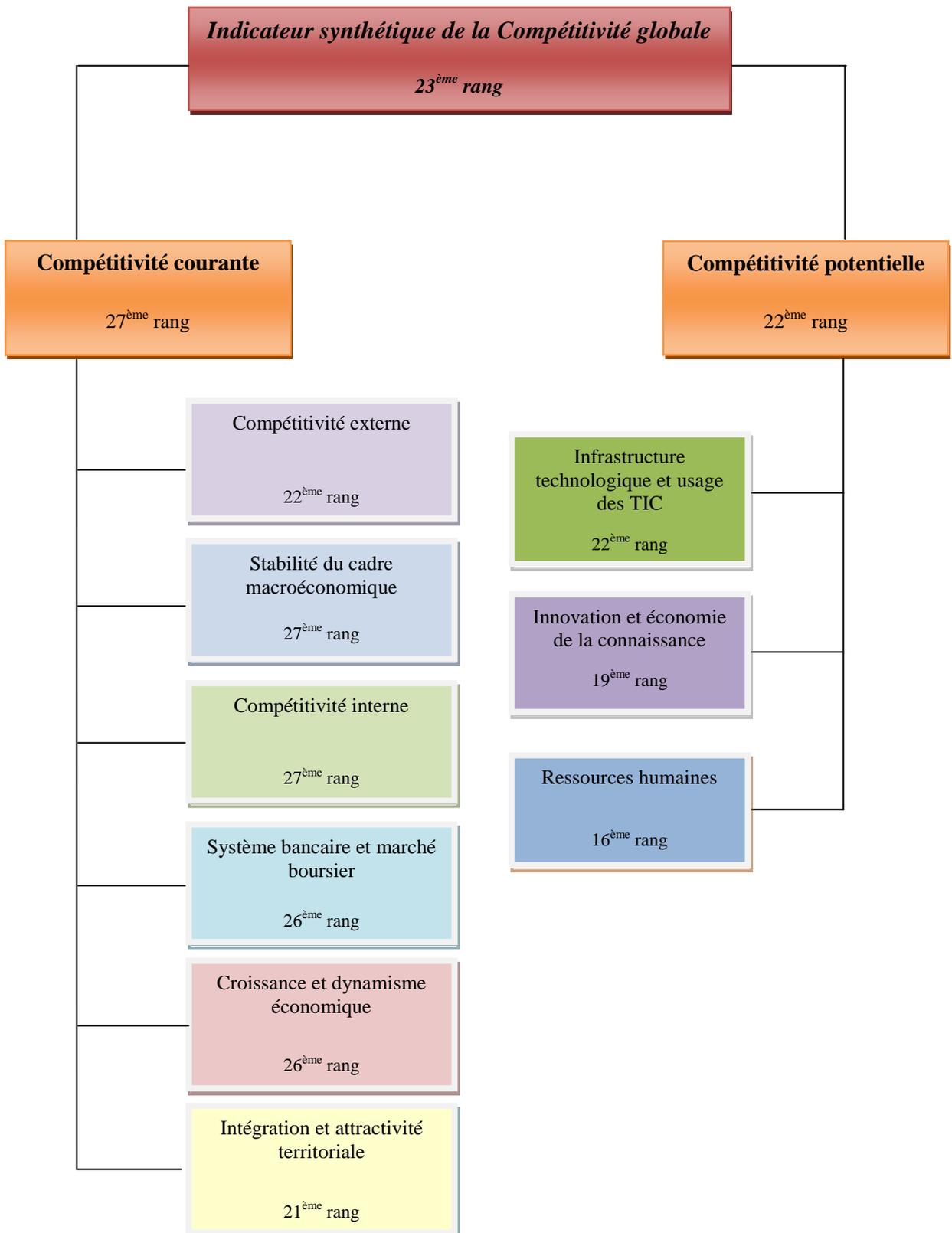


Source : Compilation ITCEQ

En somme, c'est plutôt la compétitivité courante qui a défavorisé le positionnement compétitif de la Tunisie.

Doit-on nuancer, à ce niveau, que l'indicateur synthétique agrège l'ensemble de l'information pour donner une vue synoptique, compacte et instantanée de la compétitivité du pays et ne permet pas d'apprécier de manière approfondie ses performances ou ses contre performances. D'où la nécessité de compléter l'interprétation du classement au niveau global par celle au niveau des facteurs et indicateurs de base selon les deux notions de compétitivité retenues.

Tableau 2 : Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité globale »

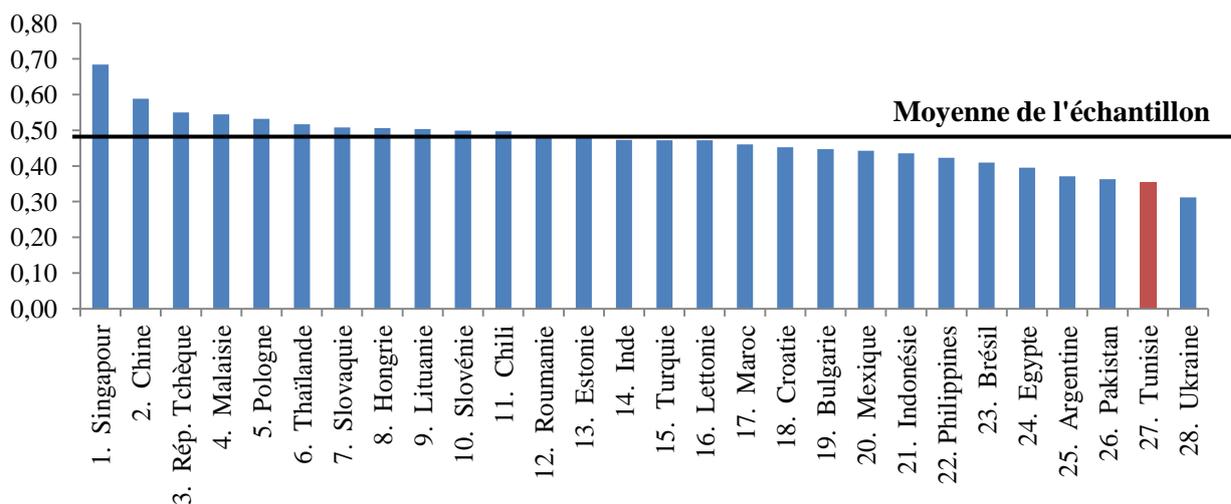


Section 2 : La Compétitivité courante

La Tunisie continue à reculer par rapport aux pays concurrents

Les investigations empiriques effectuées révèlent que la Tunisie a accusé un recul en 2014 pour occuper l'avant dernière position devant l'Ukraine et se situer dans le groupe de pays à faibles performances.

Graphique 4 : Indicateur synthétique de la « Compétitivité courante

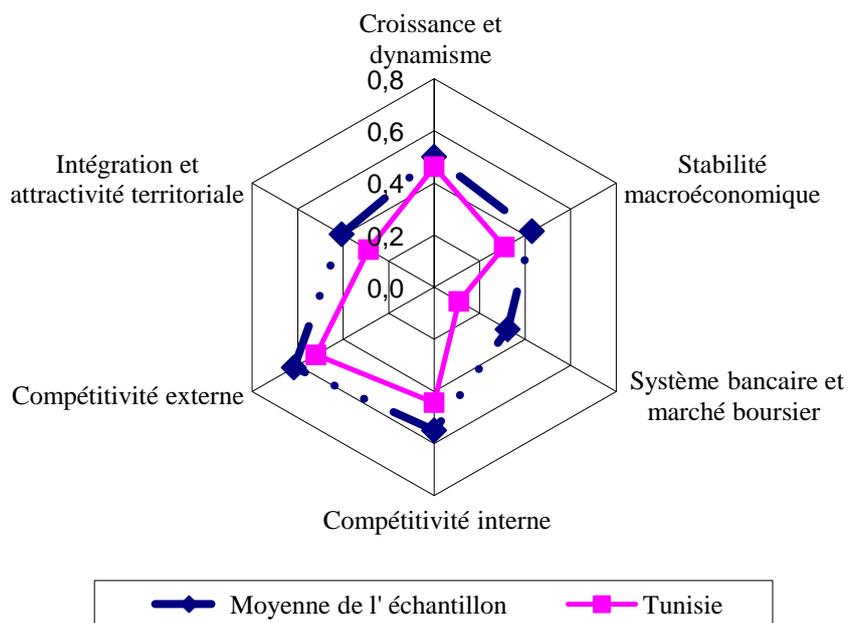


Source : Compilation ITCEQ

Des faiblesses structurelles caractérisent le secteur bancaire et la compétitivité interne...

Cette moindre performance tient son explication i) au recul significatif accusé au niveau du facteur « Compétitivité externe » (22^{ème} rang contre 18^{ème} en 2013), ii) à la position tardive au niveau du facteur « Stabilité macroéconomique » qui continue à classer la Tunisie parmi les pays à faibles performances durant la période post révolutionnaire (27^{ème} rang), iii) aux faiblesses structurelles caractérisant le pays et qui se réfèrent à la « Compétitivité interne » et au « Système bancaire et marché boursier » plaçant la Tunisie dans des positions tardives depuis 2007 et iv) aux avancées considérables réalisées par quelques pays concurrents qui n'ont fait qu'affaiblir les chances de la Tunisie pour améliorer son classement. A titre illustratif, la Hongrie a pu gagner 7 positions en 2014 pour occuper le 8^{ème} rang. De même, la Slovaquie et le Maroc ont pu décrocher 4 positions leur permettant de se situer au 10^{ème} et 17^{ème} rang respectivement.

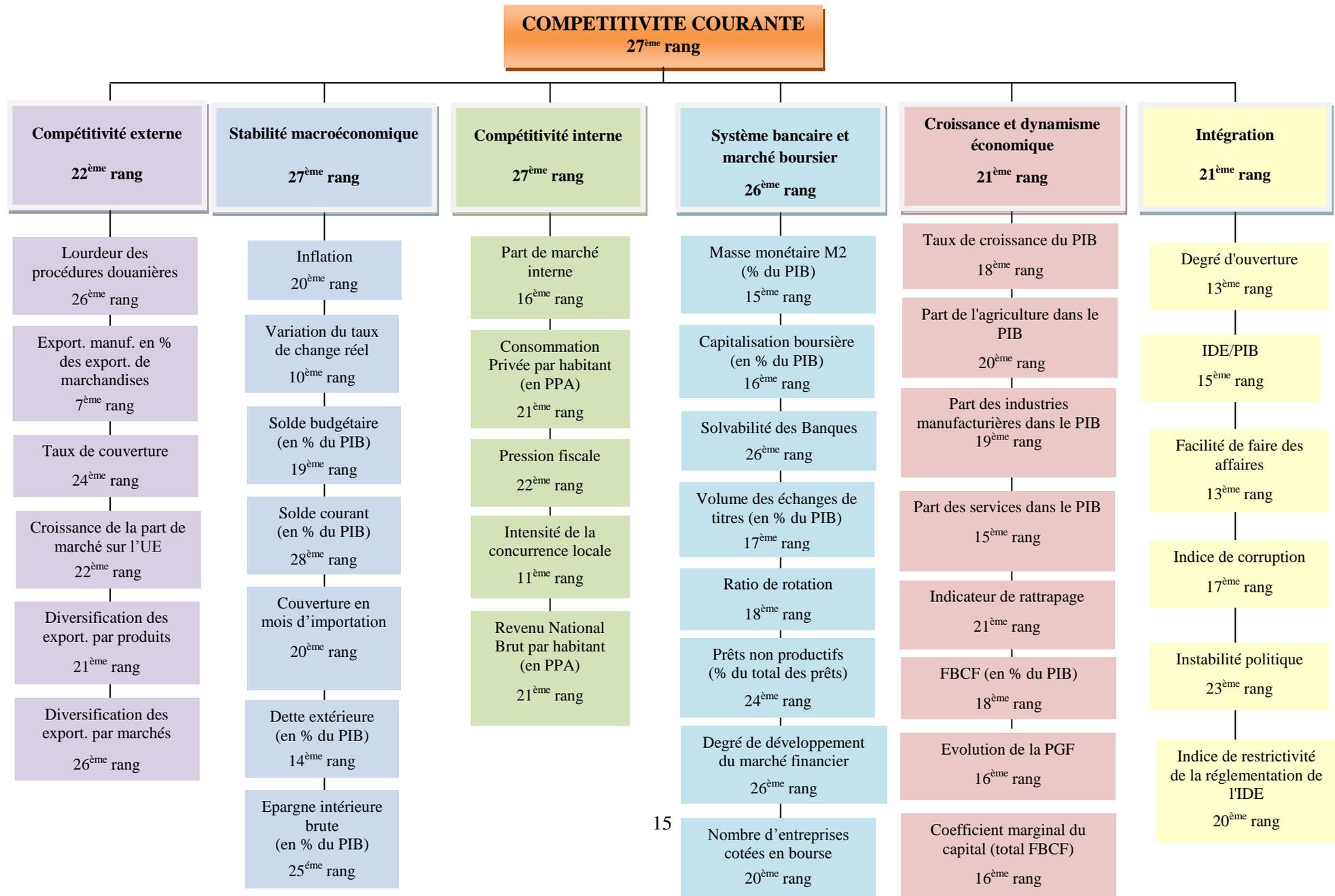
Graphique 5: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité courante



Source : Compilation ITCEQ

De plus amples investigations effectuées au niveau de chaque facteur et des indicateurs partiels y afférents ont permis de donner un éclairage sur les domaines qui présentent encore une marge de progression et sur les actions à entreprendre pour remédier aux insuffisances caractérisant l'économie tunisienne.

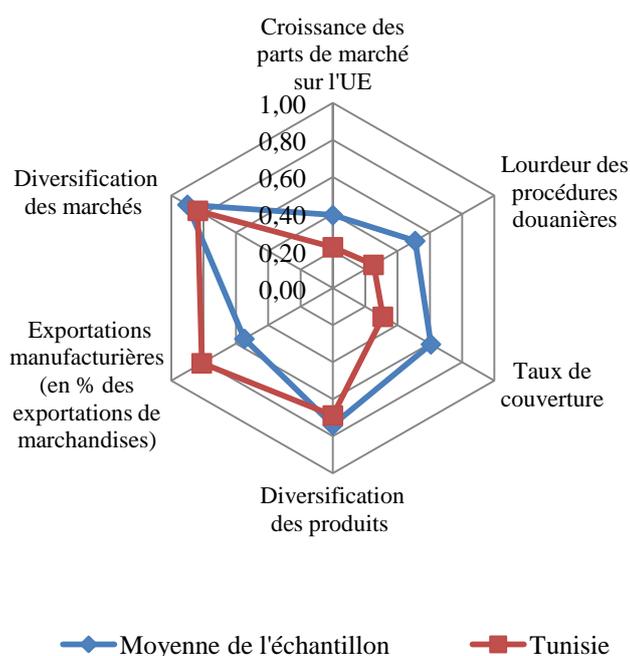
Tableau 3 : Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité courante »



I. Compétitivité externe

Les investigations empiriques effectuées montrent que la Tunisie a accusé un recul de 5 positions au niveau de ce facteur pour se situer au 22^{ème} rang.

Graphique 6 : Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité externe



Source : Compilation ITCEQ

Un tel retard est perceptible eu égard :

- **à la régression des parts de marché sur l'Union européenne** en raison, notamment, de la fragilité de la structure des exportations tunisiennes qui reste encore basée sur le développement des produits traditionnels et non pas sur la création de nouveaux produits⁵. Cette régression a affecté le classement de la Tunisie au niveau de cet indicateur qui a perdu 4 positions (22^{ème} rang) contrairement à certains pays d'Asie tels que la Chine (8^{ème} rang contre 20^{ème} en 2013), les Philippines (4^{ème} rang contre 15^{ème} en 2013) et la Thaïlande (6^{ème} rang contre 13^{ème} en 2013) et quelques PECO dont la République Tchèque (9^{ème} rang contre 14^{ème} en 2013) et la Roumanie (3^{ème} rang). A l'opposé, ce recul n'est pas spécifique à la Tunisie puisque d'autres pays concurrents à l'instar de la Bulgarie (17^{ème} rang contre 3^{ème} en 2013), la Croatie (20^{ème} rang contre

⁵ Voir « Bilan sur la compétitivité externe de l'économie tunisienne », ITCEQ janvier 2016.

12^{ème} en 2013) et l'Inde (21^{ème} rang contre 17^{ème} en 2013) ont aussi connu une décélération de leur part de marché.

Une croissance notable de la part de marché externe du Maroc...

A partir de 2013, le Maroc a enregistré une croissance sensible de sa part de marché sur l'UE lui permettant de se classer au 5^{ème} rang. Ceci peut s'expliquer par le changement significatif au niveau de la structure de ses exportations en faveur des branches industrielles à forte valeur ajoutée (automobile, électrique, électronique,...) au moment où les secteurs dits traditionnels reculent (vêtements, produits agricoles). En outre, l'amélioration du climat d'investissement dans ce pays, conjuguée à une conjoncture défavorable en Tunisie ont favorisé l'afflux des IDE vers le Maroc et la consolidation de ses exportations.

- **à la concentration des exportations sur un nombre réduit de marchés** notamment le marché de l'UE peu dynamique plaçant, ainsi, la Tunisie dans une position retardée (26^{ème} rang).

L'impact de l'ALECA sur le marché à l'export ukrainien

L'Ukraine a gagné 14 positions en 2014 pour occuper le 5^{ème} rang. En effet et malgré la crise politique de 2013, la signature de l'accord de création d'une zone de libre-échange complet et approfondi avec l'UE en juin 2014 a pu ouvrir de nouvelles perspectives pour l'Ukraine aussi bien dans l'UE qu'ailleurs étant donné que les normes européennes sont souvent des normes internationales.

- **au manque de diversification des exportations par produit** comparativement à ses concurrents en occupant la 21^{ème} position. Une telle situation s'explique par la concentration des exportations sur deux secteurs faiblement intégrés à savoir le THC et les IME⁶.

Diversification des produits lettons à l'exportation

En 2014, la Lettonie a enregistré la meilleure progression en termes de cet indicateur en gagnant 9 positions occupant, ainsi, le 5^{ème} rang. En effet et suite à l'ajustement interne engagé dans le cadre du programme UE/FMI pour assurer son passage officiel à l'euro au début de l'année 2014, les exportations lettones ont bénéficié de l'amélioration de la compétitivité prix suite à la baisse des salaires. L'acceptation sociale de ces sévères mesures d'ajustement puise son explication dans deux facteurs : d'abord, la population a connu des conditions de vie difficiles durant la période soviétique. Ensuite, la réactivité des autorités lettones à engager ces mesures énergiques a permis un redressement rapide de l'économie.

- **au repli du taux de couverture** de 2,8 points de pourcentage pour revenir à 80,4% en 2014 procurant à la Tunisie le 24^{ème} rang des pays de l'échantillon. Ce recul revient au ralentissement des exportations (2,5% contre 4,3% en 2013) et à l'accélération des

⁶ C.f « Bilan sur la compétitivité externe de l'économie tunisienne »

importations (6,4% contre 3,5% en 2013). Le fléchissement des exportations s'explique, notamment, par la faiblesse de la demande européenne et par la conjoncture défavorable en Libye, conjuguée à la baisse de l'activité d'extraction du pétrole et du gaz, aux difficultés touchant le secteur de phosphate en plus d'une récolte modérée d'olives.

Tableau 4 : Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité externe »

| Indicateurs | Tunisie | | | Maroc | Turquie | Premier | | Dernier | |
|---|-----------|-------------|------|-------|---------|-----------|--------|-----------|--------|
| | Evolution | Valeur | rang | | | Pays | Valeur | Pays | Valeur |
| Croissance des parts de marché sur l'UE | ↓ | 0,3 | 22 | 10,0 | 7,3 | Pakistan | 21,6 | Singapour | -5,7 |
| Diversification des produits | ↓ | 6,8 | 21 | 6,2 | 3,0 | Pologne | 2,6 | Chili | 15,9 |
| Diversification des marchés | ↓ | 12,9 | 26 | 9,0 | 9,2 | Bulgarie | 5,1 | Mexique | 52,9 |
| Exportations manufacturières (% des exportations de biens) | ↑ | 87,9 | 7 | 76,9 | 83,1 | Chine | 96,0 | Egypte | 52,7 |
| Taux de couverture | ↓ | 80,4 | 24 | 114,3 | 86,2 | Chine | 119,5 | Estonie | 62,8 |
| Lourdeur des procédures douanières | ↓ | 3,1 | 26 | 5,2 | 3,8 | Singapour | 6,2 | Argentine | 2,1 |

Encadré : Méthode de comparaison

1. La position de la Tunisie est comparée par rapport à la moyenne de l'échantillon

Vert si la performance de la Tunisie est meilleure que la moyenne de l'échantillon

Oranger si la performance de la Tunisie est égale à la moyenne de l'échantillon

Rouge si la performance de la Tunisie est pire que la moyenne de l'échantillon

2. Les performances de la Tunisie sont comparées par rapport aux données de l'année antérieure

↑ si la performance de la Tunisie s'est améliorée par rapport à la valeur de l'année précédente ; l'indicateur en question est marqué par une flèche ascendante.

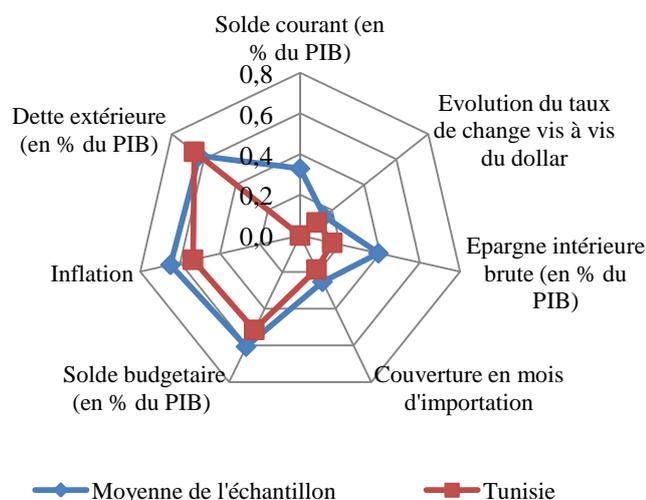
→ si la performance de la Tunisie est restée stable par rapport à la valeur de l'année précédente ; l'indicateur en question est marqué par une flèche horizontale.

↓ si la performance de la Tunisie s'est détériorée par rapport à la valeur de l'année précédente ; l'indicateur en question est marqué par une flèche descendante.

II. Stabilité du cadre macroéconomique :

Malgré les effets positifs liés à l'aboutissement de la transition politique et à la baisse des prix internationaux du pétrole, l'économie tunisienne demeure confrontée à la montée des menaces pesant sur la sécurité et aux fortes tensions sociales. Dans ce cadre, la Tunisie continue à se situer dans une position retardée en 2014 (27^{ème} rang contre 19^{ème} en 2011 et 7^{ème} en 2010).

Graphique 7 : Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de stabilité du cadre macroéconomique



Source : Compilation ITCEQ

Ce classement défavorable s'explique essentiellement par :

- ***l'aggravation du déficit courant*** qui a atteint un niveau sans précédent (-9,1%) situant la Tunisie à la dernière position. Ce résultat s'explique par la détérioration de la balance commerciale dont l'excédent au niveau des services n'a pas pu atténuer les pressions sur l'équilibre courant (21,6% uniquement du déficit commercial a été financé par l'excédent de la balance des services contre une moyenne de près des deux tiers au cours de la période 2001-2010)⁷.

A ce niveau, il importe de signaler que ***le niveau des avoirs nets en devises s'est consolidé*** (3,7 mois d'importation contre 3,5 en 2013), suite à l'excédent de la balance des opérations en capital qui s'est inscrit à la hausse et ce, en relation avec l'accroissement notable des entrées de capitaux sous forme d'emprunts extérieurs à MLT ainsi que sous forme de dons⁸. Cette consolidation reste, toutefois, en deçà des performances des pays concurrents puisqu'elle ne procure à la Tunisie que la 19^{ème} position.

- ***la baisse du taux d'épargne*** qui s'est poursuivie en 2014 (13% contre 13,7% en 2013 et 20,8% en 2010) conférant à la Tunisie le 25^{ème} rang. Par ailleurs, cette baisse s'est traduite par l'accroissement des besoins de financement et par ***la hausse du taux d'endettement extérieur*** qui est passé à 54,4% du PIB contre 54,1% en 2013.

⁷ C.f « Rapport annuel 2014 » de la BCT

⁸ C.f « Rapport annuel 2014 » de la BCT

En outre, il convient de souligner que malgré ces contre-performances, la Tunisie a enregistré une progression notable en termes de **réduction du déficit budgétaire** qui est passé à 4,9% du PIB contre 6,8% en 2013 lui permettant de gagner 6 positions (19^{ème} rang). Cette réduction est en relation essentiellement avec la hausse des prix de vente des produits énergétiques sur le marché local et la baisse du prix moyen du baril de pétrole.

La Lituanie : un assainissement d'envergure des finances publiques

La Lituanie compte parmi les pays concurrents qui ont réalisé une contraction significative du déficit budgétaire puisqu'en 2014 il est retombé à moins de 1% du PIB alors qu'il dépassait 9% en 2009 gagnant, de la sorte, 11 positions par rapport à l'année précédente pour occuper le 3^{ème} rang. En effet, la situation budgétaire a bénéficié des efforts conséquents d'assainissement des finances publiques déployés à la suite de la crise financière. Deux tiers de cet assainissement ont été réalisés par le biais de réduction des dépenses, notamment de salaires dans le secteur public et de certaines prestations sociales et de diminution temporaire des retraites. Cette orientation de la politique budgétaire était nécessaire pour conserver la confiance des marchés de capitaux et garantir l'entrée de la Lituanie dans la zone euro⁹.

Par ailleurs, **l'inflation** s'est réduite à 4,9% en 2014 contre 5,8% une année auparavant, suite notamment à la baisse des prix internationaux des produits de base et de l'énergie. Cependant, ce niveau demeure relativement élevé comparativement aux performances des PECO.

Tableau 5 : Principaux résultats liés au facteur « Stabilité du cadre macroéconomique »

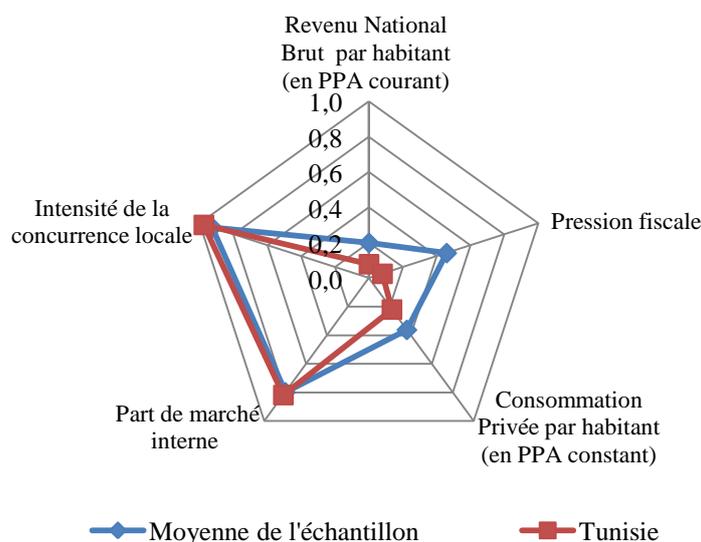
| Indicateurs | Tunisie | | | Maroc | Turquie | Premier | | Dernier | |
|--|-----------|--------|------|-------|---------|-----------|--------|----------|--------|
| | Evolution | Valeur | rang | | | Pays | Valeur | Pays | Valeur |
| Solde courant (en % du PIB) | ↓ | -9,1 | 28 | -5,8 | -5,8 | Singapour | 19,1 | Tunisie | -9,1 |
| Solde budgétaire (en % du PIB) | ↑ | -4,9 | 19 | -4,9 | -1,5 | Singapour | 3,3 | Egypte | -13,6 |
| Couverture en mois d'importation | ↓ | 3,7 | 20 | 4,7 | 5,6 | Chine | 19,2 | Estonie | 0,2 |
| Dettes extérieures (en % du PIB) | ↓ | 54,4 | 14 | 40,2 | 51,1 | Chine | 9,3 | Lettonie | 142,2 |
| Inflation | ↑ | 4,9 | 20 | 0,4 | 8,9 | Bulgarie | -1,4 | Ukraine | 12,2 |
| Épargne intérieure brute (en % du PIB) | ↓ | 13,0 | 25 | 19,8 | 15,8 | Singapour | 53,4 | Egypte | 5,3 |
| Évolution indiciaire du taux de change vis à vis du dollar | ↓ | 4,5 | 10 | 0,0 | 14,8 | Argentine | 48,1 | Pakistan | -0,6 |

⁹ Voir « Études économiques de l'OCDE Lituanie SYNTHÈSE » Mars 2016.

III. Compétitivité interne

Les résultats dégagés montrent qu'au niveau de ce facteur la Tunisie ne cesse d'occuper une position tardive se situant au 27^{ème} rang devant le Maroc.

Graphique 8 : Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité interne



Source : Compilation ITCEQ

Ce retard est attribuable essentiellement :

- **à l'augmentation de la pression fiscale** pour se situer à 23,1% en 2014 (contre 21,7% en 2013) conférant à la Tunisie la 23^{ème} position, en retard par rapport à la quasi totalité des PECO (excepté la Hongrie) et des pays asiatiques retenus dans l'échantillon et ce, malgré les efforts déployés pour rééquilibrer la situation des finances publiques¹⁰. Cette hausse est en relation, en fait, avec l'encaissement tardif de la fiscalité pétrolière¹¹.

Une baisse remarquable de la pression fiscale en Egypte...

La baisse notable de la pression fiscale en Egypte (12,4% contre 13,6% en 2013) a permis au pays de gagner 4 positions et d'occuper le 3^{ème} rang. Cette baisse trouve son explication dans la réduction de l'impôt sur le revenu dont l'objectif est de relancer et d'attirer les investissements. Cependant, ceci n'a fait qu'aggraver le déficit budgétaire déjà excessif du pays, l'obligeant à orienter les réformes surtout vers la révision des subventions énergétiques et l'instauration d'un système de TVA plus stable.

¹⁰ La réduction du taux de l'impôt sur les sociétés de 30% à 25%, la soumission de l'activité off-shore au taux de 10%, le programme d'économie des dépenses énergétiques et la préparation de la loi des finances complémentaire.

¹¹ C.f « Rapport de la BCT » 2014

- *aux niveaux relativement faibles du revenu national brut et de la consommation privée par habitant* qui demeurent en dessous de ceux des pays de l'Amérique Latine et des PECO, classant la Tunisie à la 21^{ème} position.

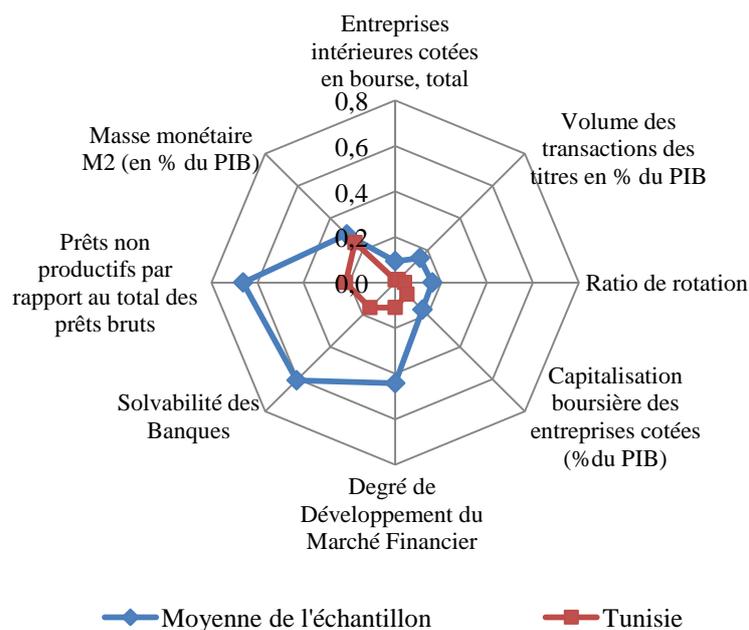
Tableau 6 : Principaux résultats liés au facteur « Compétitivité interne »

| Indicateurs | Tunisie | | | | Turquie | Premier | | Dernier | |
|--|-----------|--------|------|--------|---------|-----------|---------|-----------|--------|
| | Evolution | Valeur | rang | Maroc | | Pays | Valeur | Pays | Valeur |
| Consommation Privée par habitant (en PPA \$ constants 2011) | ↑ | 7035,4 | 21 | 3826,6 | 10830,2 | Singapour | 21304,4 | Inde | 3023,3 |
| Pression fiscale | ↓ | 23,1 | 26 | 22,6 | 22,9 | Pakistan | 10,0 | Argentine | 24,2 |
| Part de marché interne | ↑ | 49,6 | 16 | 58,5 | 69,2 | Brésil | 86,4 | Singapour | -116,0 |
| Intensité de la concurrence locale | → | 0,2 | 11 | 0,3 | 0,2 | Thaïlande | 0,3 | Singapour | -1,9 |
| Revenu national brut par habitant (en PPA \$ courants) | ↑ | 11020 | 21 | 7290,0 | 19560,0 | Singapour | 80270,0 | Pakistan | 5090,0 |

IV. Système bancaire et marché boursier

La Tunisie continue à être classée parmi le groupe de pays à faibles performances au niveau de ce facteur en occupant le 26^{ème} rang témoignant ainsi, du manque de développement du secteur financier.

Graphique 9 : Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes Système bancaire et marché boursier



Source : Compilation ITCEQ

En effet et en ce qui concerne *le système bancaire tunisien*, celui-ci compte, selon WEF, parmi ceux les plus risqués, fragmentés et fortement dominés par les banques publiques et continue, de la sorte, à occuper des positions retardées (26^{ème} rang¹²).

De plus, *la part des prêts non productifs dans le total des prêts* reste assez élevée comparativement aux pays concurrents situant la Tunisie au 24^{ème} rang et ce, malgré l'atténuation de son niveau (15% contre 15,5% en 2013). La répartition sectorielle de l'encours de ces créances montre que c'est le secteur du tourisme qui accapare la part la plus importante de ces crédits soit 21,3% du total des impayés. Par ailleurs et selon « Tunisie Valeur », la part dominante des crédits non performants est détenue par les banques publiques et plus précisément par la STB dont le taux est de 30% des engagements de la banque et plus du tiers des créances classées du secteur¹³. A cet égard et en dépit des efforts des banques tunisiennes déployés en matière de provisionnement¹⁴, le taux de couverture des crédits improductifs (58% en 2014 contre 56,4% en 2013 et 48,6% en 2011)¹⁵ reste nettement loin des normes internationales (90%) et n'atteint pas l'objectif prévu par la BCT (70%).

Sur un autre plan, *le marché financier tunisien* s'est caractérisé au cours de l'année 2014 par une reprise de ses principaux indicateurs. En effet, *la capitalisation boursière* a sensiblement augmenté pour passer à 21,4% du PIB contre 18,8% en 2013 permettant à la Tunisie de gagner 2 positions et se situer au 16^{ème} rang. Cette amélioration s'explique, d'une part, par la bonne tenue des cours boursiers dont l'évolution a été globalement haussière et, d'autre part, par les nouvelles introductions en bourse avec un rythme, toutefois, moins prononcé que l'année précédente (6 nouvelles sociétés contre le double en 2013). Cependant, la répartition sectorielle de la capitalisation boursière dénote la prépondérance des sociétés financières (banques, sociétés de leasing et sociétés d'assurances) dont la part a atteint 47%, avec un renforcement de la contribution du secteur bancaire (37,5% en 2014¹⁶).

Pour sa part, *le volume des transactions sur la cote de la bourse* s'est relativement amélioré pour s'établir à 2,2% du PIB, procurant à la Tunisie le 17^{ème} rang.

Cependant, ce dynamisme du marché secondaire mérite d'être davantage entretenu, vu le niveau de développement des autres marchés concurrents, particulièrement ceux asiatiques et

¹² L'équipe de l'ITCEQ a procédé à un reclassement de la Tunisie et des pays concurrents retenus selon le score attribué par DAVOS.

¹³ Voir « Analyse Sectorielle -Secteur bancaire » Tunisie Valeur ; 19 août 2015

¹⁴ Suite à la mise en œuvre de la nouvelle réglementation prudentielle en 2013

¹⁵ Voir « Rapport FMI », octobre 2015

¹⁶ Voir « Rapport annuel de la BVMT » 2014

méditerranéens, qui dépasse largement les performances tunisiennes d'autant plus que le Forum de Davos classe la Tunisie parmi les pays à marché financier peu développé et peu dynamique (26^{ème} rang¹⁷). Par ailleurs, il est à souligner que le marché primaire s'est caractérisé en 2014 par une augmentation des ressources d'emprunt intérieures de 84,4% par rapport à 2013¹⁸ afin de limiter le recours au financement extérieur et d'atténuer les risques des taux d'intérêt et de change . En effet et en plus du lancement d'un emprunt obligataire national¹⁹ en 2014, l'Etat a consolidé les émissions des bons de trésor avec une concentration sur les bons de trésor assimilables (BTA). Cependant, le volume des transactions des BTA et de l'emprunt obligataire sur la cote de la bourse est très minime par rapport à celui des entreprises privées, soit 6,4% du total des transactions²⁰.

Au total, le marché financier tunisien souffre de plusieurs handicaps :

- Un manque de diversité sectorielle et une faible ouverture du capital des entreprises privées sur le marché financier qui sont à l'origine des faibles niveaux de capitalisation et de liquidité.
- Une faible attractivité aux investissements étrangers de portefeuille suite au contrôle de change excessif (la participation étrangère ne représente que 24,1% de la capitalisation boursière et 11% du total des échanges des titres de capital sur la Cote de la Bourse²¹).
- Un faible niveau de sophistication des produits et services offerts par le marché boursier qui sont nettement en deçà de ses rivaux méditerranéens. A titre illustratif, au Maroc des produits de couverture de risques aussi bien de taux que de change existent depuis 15 ans (options de change, options de taux, swaps de taux et de change, options sur actions, etc.).

Ainsi, d'énormes efforts doivent être déployés en matière de promotion du marché financier et de développement de la culture boursière auprès du public et ce, afin de vulgariser l'investissement boursier aux épargnants et le financement à travers la Bourse aux entreprises.

¹⁷ L'équipe de l'ITCEQ a procédé à un reclassement de la Tunisie et des pays concurrents retenus selon le score attribué par DAVOS à l'indicateur « Degré de développement du marché financier ».

¹⁸ C.f « Rapport annuel 2014 » de la BCT

¹⁹ Cet emprunt s'élève à 30% du total des emprunts intérieurs

²⁰ Source BVMT

²¹ C.f « Rapport annuel de la BVMT », 2014

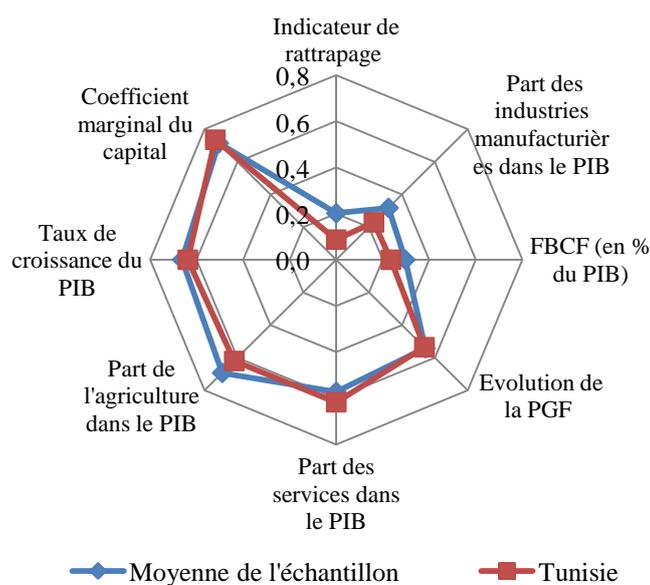
Tableau 7 : Principaux résultats liés au facteur « Système bancaire et marché boursier »

| Indicateurs | Tunisie | | | Maroc | Turquie | Premier | | Dernier | |
|---|-----------|--------|------|-------|---------|-----------|--------|--------------|--------|
| | Evolution | Valeur | rang | | | Pays | Valeur | Pays | Valeur |
| Volume des transactions des titres (en % du PIB) | ↑ | 2,2 | 17 | 2,8 | 46,3 | Chine | 115,5 | Ukraine | 0,1 |
| Masse monétaire M2 (en % du PIB) | ↑ | 68,0 | 15 | 118,0 | 60,5 | Chine | 193,2 | Argentine | 26,6 |
| Capitalisation boursière des entreprises cotées (en % du PIB) | ↑ | 21,4 | 16 | 48,0 | 27,5 | Singapour | 245,7 | Lettonie | 3,9 |
| Degré de Développement du Marché Financier | ↓ | 3,1 | 26 | 5,2 | 3,9 | Singapour | 5,6 | Argentine | 2,8 |
| Prêts non productifs par rapport au total des prêts bruts | ↑ | 15,0 | 24 | 6,9 | 2,7 | Singapour | 0,8 | Ukraine | 19,0 |
| Entreprises intérieures cotées en bourse, total | ↑ | 77,0 | 20 | 74,0 | 226,0 | Inde | 5541,0 | Rép. Tchèque | 13,0 |
| Ratio de rotation | ↓ | 10,3 | 18 | 5,8 | 168,2 | Chine | 199,2 | Slovaquie | 2,3 |
| Solvabilité des Banques | ↓ | 3,2 | 26 | 5,2 | 5,3 | Singapour | 6,5 | Ukraine | 2,6 |

V. Croissance et dynamisme économique

Malgré l'amélioration des résultats enregistrés au niveau de ce facteur, la Tunisie reste classée parmi le groupe de pays à performances inférieures (21^{ème} rang) devancée par la quasi-totalité des pays asiatiques et des PECO.

Graphique 10 : Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de croissance et dynamisme économique



Source : Compilation ITCEQ

Cette position retardée est attribuable principalement :

- **au repli de l'effort d'investissement** qui a baissé de 1,3 points de pourcentage pour s'établir à 20,6% en 2014 plaçant la Tunisie au 18^{ème} rang contre 13^{ème} en 2013. Un tel recul traduit le comportement attentiste des investisseurs eu égard au climat d'incertitude et d'instabilité marquant la scène nationale, outre la lenteur du rythme d'exécution des dépenses de développement de l'Etat.

Un effort d'investissement élevé pour le Maroc, mais...

Le Maroc affiche un taux d'investissement particulièrement élevé par rapport à ses concurrents lui permettant de se classer parmi les pays leaders en la matière (3^{ème} rang). Cependant, ce taux qui avoisine 30% du PIB au cours de la dernière décennie est tiré essentiellement par l'investissement public en infrastructures (notamment les grands projets d'autoroutes, constructions des barrages, d'installations portuaires...). Ainsi, l'Etat²² est le principal moteur de l'investissement et non pas le secteur privé. De plus, il y a un décalage entre l'évolution du taux d'investissement et celui de la croissance. En effet, si le premier est en progression significative, les performances du Maroc en matière de croissance sont modérées remettant en cause l'efficience de l'investissement. Ceci tient son explication à l'augmentation de la part des investissements dans les BTP qui dépasse 50% du total de la FBCF contre la baisse de celle des investissements destinés à l'industrie manufacturière (elle représente 38 % de l'investissement total en 2014 contre 43 % en 2008).

- **au ralentissement de la croissance** qui s'est poursuivi pour s'établir à 2,3% en 2014 contre 2,4% en 2013 et 3,9% en 2012 procurant, de la sorte, à la Tunisie le 18^{ème} rang contre 16^{ème} en 2013. Un tel ralentissement est attribuable à la décélération du secteur des services touchant plus particulièrement les télécommunications et les services financiers. Il est à signaler que la majorité des pays de l'échantillon ont enregistré un changement drastique dans leur classement au niveau de cet indicateur au cours des deux dernières années avec une amélioration de la croissance dans les PECO et une dégradation dans les pays de l'Amérique Latine. En effet, si la Slovénie a pu monter de la 27^{ème} position à la 10^{ème} position, le Chili qui a été classé au 10^{ème} rang en 2013 se trouve, en 2014, derrière la Tunisie en occupant la 22^{ème} position.

²² Selon Najib AKESBI, la part public dans la FBCF varie entre 55% et 70%

Une forte croissance en Slovénie

Après deux années de récession, la Slovénie a renoué en 2014 avec la croissance grâce aux exportations nettes et à la demande intérieure²³. De plus, d'importantes réformes ont été mises en œuvre : assainissement budgétaire, réforme du régime des retraites et du marché du travail, restructuration et recapitalisation des banques, lancement de procédures de privatisation...²⁴ L'élan de ces réformes a permis de rehausser la crédibilité de la Slovénie sur les marchés de capitaux et d'améliorer la compétitivité du pays.

Contrairement au Chili...

En 2014, le Chili a subi un ralentissement important (croissance de 1,9 % contre 4% en 2013) du fait d'un retournement des investissements (la baisse des cours du cuivre alors que le pays étant le premier exportateur de cuivre au monde) et d'un recul de la consommation intérieure dans un contexte d'endettement croissant des ménages.

- **au niveau structurellement faible de l'indicateur de rattrapage**²⁵ qui n'a pas dépassé les 32% alors qu'il représente plus que le double dans les PECO situant la Tunisie parmi les pays les moins performants (21^{ème} rang). En effet et malgré sa légère reprise en 2014 (31,8 contre 31 en 2013), cet indicateur traduit un faible niveau du pouvoir d'achat du pays lié principalement aux taux d'inflation et chômage qui demeurent élevés affectant, de la sorte, le bien être de l'économie.

Tableau 8 : Principaux résultats liés au facteur « Croissance et dynamisme économique »

| Indicateurs | Tunisie | | | | Turquie | Premier | | Dernier | |
|--|-----------|-------------|------|-------|---------|-----------|--------|-----------|--------|
| | Evolution | Valeur | rang | Maroc | | Pays | Valeur | Pays | Valeur |
| Taux de croissance du PIB | ↓ | 2,3 | 18 | 2,4 | 3,0 | Chine | 7,3 | Ukraine | -6,6 |
| Part des industries manufacturières dans le PIB | ↓ | 16,6 | 19 | 18,2 | 17,8 | Chine | 35,9 | Brésil | 10,9 |
| Part de l'agriculture dans le PIB | ↓ | 9,5 | 20 | 13,0 | 8,0 | Singapour | 0,0 | Pakistan | 25,0 |
| Indicateur de rattrapage | ↑ | 31,8 | 21 | 21,3 | 54,3 | Singapour | 226,1 | Pakistan | 13,2 |
| Part des services dans le PIB | ↑ | 62,5 | 15 | 57,7 | 64,9 | Singapour | 75,0 | Indonésie | 42,2 |
| FBCF (en % du PIB) | ↓ | 20,6 | 18 | 29,4 | 20,1 | Chine | 44,3 | Egypte | 13,3 |
| Evolution de la Productivité Globale des Facteurs (PGF) | ↓ | -0,8 | 16 | 0,8 | -2,3 | Lituanie | 2,8 | Argentine | -5,0 |
| Coefficient marginal du capital (ICOR) | ↓ | 8,8 | 16 | 12,0 | 7,3 | Croatie | -61,4 | Brésil | 204,2 |

²³ L'investissement des entreprises demeure faible car celles-ci sont en cours de désendettement et la capacité de prêt des banques est limitée par le niveau encore élevé des prêts improductifs.

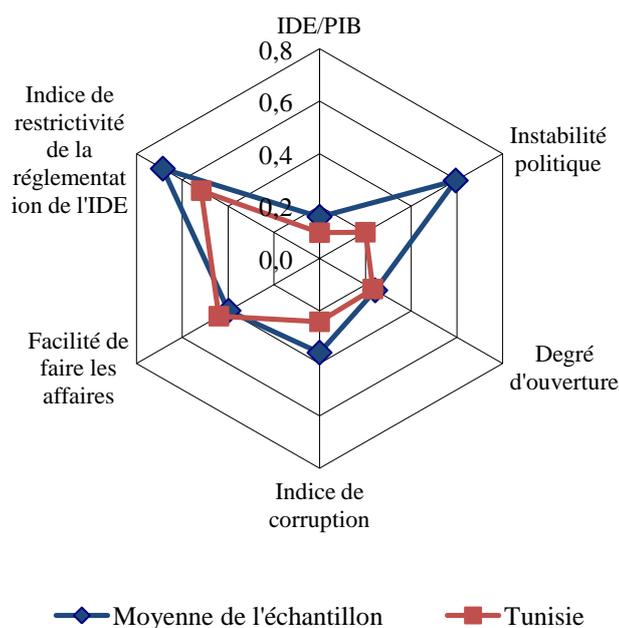
²⁴ Voir « Etudes économiques de l'OCDE : Slovénie » ; Avril 2015

²⁵ C'est le PIB_{ppa} (par tête) rapporté à celui de l'UE 27

VI. Intégration et attractivité territoriale

Les résultats dégagés révèlent qu'au niveau de ce facteur la Tunisie a enregistré un recul significatif pour se situer depuis 2012 dans le groupe de pays à faibles performances (21^{ème} rang contre 18^{ème} en 2011).

Graphique 11 : Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes d'intégration et attractivité territoriale



Source : Compilation ITCEQ

Ceci est attribuable principalement :

- à la situation politique reflétée par *l'indicateur « Instabilité politique »*²⁶ publié par l'Institut de la Paie et de l'Economie au niveau duquel la Tunisie se situe au 23^{ème} rang (ex quo avec le Maroc et la Thaïlande). Ceci corrobore pleinement les résultats de l'enquête annuelle sur le climat des affaires en Tunisie²⁷ qui montrent que la situation politique constitue le facteur le plus défavorablement perçu par les chefs d'entreprises entravant, ainsi, le bon déroulement des affaires.
- **au retard enregistré en termes d'indice de restrictivité de la réglementation des IDE** tel que défini par l'OCDE au niveau duquel la Tunisie continue à occuper la 20^{ème} position synonyme d'un environnement réglementaire vis-à-vis des investisseurs étrangers plus

²⁶ Il s'agit d'un indicateur qualitatif qui varie entre 1 et 5. Plus le score tend vers 5 plus les institutions politiques du pays ne sont pas suffisamment stables et ne peuvent pas supporter les besoins de leurs citoyens, entreprises et investisseurs étrangers. Il est à noter que l'équipe de l'ITCEQ a procédé à un reclassement de la Tunisie et des pays concurrents retenus.

²⁷ Voir « Résultats de l'enquête 2015 sur le climat des affaires en Tunisie », ITCEQ Avril 2016

restrictif que celui des pays concurrents en particulier pour le secteur des services²⁸. Faut-il nuancer que cet indice ne tient pas compte d'autres facteurs qui conditionnent l'entrée d'IDE tels que la capacité d'innovation des entreprises, le climat des affaires et la taille du marché.

Impact de la libéralisation du secteur agricole letton

La Lettonie a gagné 5 positions en 2014 passant au 5^{ème} rang suite à l'amélioration de l'indice de restrictivité relatif au secteur de l'agriculture (0,045 contre 0,1 en 2013). En effet et après la libéralisation du secteur agricole letton en 2014, il est estimé que près de 20 % des terres agricoles et 50 % des forêts appartiendraient à des investisseurs étrangers²⁹. Cependant, la Lettonie fait face, depuis sa dernière réforme agraire, à un problème d'abandon de terres agricoles résultant des aides directes de la Politique Agricole Commune (PAC)³⁰ ayant renchéri la valeur du foncier agricole et favorisé la spéculation.

- ***au niveau limité des IDE*** qui ne représentent que 2,2% du PIB en 2014 conférant à la Tunisie le 15^{ème} rang des pays de l'échantillon. Cette faible attractivité du site tunisien aux IDE revient principalement à l'instabilité politique et sociale, aux tensions sécuritaires et à l'incertitude quant aux perspectives économiques. Il est à signaler que l'année 2014 a connu une double évolution :
 1. le repli des flux d'IDE dans les secteurs de l'industrie manufacturière et de l'énergie devant le raffermissement des IDE réalisés dans le secteur des services.
 2. l'émergence de nouveaux secteurs de services à participation étrangère à savoir le secteur de la santé et de l'enseignement supérieur³¹.

La Hongrie : une accélération spectaculaire des IDE en 2014

En 2014 la Hongrie a amélioré significativement son classement. Alors qu'elle occupait la dernière position en 2013 en termes d'IDE, la Hongrie se classe désormais au second rang suite notamment au réinvestissement des bénéfices des entreprises.

- ***au recul accusé en termes d'indice de perception de la corruption***³² au niveau duquel la Tunisie occupe le 17^{ème} rang avec un score de 40 sur 100 contre 16^{ème} et un score de 41

²⁸ En 2014, l'indice s'est établi à 0,273 pour les services contre 0,044 pour le secteur manufacturier et 0,213 pour le secteur primaire.

²⁹ Voir site du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt de la France

³⁰ Cette politique s'inscrit dans le cadre de l'adhésion de la Lettonie dans l'Union Européenne en 2004

³¹ Une participation majoritaire dans la polyclinique « Taoufik » a été réalisée par le fonds d'investissement « Abraaj » en plus de la prise de participation dans le groupe tunisien « Université Centrale » par le fonds d'investissement « Actis »

³² L'indice de perception de la corruption (corruption perception index : CPI) varie entre 100 (très peu corrompu) et 0 (fortement corrompu). Plus cet indice est élevé plus le pays dispose d'une administration transparente permettant aux citoyens de demander des comptes à leurs responsables. À l'inverse, plus le score d'un pays est faible plus il y a un recours systématique à des pots-de-vin, une absence de sanctions en cas de corruption et une inadéquation entre les activités de l'administration et les besoins de la population. Comme tous les indicateurs qualitatifs, l'équipe de l'ITCEQ a procédé à un reclassement de la Tunisie et de ses pays concurrents retenus.

en 2013. Les premières positions sont attribuées au Singapour, au Chili et à l'Estonie alors que l'Indonésie, le Pakistan et l'Ukraine sont considérés comme les pays les plus corrompus de l'échantillon.

Tableau 9 : Principaux résultats liés au facteur « Intégration et attractivité territoriale »

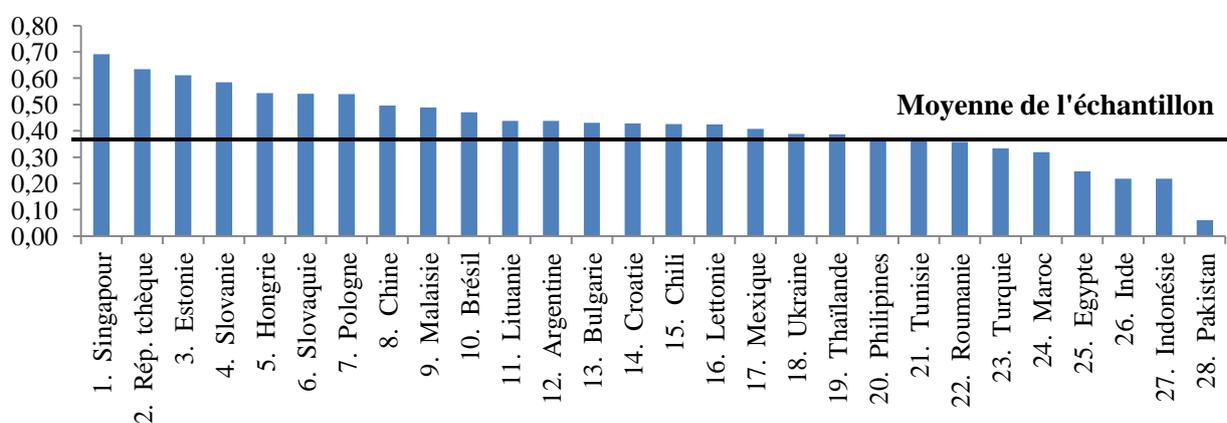
| Indicateurs | Tunisie | | | Maroc | Turquie | Premier | | Dernier | |
|---|-----------|--------|------|-------|---------|--------------------------------------|--------|--------------------|--------|
| | Evolution | Valeur | rang | | | Pays | Valeur | Pays | Valeur |
| Degré d'ouverture | ↓ | 100,9 | 13 | 138,5 | 59,9 | Singapour | 350,9 | Brésil | 25,1 |
| IDE/PIB | ↓ | 2,2 | 15 | 3,3 | 1,6 | Singapour | 21,9 | Slovaquie | 0,1 |
| Facilité de faire des affaires | ↑ | 69,3 | 13 | 64,7 | 68,5 | Singapour | 93,3 | Inde | 50,4 |
| Indice de corruption | ↓ | 40,0 | 17 | 39,0 | 45,0 | Singapour | 84,0 | Ukraine | 26,0 |
| Instabilité politique | → | 3,0 | 23 | 3,0 | 2,5 | Singapour, Slovaquie, Slovénie | 1,0 | Égypte, Ukraine | 3,5 |
| Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE | → | 0,2 | 20 | 0,07 | 0,06 | Slovénie | 0,01 | Philippines | 0,4 |

Section 3 : La compétitivité potentielle

La Tunisie doit encore investir pour améliorer ses ressources potentielles...

Les résultats dégagés concernant la compétitivité potentielle révèlent qu'au cours de la période post révolutionnaire la Tunisie a connu une détérioration significative de son classement passant à la 21^{ème} position en 2014 contre 13^{ème} en 2010. Ainsi, la totalité des pays de l'Amérique latine et des PECO retenus dans l'échantillon ainsi que la majorité des pays de l'Asie ont pu avoir de l'avancée et ont enregistré de meilleures performances que la Tunisie.

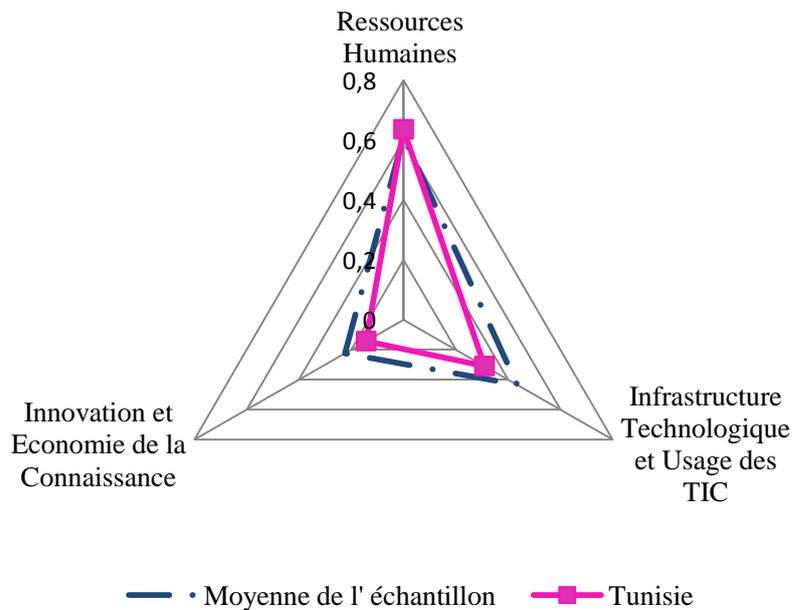
Graphique 12 : Indicateur synthétique de la « Compétitivité potentielle »



Source : Compilation ITCEQ

Ces moindres performances reviennent essentiellement au recul que la Tunisie a accusé au niveau de l'« Infrastructure technologique et usage des TIC » et de l'« Innovation et économie de la connaissance » au niveau desquels la Tunisie a occupé respectivement le 21^{ème} et 19^{ème} rang en 2014.

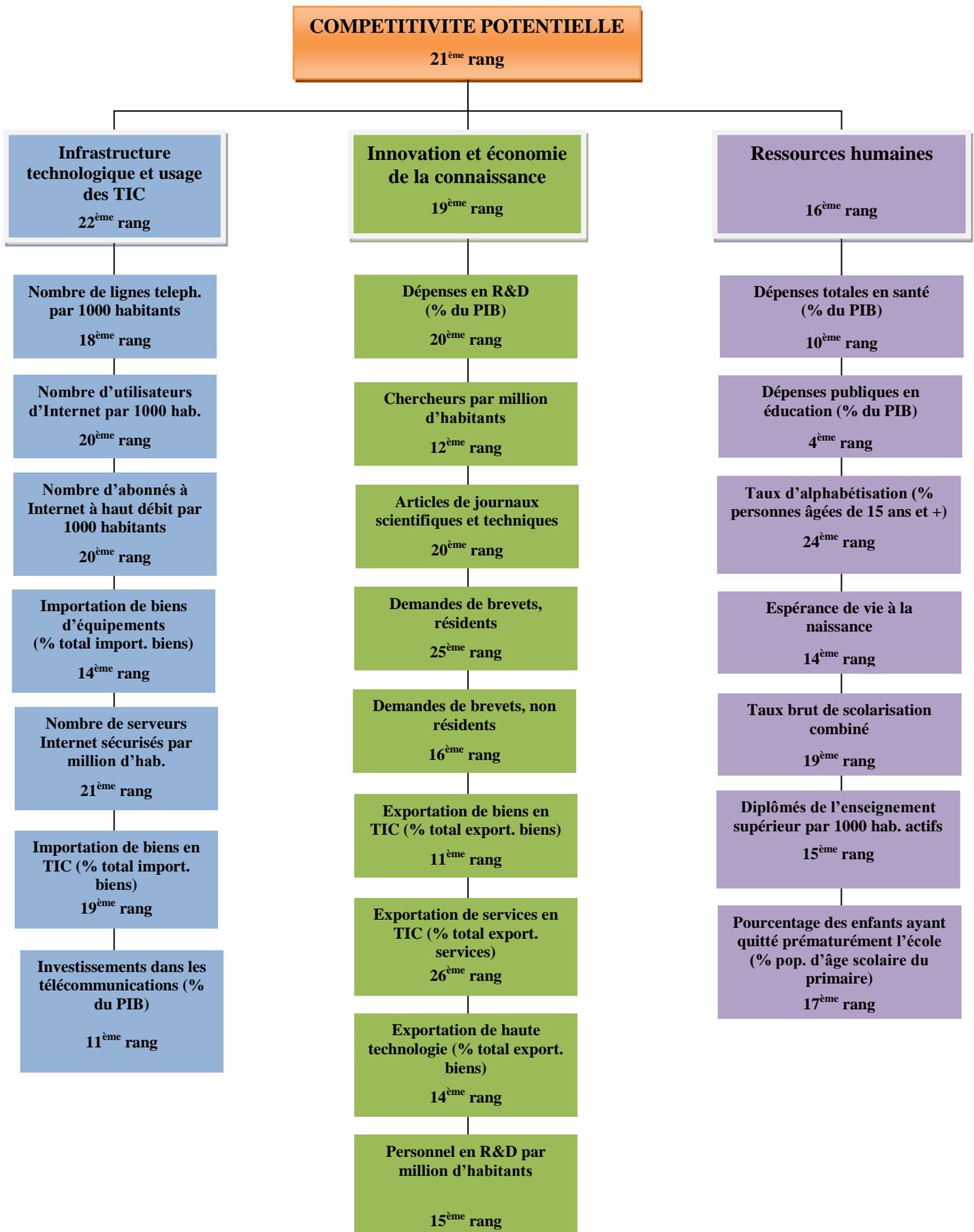
Graphique 13: Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de compétitivité potentielle



Source : Compilation ITCEQ

Ainsi et pour mieux saisir les goulots d'étranglement de l'économie tunisienne et éclairer davantage les décideurs sur les actions à entreprendre pour rattraper les économies les plus performantes, il serait plus judicieux d'examiner ce positionnement global par facteur à travers l'analyse des indicateurs partiels y afférents.

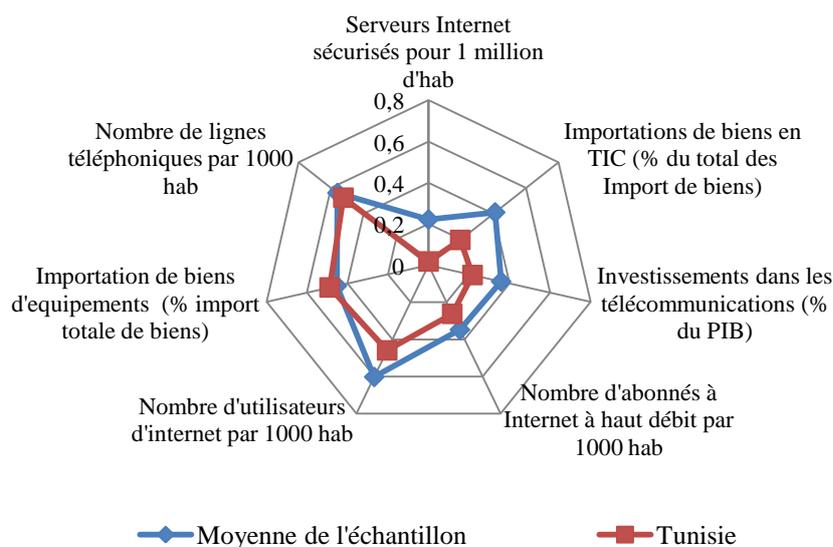
Tableau 11 : Classement de la Tunisie en termes de « Compétitivité potentielle »



I. Infrastructure technologique et usage des TIC

Les investigations empiriques effectuées révèlent qu'au niveau de ce facteur la Tunisie continue à être classée dans le groupe de pays à faibles performances en occupant le 22^{ème} rang pour la deuxième année consécutive et ce, malgré les efforts déployés pour améliorer la compétitivité du secteur et rendre la Tunisie la cible privilégiée des investisseurs étrangers³³.

Graphique 14 : Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de Infrastructure technologique et usage des TIC



Source : Compilation ITCEQ

Ces moindres performances sont attribuables principalement:

- **au nombre de serveurs Internet sécurisés** qui n'est que de 17,9 serveurs par million d'habitants en 2014 et qui reste en deçà des pays leaders en la matière à l'instar de l'Estonie et du Singapour qui comptent 926,6 et 822,3 serveurs par million d'habitants respectivement conférant, de la sorte, à la Tunisie le 21^{ème} rang.

³³ Il s'agit de l'initiative « Smart Tunisia » lancée à la fin de 2013 et qui est destinée aux entreprises étrangères souhaitant s'installer en Tunisie pour développer des activités d'offshoring (pour plus d'information consulter le site <http://www.smarttunisia.tn/fr/presentation>). A cela s'ajoute la nouvelle stratégie « Tunisie digitale 2018 » qui a pour objectif faire de la Tunisie une référence internationale dans le domaine et faire des TIC un levier de développement socio-économique (voir « Les technologies de l'information au Maroc, en Algérie et en Tunisie : Vers une filière euromaghrébine des TIC ? », Rachid JANKARI, octobre 2014).

L'Estonie et le Singapour : une sécurité numérique très développée

L'Estonie est devenue depuis 2007 un modèle à suivre en matière de sécurité numérique à la suite d'une vague d'attaques cybernétiques sur ses sites gouvernementaux, bancaires et médiatiques contraignant l'activité des institutions publiques et privées estoniennes à interrompre leur activité pendant quelques heures voire-même quelques jours . En fait, un cadre réglementaire et législative a été mis en place pour lutter contre cette nouvelle forme de « terrorisme » telle que considérée par l'Estonie. Dans le même sillage, le Singapour a adopté de nouvelles technologies pour renforcer la sécurité de ses services en ligne telle que la solution d'authentification via un niveau supplémentaire de vérification. Il s'agit d'une nouvelle procédure de connexion en deux temps³⁴ permettant de sécuriser à la fois les utilisateurs et le gouvernement.

- ***au nombre d'abonnés à internet à haut débit*** qui, malgré l'amélioration significative de son niveau en 2014 (525,8 par mille habitants contre 357,5 en 2013), continue à classer la Tunisie parmi les pays à faibles performances en lui procurant le 20^{ème} rang (contre 18^{ème} en 2013). Faut-il signaler qu'en Tunisie il n'y a plus de connexion bas débit (RTC, RNIS)³⁵ et que plus de 90% des abonnés à Internet à haut débit utilisent les réseaux sans fils (ou mobiles tels que M2M, Clés 3G/4G, Smartphone) plutôt que les réseaux fixes (contre uniquement 51% en 2012). Par ailleurs, cet indicateur présente une variation sensible des classements des différents pays dont notamment la Malaisie, le Brésil et la Thaïlande qui ont pu améliorer drastiquement leur position (gain de 9 et 6 positions respectivement) contrairement à la Lettonie et à la Pologne qui ont enregistré plutôt un recul remarquable dans leur classement (retard de 5 et 4 positions).

La Malaisie : une stratégie cohérente de développement de l'infrastructure technologique

Depuis 2004, la Malaisie a mis en place une stratégie nationale de développement de son infrastructure technologique pour rendre l'accès à l'internet à haut débit expressément obligatoire à tous. En 2010, elle a lancé le programme de « l'Initiative nationale en faveur de la large bande » dont l'objectif est d'augmenter le taux de pénétration du haut débit pour les ménages à 75% d'ici 2015 et l'amélioration de la qualité et de la vitesse du service en mettant l'accent plus particulièrement sur les zones rurales. En 2020, l'objectif est de devenir un pays à niveau de revenu élevé. Pour cela, l'Etat a consenti de notables investissements dans le cadre d'un PPP avec la société nationale « Télécom Malaisie » pour assurer le déploiement de ce réseau d'envergure. De plus, des allègements fiscaux ont été appliqués en faveur des utilisateurs d'internet à haut débit (en 2010) et de ceux de Smartphone (2011) permettant d'universaliser le service à large bande³⁶.

³⁴ En plus de leur nom d'utilisateur et de leur mot de passe, les utilisateurs des sites gouvernementaux doivent saisir un mot de passe à usage unique.

³⁵ Selon le Ministère des Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique, 98,8% des abonnements à Internet sont à haut débit

³⁶ Voir « L'état de la large bande 2015 : la large bande comme l'un des fondamentaux du développement durable » Rapport de la Commission de la large bande, septembre 2015

- *au niveau structurellement faible du nombre d'utilisateurs d'Internet* qui, malgré son amélioration (461,6 pour mille contre 438 en 2013), reste en deçà des PECO et de la majorité des pays de l'Amérique latine.

***Un Changement remarquable du comportement des chiliens
quant à l'utilisation de l'Internet***

Le Chili a gagné 4 positions passant au 7^{ème} rang en 2014. Ceci est dû particulièrement à l'engouement de plus en plus grandissant des chiliens à l'achat de données internet ou à l'utilisation du WIFI afin de passer leurs coups de fil plutôt que d'acheter des forfaits basiques comprenant appels et SMS ramenant la connexion et le trafic web à des niveaux records en 2014.

- *à la baisse continue de la part des importations de biens en TIC dans le total des importations de biens* (7,4% en 2014 contre 8% en 2013 et 10% en 2011) procurant à la Tunisie le 19^{ème} rang. Une telle baisse peut être à l'origine d'une perte de productivité des entreprises tunisiennes.

Toutefois, il y a lieu de constater que la Tunisie semble être mieux positionnée en termes *d'importations de biens d'équipements* qui représentent 19,4% des importations de biens en 2014 lui conférant, ainsi, le 14^{ème} rang. L'amélioration de cet indicateur est de nature à consolider l'investissement et booster la croissance.

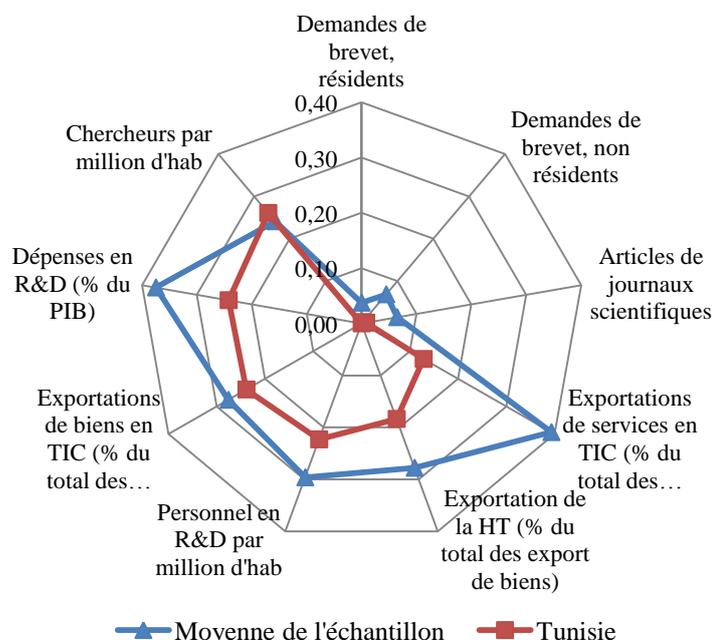
Tableau 11 : Principaux résultats liés au facteur « Infrastructure technologique et usage des TIC »

| Indicateurs | Tunisie | | | Maroc | Turquie | Premier | | Dernier | |
|---|-----------|--------|------|--------|---------|--------------|--------|----------|--------|
| | Evolution | Valeur | rang | | | Pays | Valeur | Pays | Valeur |
| Nombre de lignes téléphoniques par 1000 habitants | ↑ | 1370,3 | 18 | 1391,4 | 1113,1 | Estonie | 1924,1 | Pakistan | 759,8 |
| Nombre d'utilisateurs d'internet par 1000 Habitants | ↑ | 461,6 | 20 | 568,0 | 510,4 | Estonie | 842,4 | Pakistan | 138,0 |
| Nombre d'abonnés à Internet à haut débit par 1000 Habitants | ↑ | 525,8 | 20 | 297,7 | 543,9 | Singapour | 1828,2 | Pakistan | 61,8 |
| Importation de biens d'équipements (% importation totale de biens) | ↑ | 19,4 | 14 | 15,0 | 16,8 | Rép. Tchèque | 28,0 | Lettonie | 11,3 |
| Serveurs Internet sécurisés pour 1 million d'habitants | ↑ | 17,9 | 21 | 4,9 | 56,2 | Estonie | 926,6 | Pakistan | 1,8 |
| Importations de biens en TIC (% du total des Importations de biens) | ↓ | 7,4 | 19 | 6,7 | 7,5 | Malaisie | 20,5 | Egypte | 4,2 |
| Investissements dans les télécommunications (% du PIB) | ↓ | 0,24 | 11 | 0,8 | 0,24 | Maroc | 0,8 | Chili | 0,08 |

II. Innovation et économie de la connaissance

Les résultats dégagés au niveau de ce facteur révèlent que la Tunisie occupe une position relativement modeste en maintenant son classement au 18^{ème} rang.

Graphique 15 : Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes d'Innovation et économie de la connaissance



Source : Compilation ITCEQ

Ce classement modéré revient principalement :

- **à la faiblesse de la part des exportations des services en TIC dans le total des exportations de services** qui n'est que de 10,1% soit le 1/7 de celle des Philippines, pays leader en la matière procurant, ainsi, à la Tunisie la 26^{ème} position.
- **au nombre structurellement faible de demandes de brevets déposées par les résidents et les non résidents** conférant à la Tunisie le 25^{ème} et 16^{ème} rang respectivement. Ceci pourrait refléter une faible capacité innovatrice et un potentiel technologique limité.
- **au niveau des dépenses en R&D en % du PIB** qui restent en deçà de ceux des pays concurrents plaçant la Tunisie au 20^{ème} rang avec un taux de 0,64%. Cet effort national est largement insuffisant pour permettre à la Tunisie de hisser le niveau de sa productivité d'une manière significative et d'améliorer son positionnement compétitif en la matière.

Par ailleurs, cet effort est peu efficace notamment compte tenu du cadre réglementaire non adapté et peu approprié (application de réformes successives et inadéquates)³⁷.

Ceci peut s'expliquer, en grande partie, par la faible contribution des entreprises dans la R&D qui n'a pas dépassé 18,5% en 2014 contre 50,5% pour le secteur public et 31% pour le secteur de l'enseignement supérieur³⁸, contrairement à la situation qui prévaut dans les pays leaders en la matière tels que la Slovaquie.

Un cadre réglementaire adéquat et une contribution appréciable des entreprises slovaques dans les dépenses en R&D

En 2014, le taux des dépenses en R&D effectuées par les entreprises slovaques a atteint 77,3% (contre des taux de participation de 12,2% et 10,5% pour le secteur public et l'enseignement supérieur respectivement) soit le niveau le plus élevé dans l'ensemble des pays membres de l'UE³⁹. Faut-il ajouter que le système de R&D public et les centres de soutien aux entreprises en Slovaquie ont été réformés afin de mieux répondre aux besoins de R&D des entreprises. Le gouvernement a créé un système de chèques-recherche, accompagné de subventions, de mesures d'incitations fiscales et de différents instruments destinés à faciliter le financement. Des centres d'excellence, des centres de compétence et des centres de développement qui stimulent la collaboration entre recherche publique et entreprises ont aussi vu le jour⁴⁰.

Paradoxalement et malgré le faible niveau des dépenses dans la R&D de la Tunisie, le **nombre de chercheurs par million d'habitants**⁴¹ ainsi que le **nombre de personnel travaillant dans la R&D**⁴² sont relativement élevés comparativement au pays concurrents retenus conférant à la Tunisie le 12^{ème} et le 15^{ème} rang respectivement.

³⁷ Voir « Les indicateurs de développement durable », Observatoire Tunisien de l'Environnement et de Développement Durable, Edition 2014

³⁸ Source UNESCO

³⁹ C.f Source UNESCO

⁴⁰ C.f « Études économiques de l'OCDE : Slovaquie », Avril 2015

⁴¹ Ce sont les professionnels engagés dans la conception ou la création de nouvelles connaissances, produits, procédés, méthodes ou systèmes, ainsi que dans la gestion de projets concernés. Les étudiants de troisième cycle en Doctorat engagés dans la R&D sont compris dans cette catégorie.

⁴² C'est le personnel directement affecté à la R&D ainsi que les personnes qui fournissent des services liés aux travaux de R&D tels que les cadres, les administrateurs et le personnel de bureau.

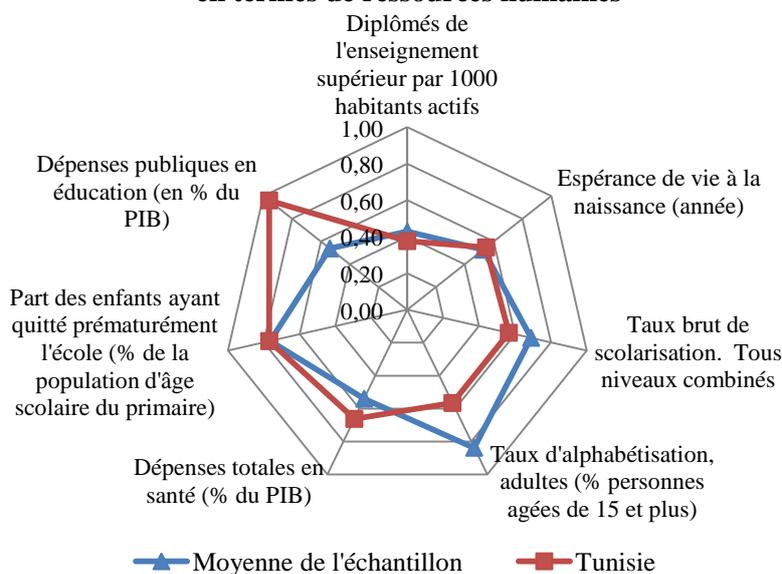
Tableau 12 : Principaux résultats liés au facteur « Innovation et économie de la connaissance »

| Indicateurs | Tunisie | | | Maroc | Turquie | Premier | | Dernier | |
|--|-----------|---------------|------|--------|---------|-------------|----------|-------------|--------|
| | Evolution | Valeur | rang | | | Pays | Valeur | Pays | Valeur |
| Dépenses en recherche et développement (% du PIB) | ↓ | 0,64 | 20 | 0,54 | 1,01 | Slovénie | 2,39 | Indonésie | 0,08 |
| Chercheurs par million d'habitants | ↑ | 1803,2 | 12 | 856,9 | 1156,5 | Singapour | 6658,5 | Indonésie | 89,5 |
| Articles de journaux scientifiques et techniques | ↑ | 4206,8 | 20 | 2536,4 | 30402,3 | Chine | 401434,5 | Philippines | 915,8 |
| Demandes de brevet, résidents | ↑ | 142 | 25 | 355,0 | 4766 | Chine | 801135 | Estonie | 44 |
| Demandes de brevet, non résidents | ↓ | 400 | 16 | 742,0 | 331 | Chine | 127042 | Lettonie | 4 |
| Exportations de biens en TIC (% du total des exportations de biens) | ↑ | 9,8 | 11 | 3,5 | 2,5 | Philippines | 40,0 | Pakistan | 0,3 |
| Exportations de services en TIC (% du total des exportations de services) | ↓ | 10,1 | 26 | 17,4 | 1,2 | Philippines | 70,4 | Turquie | 1,2 |
| Exportation de la Haute technologie (% du total des exportations de biens) | ↑ | 9,5 | 14 | 4,8 | 3,2 | Philippines | 48,1 | Chili | 0,8 |
| Personnel total de R&D par million d'habitants | ↑ | 1902,7 | 15 | 942,8 | 1489,1 | Singapour | 7693,3 | Indonésie | 240 |

III. Ressources humaines

Les investigations empiriques effectuées montrent que la Tunisie a réalisé des performances relativement appréciables au niveau de ce facteur, lui permettant de se situer au 16^{ème} rang devant, de la sorte, la totalité des concurrents méditerranéens et asiatiques retenus (excepté le Singapour qui se situe au 10^{ème} rang).

Graphique 16 : Position de la Tunisie par rapport à la moyenne de l'échantillon en termes de ressources humaines



Source : Compilation ITCEQ

Une telle position est attribuable principalement :

- **aux dépenses publiques en éducation** au niveau desquelles la Tunisie est classée parmi les pays leaders avec un taux de 6,15% du PIB en occupant la 4^{ème} position derrière la Malaisie, l'Ukraine et le Brésil.
- **aux niveaux appréciables des dépenses totales de santé et de l'espérance de vie à la naissance** conférant à la Tunisie le 10^{ème} et le 14^{ème} rang respectivement témoignant des efforts considérables consentis dans le domaine de la santé.

Cependant, il convient de souligner qu'en dépit de l'avancée enregistrée dans le domaine de l'éducation, la marge de progression y est encore importante comme l'illustrent :

- **la faiblesse relative du taux d'alphabétisation des adultes et du taux brut de scolarisation combiné** qui, en dépit de l'amélioration de leurs niveaux en 2014 (81,1% et 79,5% respectivement contre 80,2% et 79,3% en 2013), restent en deçà des performances des pays concurrents situant la Tunisie au 24^{ème} et au 19^{ème} rang respectivement. A ce titre, il convient de noter que les PECO occupent les dix premières positions avec des taux avoisinant 100%. Pour le Singapour et l'Argentine, le taux de scolarisation a même dépassé les 100%⁴³ témoignant d'une capacité élevée à l'universalisation de l'enseignement. En revanche, l'Inde, le Maroc et les Philippines ont enregistré les plus faibles taux par rapport aux autres pays de l'échantillon.
- **le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur par 1000 habitants actifs** dont le niveau a sensiblement diminué depuis 2010 passant à 16,2 diplômés en 2014 (contre 16,4 en 2013 et 23,2 en 2010) conférant à la Tunisie le 15^{ème} rang.

A cela s'ajoute **l'augmentation de la part des enfants ayant quitté prématurément l'école** dans la population d'âge scolarisable du primaire (1,18% contre 1,09% en 2013 et 0,9% en 2010) conférant à la Tunisie la 17^{ème} position.

Ainsi, il est généralement admis qu'un minimum de ressources budgétaires doit être mobilisé pour garantir de meilleures performances du système éducatif. En effet, la généralisation de l'éducation et l'amélioration de son contenu; la construction de nouvelles écoles et institutions d'enseignement; le recrutement et la formation continue des enseignants; l'équipement des établissements éducatifs etc., sont tous des projets coûteux qui impliquent la disponibilité de

⁴³ Pour que l'universalisation de l'enseignement soit effectivement réalisée, il faudrait que le nombre des élèves n'ayant pas encore atteint ou ayant déjà dépassé l'âge officiel diminue afin de libérer des places pour les élèves faisant partie du groupe d'âge officiel d'enseignement.

ressources financières importantes. Cependant, ces ressources ne constituent pas à elles seules une condition suffisante pour améliorer les résultats du système. La rationalisation et le contrôle financier des dépenses publiques en éducation sont d'une importance cruciale pour en accroître le rendement et lutter contre la corruption en la matière.

Des réformes importantes du système éducatif chilien

Le Chili a connu une amélioration éminente de son classement au niveau de ces deux indicateurs passant à la 6^{ème} position en 2014 (contre 15^{ème} en 2013) en termes de nombre de diplômés de l'enseignement supérieur et à la 2^{ème} position (contre 6^{ème} en 2013) en ce qui concerne la part des enfants ayant quitté prématurément l'école. Ceci revient principalement à la réforme engagée en 2014 qui porte sur la gratuité progressive de l'enseignement supérieur sachant que, durant les 30 années précédentes, les universités et les écoles étaient essentiellement privées⁴⁴ avec une qualité très inégale, souvent médiocre, des frais de scolarité prohibitifs (soient les plus élevés de la zone OCDE) et un environnement fortement corrompu. En effet, cette réforme prévoit que tout établissement qui reçoit des fonds publics doit être à but non lucratif et accrédité par l'Etat, c'est-à-dire que l'Etat ne subventionnera que les établissements qui ne font pas du profit au détriment des familles chiliennes et qui démontrent un certain niveau de qualité. Pour financer cet engagement, une réforme fiscale a été mise en place pour faire passer l'impôt sur les sociétés de 20 à 25%.

Tableau 13 : Principaux résultats liés au facteur « Ressources humaines »

| Indicateurs | Tunisie | | | | Turquie | Premier | | Dernier | |
|---|-----------|--------|------|-------|---------|-----------|--------|-----------|--------|
| | Evolution | Valeur | rang | Maroc | | Pays | Valeur | Pays | Valeur |
| Dépenses totales en santé (en % du PIB) | ↓ | 7,0 | 10 | 5,9 | 5,4 | Slovénie | 9,2 | Pakistan | 2,6 |
| Dépenses publiques en éducation (en % du PIB) | ↓ | 6,2 | 4 | 5,5 | 3,0 | Malaisie | 6,3 | Egypte | 1,8 |
| Espérance de vie à la naissance | ↑ | 75,2 | 14 | 74,0 | 75,2 | Singapour | 82,6 | Pakistan | 66,2 |
| Taux d'alphabétisation, adultes (% personnes âgées de 15 et plus) | ↑ | 81,1 | 24 | 71,7 | 95,7 | Lettonie | 99,9 | Pakistan | 56,4 |
| Taux brut de scolarisation combiné | ↑ | 79,5 | 19 | 71,6 | 95,8 | Slovaquie | 81,9 | Pakistan | 49,1 |
| Diplômés de l'enseignement supérieur par 1000 habitants actifs | ↓ | 16,2 | 15 | 11,1 | 25,9 | Pologne | 30,5 | Indonésie | 7,6 |
| Part des enfants ayant quitté prématurément l'école (% de la population d'âge scolaire du primaire) | ↑ | 1,2 | 17 | 2,0 | 2,0 | Slovénie | 0,1 | Pakistan | 4,9 |

⁴⁴ Selon le rapport de l'OCDE « Regard sur l'éducation 2013 », près de 80% du financement de l'enseignement supérieur chilien provient de fonds privés contre 30% en moyenne dans la zone OCDE.

Conclusion

Convergence des différents classements

Le classement des pays selon les indices de compétitivité et de climat des affaires publiés dans les rapports des organismes internationaux les plus reconnus trouve un certain écho médiatique malgré les critiques fondamentales de conception. En effet, ces rapports servent comme guide pour les investisseurs et comme outil de diagnostic et de mise en place de réformes pour les décideurs.

A ce titre, l'on se demande **dans quelle mesure le classement de la Tunisie ainsi que des autres pays concurrents tel que dégagé selon l'approche ITCEQ converge avec ceux effectués par les différents organismes et instances internationales sachant qu'ils traitent le concept de la compétitivité selon différentes approches?**

L'examen de la concordance entre les classements élaborés par cinq organismes à savoir la Banque Mondiale (BM), Heritage Foundation (HF), International Transparency, World Economic Forum (WEF) y compris l'ITCEQ se fait à travers le coefficient de corrélation de Kendall⁴⁵ calculé pour l'échantillon des 27 pays concurrents retenus dans ce rapport. Le reclassement des pays⁴⁶ permet de conclure que selon les différents rapports objets de comparaison il n'y a pas un changement significatif dans le positionnement de la Tunisie par rapport à ses concurrents.

⁴⁵ Voir encadré page 44

⁴⁶ Il s'agit d'un reclassement effectué par l'équipe de l'ITCEQ de la Tunisie et des pays concurrents retenus. En effet, chaque organisme a sa propre liste de pays sur la base de laquelle il effectue son étude. A titre d'exemple, « Heritage Foundation » calcule son indicateur sur 185 pays alors que « International Transparency » retient 174 pays. Cette différence peut fausser le calcul du coefficient puisqu'il suppose de disposer des échantillons de même taille et étudiant les mêmes pays.

Tableau 14 : Classements redressés pour les cinq indicateurs synthétiques de compétitivité

| | Heritage Foundation | International Transparency | W. E. F | Doing Business | ITCEQ |
|----------------|--------------------------------|---------------------------------------|----------------|---------------------------|--------------|
| Singapour | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Rép. Tchèque | 5 | 10 | 8 | 9 | 2 |
| Estonie | 3 | 3 | 4 | 4 | 3 |
| Chine | 26 | 23 | 3 | 20 | 4 |
| Slovénie | 16 | 5 | 19 | 11 | 5 |
| Pologne | 9 | 4 | 11 | 7 | 6 |
| Hongrie | 8 | 8 | 17 | 16 | 7 |
| Slovaquie | 11 | 11 | 22 | 10 | 8 |
| Malaisie | 6 | 9 | 2 | 2 | 9 |
| Lituanie | 4 | 5 | 9 | 6 | 10 |
| Chili | 2 | 2 | 6 | 8 | 11 |
| Thaïlande | 15 | 19 | 5 | 5 | 12 |
| Lettonie | 7 | 7 | 10 | 3 | 13 |
| Brésil | 22 | 14 | 15 | 27 | 14 |
| Croatie | 17 | 12 | 24 | 19 | 15 |
| Bulgarie | 12 | 14 | 14 | 13 | 16 |
| Mexique | 10 | 24 | 18 | 12 | 17 |
| Roumanie | 13 | 14 | 16 | 17 | 18 |
| Argentine | 28 | 25 | 26 | 25 | 19 |
| Turquie | 14 | 13 | 12 | 15 | 20 |
| Philippines | 18 | 19 | 13 | 22 | 21 |
| Maroc | 20 | 18 | 20 | 18 | 22 |
| Tunisie | 21 | 17 | 25 | 14 | 23 |
| Ukraine | 27 | 28 | 23 | 23 | 24 |
| Inde | 23 | 19 | 20 | 28 | 25 |
| Indonésie | 19 | 25 | 7 | 24 | 26 |
| Égypte | 25 | 22 | 27 | 21 | 27 |
| Pakistan | 24 | 27 | 28 | 26 | 28 |

Les investigations empiriques montrent que le coefficient de Kendall est de 0,72; ce qui prouve l'existence d'une forte concordance entre les différents classements.

Encadré : Coefficient de Kendall ^(*)

Le coefficient *W* de Kendall est calculé comme suit :

$$W = \frac{12 \sum T_j^2}{k^2 N(N^2 - 1)} - \frac{3(N + 1)}{N - 1}$$

Avec T_j : totaux des classements du pays j ($j=1-N$)

N : nombre de pays à classer ($N=28$)

k : nombre d'organismes ($k=5$)

W prend une valeur entre 0 (lorsqu'il n'y a aucune relation entre les classements) et 1 (lorsqu'il y a une concordance parfaite entre les classements).

(*) Voir rapport « Bilan Compétitivité 2006 : En route vers Lisbonne » publié par l'observatoire de compétitivité de Luxembourg en septembre 2006

Cette forte corrélation prouve donc que les classements des pays ne divergent pas d'un rapport à l'autre même si les cinq organismes prétendent calculer des indicateurs synthétiques selon des approches différentes. De ce fait, les résultats élémentaires ne peuvent que fournir une base diversifiée de comparaison et permettre d'identifier les contraintes qui entravent la compétitivité et le climat des affaires en Tunisie.

Tableau 15: Principales faiblesses caractérisant l'économie tunisienne

| Domaines | Faiblesses | Instances |
|---|--|---|
| Système fiscal | Lourdeur des charges fiscales Impôts sur les bénéfices relativement élevés Forte pression fiscale | BM, WEF et ITCEQ |
| Services logistiques et infrastructure technologique | Coûts élevés de raccordement à l'électricité Coûts élevés liés aux services logistiques du commerce international (procédures administratives, transport et assurance) Insuffisance de l'Infrastructure globale (routes, ports, aéroports...) Faible performance de l'infrastructure technologique : nombre limité de serveurs sécurisés, d'abonnés à Internet à haut débit, d'utilisateurs d'Internet... Baisse de la part des importations de biens en TIC dans le total des importations de biens | BM, WEF et ITCEQ |
| Services financiers | Liberté financière : faiblesse du financement direct, prédominance de l'Etat dans le secteur Bancaire Fragilité du système financier et du secteur bancaire Difficulté d'accès au financement Niveau élevé des crédits non performants avec un taux de couverture faible par rapport aux normes internationales et à l'objectif prévu par la BCT Rigidité du contrôle de change | Heritage Foundation BM, WEF et ITCEQ |
| Cadre réglementaire et juridique | Nombre élevé de procédures pour la création d'entreprise Coûts et délais du transfert de propriété foncière contraignants Délais d'exécution d'un jugement pour un litige commercial relativement longs Manque de liberté des IDE : forte restriction sur le secteur des services et le secteur agricole Faiblesse de la protection des droits de propriété intellectuelle | Heritage Foundation BM, WEF et ITCEQ |
| Stabilité macroéconomique | Aggravation du déficit courant Baisse du taux d'épargne Hausse du taux d'endettement extérieur | WEF et ITCEQ |
| Innovation | Faiblesse de la part des exportations des services en TIC dans le total des exportations de services Carence en termes de disponibilité et de qualité des centres de recherche et de formation Faiblesse de la Capacité innovatrice des entreprises Faible niveau des dépenses en R&D Niveau relativement faible des exportations de haute technologie | WEF et ITCEQ |

| Domaines | Faiblesses | Instances |
|------------------------------|---|--|
| | Faiblesse du nombre de demandes de brevets par les résidents et les non résidents Manque de collaboration entre université et entreprise en matière de recherche | |
| Ressources humaines | Faible productivité par rapport au salaire Rigidité du processus de détermination du salaire Faiblesse du taux d'alphabétisation et de scolarisation Régression du nombre des diplômés de l'enseignement supérieur Accroissement de la part des enfants qui quittent prématurément l'école | WEF et ITCEQ |
| Performances externes | Fragilité de la structure des exportations Manque de diversification des exportations par marché et par produit | ITCEQ |
| Intégration | Instabilité politique et sécuritaire contraignant le développement de l'investissement Faible attractivité du site tunisien aux IDE et la prédominance des investissements étrangers dans le secteur de l'énergie | WEF et ITCEQ |
| Autres | Ralentissement de la croissance Repli de l'effort d'investissement Interventionnisme de l'Etat : niveau élevé des dépenses publiques Faiblesse des efforts consentis en matière de lutte contre la corruption dans l'administration publique Niveaux relativement faibles du Revenu National Brut et de la consommation privée par habitant Manque d'efficacité des conseils d'administration au sein des entreprises Faible transparence des politiques gouvernementales vis-à-vis des entreprises | Heritage Foundation, International transparency, ITCEQ et WEF |

Quelques recommandations à retenir

Ces résultats laissent entrevoir une large marge de manœuvre dont dispose la Tunisie en vue de rattraper les économies les plus performantes et de remédier à certaines insuffisances qui sont de nature à entraver la compétitivité du pays. A ce titre et en tenant compte des expériences étrangères, des efforts devraient être déployés en matière de :

- Consolidation et assainissement du système bancaire pour qu'il joue son rôle de moteur de croissance et ce, à travers i) le renforcement de ses ressources financières et de ses capacités de gestion et d'analyse des risques, ii) la modernisation du cadre réglementaire et le renforcement du contrôle de l'application des règles prudentielles par la BCT, iii) le recyclage des « actifs toxiques » accumulés par le secteur en essayant de relever le taux de provisionnement, vi) l'accélération du processus de réforme des banques publiques engagé depuis 2012 en termes de recapitalisation et de restructuration et v) la consolidation de l'activité des établissements de micro-finance afin de faciliter l'accès au crédit à travers la mise en place d'un dispositif réglementaire et de contrôle adéquat, l'élimination des plafonds des taux débiteurs et l'établissement de normes comptables appropriées ;
- Dynamisation du marché boursier dans le financement des investissements et incitation des entreprises à s'y introduire via le renforcement des qualifications des intermédiaires, l'ouverture du secteur aux sociétés d'intermédiation étrangères et le développement de nouveaux produits et services;
- Edification de l'économie du savoir et l'utilisation des NTIC par les différents agents économiques, compte tenu des gains qu'ils génèrent en termes d'amélioration de la productivité et de maîtrise des coûts;
- Renforcement de l'infrastructure technologique moyennant i) la révision du cadre réglementaire du secteur des TIC, ii) la généralisation de l'utilisation des TIC dans tous les domaines, iii) la réduction des impôts et des taxes sur l'importation des équipements en TIC et iv) la promotion des investissements dans l'infrastructure à large bande;
- Instauration de la confiance des utilisateurs et des consommateurs du commerce électronique via l'établissement des règles de base applicables par le marché numérique ;
- Assainissement des finances publiques et mise en place de réformes budgétaires adéquates permettant de résorber les déséquilibres extérieurs, rétablir la confiance du secteur privé et desserrer les contraintes de financement ;

- Orientation de l'investissement vers des activités à haute valeur ajoutée et à fort contenu de savoir telles que les technologies de l'information, la santé et les services financiers;
- Incitation du secteur privé national et étranger pour la réalisation de nouveaux projets ou l'extension de projets déjà existants moyennant la levée des contraintes administratives et l'assouplissement des procédures;
- Attraction des IDE, encore timides, en allégeant les formalités douanières et en révisant le code de change.
- Encouragement de l'intégration des entreprises étrangères et les PME tunisiennes pour aider ces dernières à progresser sur la chaîne de valeur grâce au transfert de connaissance, de savoir-faire et de la technologie ;
- Développement des infrastructures pour accompagner l'intégration régionale et territoriale en reliant les régions les moins desservies ;
- Consolidation du partenariat public-privé dans certains domaines tels que le transport, la logistique, l'énergie et le secteur financier afin de réduire les dépenses publiques et le recours à l'endettement extérieur ;
- Allègement de la pression fiscale pour réduire la fraude et l'évasion fiscale;
- Diversification des exportations aussi bien par produit que par marché et ce, à travers l'orientation vers i) des créneaux porteurs et dynamiques en développant les industries des composants aéronautiques et automobiles, mécatroniques, des énergies renouvelables, de l'économie numérique, de la biotechnologie et des industries pharmaceutiques et ii) de nouveaux marchés dynamiques présentant des potentialités d'exportation importantes ;
- Accélération de la mise en œuvre des réformes visant la lutte contre la corruption via i) l'application de mesures correctives et préventives pour éviter les conflits d'intérêt; ii) l'instauration des vérifications et des contrôles systématiques et iii) la poursuite des réformes de l'audit et du système judiciaire dans son ensemble afin de restaurer la confiance des entrepreneurs et d'améliorer les performances du secteur public ;
- Valorisation des ressources humaines à travers l'amélioration du système d'éducation et de formation professionnelle pour une meilleure employabilité et adaptation aux besoins des entreprises tout en développant la culture des affaires et l'esprit d'initiative et d'entreprenariat ;
- Desserrement des rigidités du code de travail relatives à l'essaimage et au passage de la formation à l'emploi et ce, à travers la renégociation du contrat social et la mise en place d'un cadre réglementaire et juridique adéquat ;

- Accélération de la réforme de l'enseignement supérieur en misant sur la révision du programme universitaire, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et la responsabilisation managériale des établissements à travers le PPP en matière de recherche et d'innovation.

Annexes

Annexe 1 : Approche méthodologique

L'approche préconisée dans l'appréciation du positionnement compétitif de l'économie tunisienne s'appuie sur un large éventail d'indicateurs (63 indicateurs) majoritairement quantitatifs, regroupés en neuf facteurs représentant de multiples facettes de l'économie. Elle distingue la notion de compétitivité courante de celle de la compétitivité potentielle. La première synthétise les résultats enregistrés par une nation aussi bien sur le plan global que sur les plans externe et interne. De tels facteurs se réfèrent plus précisément : i) à la croissance et dynamisme économique, ii) à la stabilité du cadre macroéconomique, iii) au système bancaire et marché financier, iv) à la compétitivité interne, v) à la compétitivité externe et vi) à l'intégration et attractivité territoriale.

Quant à la seconde notion de compétitivité, elle permet d'apprécier le potentiel de croissance qu'englobent certains facteurs dont la productivité est différée. Il s'agit plus particulièrement i) de la valorisation des ressources humaines, ii) du développement de l'infrastructure technologique et iii) de l'innovation et de l'économie de la connaissance

Il convient à ce niveau de signaler que le présent rapport s'inscrit dans la continuité des travaux précédents tout en y apportant un ensemble d'améliorations concernant l'expérience des pays ayant enregistrés des performances exceptionnelles au cours de l'année d'étude.

Choix des pays de l'échantillon :

L'échantillon retenu dans l'analyse couvre 27 pays concurrents dont le choix a été effectué sur la base de l'intensité de concurrence relative à l'année 2011, traduisant la pression concurrentielle⁴⁷ qu'exerce les différents pays sur les exportations tunisiennes dans le marché de l'UE, Ce choix se base, en outre, sur l'indice de similarité qui renseigne sur le degré de similarité entre les exportations tunisiennes et celles des autres pays sur ce marché, ce qui permet de mieux cibler les véritables pays concurrents de la Tunisie. Par ailleurs, la part de marché externe de ces pays sur l'UE est assez appréciable représentant 60,2%.

Normalisation des données :

L'exploitation du système d'indicateurs utilisé en vue d'établir le classement des pays de l'échantillon nécessite la conversion de ces indicateurs en données pouvant être regroupées et comparées. Toutes les données ont été ainsi normalisées de façon à résoudre le problème d'unités de mesures différentes.

Ainsi et en ce qui concerne les indicateurs **favorisant l'évolution de la compétitivité**, la normalisation s'est effectuée selon la méthode suivante :

$$I_i = (X_i - X_{\min}) / (X_{\max} - X_{\min})$$

avec : X_i : la valeur de l'indicateur pour le pays i

⁴⁷ Elle est saisie comme étant la part de marché que détient un pays sur un marché partenaire pondérée par la part des exportations tunisiennes sur ce marché. Une valeur élevée de cet indicateur signifie que le pays constitue un concurrent potentiel à la Tunisie.

X_{\min} : la valeur minimale de l'indicateur

X_{\max} : la valeur maximale de l'indicateur

Quant aux variables qui **nuisent à l'évolution de la compétitivité**, la normalisation s'est faite comme suit :

$$I_i = (X_{\max} - X_i) / (X_{\max} - X_{\min})$$

Cette normalisation des données permet l'élaboration d'un indice qui varie entre 0 et 1. Une valeur de l'indice qui tend vers 1 signifie que le pays est compétitif pour l'indicateur en question.

Classement des pays :

Le classement des pays a été effectué sur plusieurs étapes. Il a été établi, dans un premier temps, en fonction des indices calculés au niveau des différents indicateurs. Il a été procédé, dans un deuxième temps, au calcul d'un indice synthétique par facteur sur la base d'une moyenne équipondérée des indicateurs normalisés y afférents. Par la suite, le classement des pays pour chacune des notions de compétitivité courante et de compétitivité potentielle a été établi en procédant à la moyenne des indices synthétiques des facteurs qui en relèvent en leur affectant la même pondération. Ces moyennes permettent finalement le calcul d'un indice synthétique susceptible d'apprécier le positionnement compétitif des différents pays dans sa dimension globale.

Annexe 2 : Annexes statistiques

A - Classement de la Tunisie en termes de compétitivité globale

B – Indice synthétique de compétitivité courante

C – Indice synthétique de compétitivité potentielle

| Pays | Score | | | | | Rang | | | | |
|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
| Singapour | 0,72 | 0,68 | 0,70 | 0,69 | 0,69 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Rép. Tchèque | 0,57 | 0,56 | 0,58 | 0,58 | 0,59 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Estonie | 0,54 | 0,56 | 0,56 | 0,55 | 0,55 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Chine | 0,52 | 0,51 | 0,52 | 0,53 | 0,54 | 7 | 6 | 6 | 4 | 4 |
| Slovénie | 0,54 | 0,52 | 0,53 | 0,53 | 0,54 | 5 | 5 | 4 | 5 | 5 |
| Pologne | 0,52 | 0,50 | 0,52 | 0,52 | 0,54 | 8 | 7 | 7 | 8 | 6 |
| Hongrie | 0,54 | 0,52 | 0,53 | 0,51 | 0,52 | 4 | 4 | 5 | 9 | 7 |
| Slovaquie | 0,53 | 0,50 | 0,52 | 0,52 | 0,52 | 6 | 9 | 8 | 6 | 8 |
| Malaisie | 0,51 | 0,50 | 0,51 | 0,52 | 0,52 | 9 | 8 | 9 | 7 | 9 |
| Lituanie | 0,47 | 0,45 | 0,46 | 0,46 | 0,47 | 10 | 10 | 12 | 11 | 10 |
| Chili | 0,45 | 0,45 | 0,46 | 0,45 | 0,46 | 12 | 11 | 11 | 13 | 11 |
| Thaïlande | 0,42 | 0,39 | 0,44 | 0,45 | 0,45 | 19 | 20 | 15 | 14 | 12 |
| Lettonie | 0,44 | 0,43 | 0,45 | 0,45 | 0,45 | 14 | 14 | 14 | 12 | 13 |
| Brésil | 0,44 | 0,44 | 0,46 | 0,46 | 0,44 | 13 | 13 | 10 | 10 | 14 |
| Croatie | 0,45 | 0,44 | 0,45 | 0,44 | 0,44 | 11 | 12 | 13 | 15 | 15 |
| Bulgarie | 0,41 | 0,40 | 0,42 | 0,44 | 0,44 | 20 | 18 | 18 | 16 | 16 |
| Mexique | 0,42 | 0,42 | 0,43 | 0,42 | 0,43 | 18 | 16 | 17 | 20 | 17 |
| Roumanie | 0,43 | 0,40 | 0,44 | 0,43 | 0,42 | 15 | 19 | 16 | 17 | 18 |
| Argentine | 0,43 | 0,42 | 0,41 | 0,42 | 0,40 | 16 | 15 | 19 | 19 | 19 |
| Turquie | 0,40 | 0,40 | 0,39 | 0,40 | 0,40 | 21 | 17 | 20 | 21 | 20 |
| Philippines | 0,39 | 0,37 | 0,39 | 0,43 | 0,40 | 22 | 23 | 21 | 18 | 21 |
| Maroc | 0,38 | 0,37 | 0,38 | 0,38 | 0,39 | 24 | 24 | 23 | 22 | 22 |
| Tunisie | 0,43 | 0,38 | 0,38 | 0,37 | 0,36 | 17 | 22 | 22 | 23 | 23 |
| Ukraine | 0,38 | 0,39 | 0,36 | 0,36 | 0,35 | 23 | 21 | 24 | 24 | 24 |
| Inde | 0,36 | 0,34 | 0,34 | 0,36 | 0,35 | 25 | 25 | 26 | 25 | 25 |
| Indonésie | 0,32 | 0,32 | 0,34 | 0,34 | 0,33 | 27 | 26 | 25 | 26 | 26 |
| Egypte | 0,32 | 0,30 | 0,29 | 0,30 | 0,32 | 26 | 27 | 27 | 27 | 27 |
| Pakistan | 0,19 | 0,17 | 0,18 | 0,20 | 0,21 | 28 | 28 | 28 | 28 | 28 |

B- Classement de la Tunisie en termes de compétitivité courante

I – Croissance et dynamisme économique

II – Stabilité macroéconomique

III – Système bancaire et marché boursier

IV- Compétitivité interne

V- Compétitivité externe

| Pays | Score | | | | | Rang | | | | |
|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
| Singapour | 0,74 | 0,68 | 0,72 | 0,69 | 0,68 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Chine | 0,59 | 0,54 | 0,57 | 0,58 | 0,59 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Rép. Tchèque | 0,54 | 0,50 | 0,55 | 0,55 | 0,55 | 3 | 5 | 3 | 3 | 3 |
| Malaisie | 0,54 | 0,51 | 0,54 | 0,55 | 0,54 | 4 | 3 | 4 | 4 | 4 |
| Pologne | 0,50 | 0,49 | 0,52 | 0,51 | 0,53 | 11 | 6 | 7 | 7 | 5 |
| Thaïlande | 0,51 | 0,44 | 0,52 | 0,51 | 0,52 | 7 | 15 | 6 | 5 | 6 |
| Slovaquie | 0,53 | 0,48 | 0,52 | 0,51 | 0,51 | 5 | 8 | 5 | 6 | 7 |
| Hongrie | 0,47 | 0,45 | 0,48 | 0,47 | 0,51 | 13 | 12 | 11 | 15 | 8 |
| Lituanie | 0,47 | 0,45 | 0,48 | 0,48 | 0,50 | 12 | 13 | 13 | 10 | 9 |
| Slovénie | 0,51 | 0,46 | 0,47 | 0,47 | 0,50 | 8 | 11 | 15 | 14 | 10 |
| Chili | 0,52 | 0,50 | 0,51 | 0,49 | 0,50 | 6 | 4 | 8 | 8 | 11 |
| Roumanie | 0,45 | 0,40 | 0,47 | 0,47 | 0,49 | 18 | 22 | 17 | 12 | 12 |
| Estonie | 0,51 | 0,49 | 0,50 | 0,48 | 0,48 | 10 | 7 | 9 | 9 | 13 |
| Inde | 0,51 | 0,48 | 0,49 | 0,47 | 0,47 | 9 | 9 | 10 | 16 | 14 |
| Turquie | 0,47 | 0,48 | 0,47 | 0,47 | 0,47 | 15 | 10 | 16 | 13 | 15 |
| Lettonie | 0,45 | 0,45 | 0,48 | 0,48 | 0,47 | 19 | 14 | 14 | 11 | 16 |
| Maroc | 0,46 | 0,42 | 0,45 | 0,44 | 0,46 | 16 | 20 | 20 | 21 | 17 |
| Croatie | 0,45 | 0,44 | 0,45 | 0,45 | 0,45 | 17 | 16 | 19 | 17 | 18 |
| Bulgarie | 0,44 | 0,43 | 0,44 | 0,45 | 0,45 | 21 | 18 | 21 | 18 | 19 |
| Mexique | 0,44 | 0,43 | 0,46 | 0,41 | 0,44 | 20 | 19 | 18 | 23 | 20 |
| Indonésie | 0,41 | 0,41 | 0,44 | 0,43 | 0,44 | 25 | 21 | 22 | 22 | 21 |
| Philippines | 0,43 | 0,38 | 0,41 | 0,45 | 0,42 | 24 | 24 | 23 | 20 | 22 |
| Brésil | 0,47 | 0,44 | 0,48 | 0,45 | 0,41 | 14 | 17 | 12 | 19 | 23 |
| Egypte | 0,41 | 0,36 | 0,36 | 0,36 | 0,40 | 26 | 26 | 26 | 25 | 24 |
| Argentine | 0,44 | 0,40 | 0,38 | 0,37 | 0,37 | 22 | 23 | 25 | 24 | 25 |
| Pakistan | 0,33 | 0,31 | 0,33 | 0,36 | 0,36 | 28 | 28 | 28 | 27 | 26 |
| Tunisie | 0,43 | 0,37 | 0,39 | 0,36 | 0,35 | 23 | 25 | 24 | 26 | 27 |
| Ukraine | 0,38 | 0,34 | 0,34 | 0,34 | 0,31 | 27 | 27 | 27 | 28 | 28 |

I : Croissance et dynamisme économique

| | Taux de croissance du PIB | | Part des industries manufacturières dans le PIB | | Part de l'agriculture dans le PIB | | Indicateur de rattrapage : PIB ppa (par tête) / celui de l'UE | | Part des services dans le PIB | | FBCF (en % du PIB) | | Evolution de la Productivité Globale des Facteurs (PGF) | | Coefficient marginal du capital | | Rang global | |
|----------------|---------------------------|------------|---|-------------|-----------------------------------|------------|---|-------------|-------------------------------|-------------|--------------------|-------------|---|-------------|---------------------------------|------------|-------------|-----------|
| | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 |
| Singapour | 4,7 | 3,3 | 18,8 | 18,4 | 0,0 | 0,0 | 225,8 | 226,1 | 74,9 | 75,0 | 26,4 | 25,4 | 0,1 | -0,9 | 6,2 | 8,9 | 1 | 1 |
| Chine | 7,7 | 7,3 | 36,9 | 35,9 | 9,4 | 9,2 | 34,0 | 35,8 | 46,9 | 48,1 | 45,8 | 44,3 | 0,1 | -0,1 | 6,5 | 6,8 | 2 | 2 |
| Lituanie | 3,5 | 3,0 | 19,4 | 19,3 | 4,0 | 3,4 | 72,7 | 74,2 | 66,0 | 66,0 | 18,5 | 18,9 | 2,0 | 2,8 | 6,3 | 7,5 | 6 | 3 |
| Slovénie | -1,1 | 3,0 | 22,5 | 23,1 | 2,1 | 2,2 | 81,7 | 81,6 | 65,6 | 64,7 | 19,7 | 19,6 | -1,5 | 0,5 | -18,6 | 6,7 | 8 | 4 |
| Hongrie | 1,9 | 3,7 | 22,6 | 23,5 | 4,6 | 4,5 | 66,6 | 67,6 | 65,3 | 64,4 | 20,5 | 21,7 | -0,9 | 0,6 | 11,4 | 6,4 | 10 | 5 |
| Rép. tchèque | -0,5 | 2,0 | 24,9 | 26,6 | 2,7 | 2,7 | 78,4 | 79,1 | 60,4 | 59,3 | 25,1 | 25,0 | -1,7 | -0,7 | -50,2 | 13,8 | 5 | 6 |
| Roumanie | 3,5 | 3,0 | 21,5 | 21,5 | 6,2 | 5,4 | 50,0 | 53,9 | 66,8 | 67,4 | 23,8 | 22,0 | 2,8 | 0,8 | 7,5 | 8,6 | 3 | 7 |
| Pologne | 1,3 | 3,3 | 18,0 | 18,4 | 3,3 | 3,4 | 66,7 | 67,9 | 64,3 | 64,0 | 18,8 | 19,6 | -0,6 | 1,5 | 16,6 | 6,8 | 19 | 8 |
| Lettonie | 3,0 | 2,4 | 12,6 | 12,2 | 3,4 | 3,3 | 65,4 | 66,4 | 72,9 | 73,4 | 23,2 | 22,9 | 3,2 | 1,0 | 8,8 | 10,9 | 4 | 9 |
| Malaisie | 4,7 | 6,0 | 22,8 | 22,9 | 9,1 | 8,9 | 66,4 | 68,1 | 51,0 | 51,2 | 26,5 | 26,0 | -0,9 | 0,7 | 6,1 | 4,8 | 11 | 10 |
| Estonie | 1,6 | 2,9 | 15,6 | 15,7 | 3,5 | 3,4 | 74,7 | 73,8 | 67,6 | 68,4 | 27,1 | 25,2 | 0,1 | -2,3 | 20,3 | 10,4 | 9 | 11 |
| Slovaquie | 1,4 | 2,5 | 20,3 | 20,9 | 4,0 | 4,4 | 76,3 | 76,9 | 63,1 | 62,0 | 20,7 | 20,9 | -0,2 | -1,1 | 15,5 | 9,0 | 14 | 12 |
| Philippines | 7,1 | 6,1 | 20,4 | 20,6 | 11,2 | 11,3 | 18,9 | 19,4 | 57,6 | 57,3 | 20,5 | 20,8 | 3,0 | 0,6 | 3,3 | 3,8 | 7 | 13 |
| Bulgarie | 1,3 | 1,6 | 16,7 | 16,7 | 5,3 | 5,3 | 47,3 | 47,6 | 67,1 | 67,6 | 21,2 | 21,1 | -1,4 | -0,8 | 17,5 | 14,7 | 23 | 14 |
| Mexique | 1,3 | 2,3 | 17,6 | 17,7 | 3,3 | 3,3 | 49,8 | 49,8 | 62,2 | 62,3 | 21,2 | 21,0 | -2,7 | -1,7 | 15,8 | 10,0 | 25 | 15 |
| Maroc | 4,7 | 2,4 | 17,0 | 18,2 | 14,7 | 13,0 | 21,1 | 21,3 | 56,6 | 57,7 | 30,3 | 29,4 | -0,3 | 0,8 | 6,5 | 12,0 | 20 | 16 |
| Croatie | -1,1 | -0,4 | 14,1 | 14,5 | 4,4 | 4,3 | 58,0 | 56,7 | 68,3 | 66,8 | 19,8 | 19,1 | 0,0 | -2,7 | -21,4 | -61,4 | 12 | 17 |
| Turquie | 4,2 | 3,0 | 17,3 | 17,8 | 8,3 | 8,0 | 54,1 | 54,3 | 65,1 | 64,9 | 20,3 | 20,1 | -1,1 | -2,3 | 5,4 | 7,3 | 15 | 18 |
| Indonésie | 5,6 | 5,0 | 21,0 | 21,0 | 13,4 | 13,4 | 27,6 | 28,2 | 41,6 | 42,2 | 32,1 | 32,6 | 0,2 | 0,2 | 5,0 | 5,5 | 18 | 19 |
| Thaïlande | 2,8 | 0,9 | 27,7 | 27,7 | 11,3 | 10,5 | 40,5 | 40,1 | 51,7 | 52,7 | 25,3 | 24,6 | 0,6 | -0,8 | 9,2 | 28,4 | 13 | 20 |
| Tunisie | 2,4 | 2,3 | 16,9 | 16,6 | 9,0 | 9,5 | 31,0 | 31,8 | 62,4 | 62,5 | 21,9 | 20,6 | -0,7 | -0,8 | 8,6 | 8,8 | 22 | 21 |
| Inde | 6,6 | 7,2 | 17,1 | 17,1 | 18,6 | 17,8 | 15,6 | 16,1 | 50,9 | 52,1 | 29,7 | 28,7 | -0,5 | -0,8 | 5,0 | 4,6 | 21 | 22 |
| Chili | 4,0 | 1,9 | 11,8 | 12,4 | 3,2 | 3,3 | 64,6 | 64,4 | 61,7 | 61,5 | 23,8 | 22,0 | -1,5 | -3,6 | 6,6 | 13,2 | 17 | 23 |
| Egypte | 2,1 | 2,2 | 15,6 | 16,4 | 14,5 | 14,5 | 31,2 | 30,8 | 46,3 | 45,6 | 13,8 | 13,3 | -2,9 | 0,1 | 8,4 | 7,9 | 28 | 24 |
| Brésil | 3,0 | 0,1 | 11,5 | 10,9 | 5,6 | 5,6 | 43,0 | 42,1 | 70,0 | 71,0 | 20,5 | 19,7 | -0,2 | -2,3 | 7,6 | 204,2 | 16 | 25 |
| Argentine | 2,3 | -2,6 | 15,9 | 14,5 | 7,4 | 8,3 | 64,1 | 61,4 | 63,8 | 62,9 | 17,0 | 17,1 | -1,6 | -5,0 | 7,6 | 44,2 | 24 | 26 |
| Pakistan | 4,4 | 4,7 | 14,1 | 13,9 | 24,8 | 25,0 | 13,1 | 13,2 | 54,2 | 54,1 | 13,4 | 13,4 | 1,6 | -1,9 | 3,5 | 3,2 | 27 | 27 |
| Ukraine | 0,0 | -6,6 | 13,0 | 13,1 | 10,2 | 11,8 | 24,8 | 22,9 | 63,6 | 62,8 | 17,5 | 14,0 | -1,4 | -2,8 | 4,9 | -1,2 | 26 | 28 |

Source: WDI, MDCI, FMI, The Conference Board Total Economy Database

II : Stabilité du cadre macroéconomique

| | Solde courant (en % du PIB) | | Solde budgétaire en % du PIB | | Couverture en mois d'importation | | Dette extérieure (en % du PIB) | | Inflation | | Epargne intérieure brute (en % du PIB) | | Variation du taux de change vis à vis du dollar | | Rang global | |
|----------------|-----------------------------|-------------|------------------------------|-------------|----------------------------------|------------|--------------------------------|-------------|------------|------------|--|-------------|---|------------|-------------|-----------|
| | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 |
| Singapour | 17,9 | 19,1 | 5,5 | 3,3 | 5,7 | 5,4 | 9,4 | 9,3 | 2,4 | 1,0 | 53,4 | 53,4 | 0,1 | 1,3 | 1 | 1 |
| Chine | 1,6 | 2,1 | -1,1 | -1,2 | 19,5 | 19,2 | 9,1 | 9,3 | 2,6 | 2,0 | 50,2 | 48,9 | -2,6 | 0,2 | 2 | 2 |
| Thaïlande | -1,2 | 3,8 | 0,4 | -0,8 | 6,6 | 6,7 | 35,9 | 36,1 | 2,2 | 1,9 | 30,1 | 30,8 | -1,1 | 5,7 | 5 | 3 |
| Philippines | 4,2 | 3,8 | -0,2 | -0,9 | 11,6 | 10,0 | 24,9 | 27,6 | 3,0 | 4,1 | 15,8 | 17,2 | 0,6 | 4,5 | 3 | 4 |
| Rép. Tchèque | -0,5 | 0,7 | -1,3 | -1,9 | 4,0 | 3,7 | 65,8 | 63,0 | 1,4 | 0,3 | 30,6 | 32,0 | -0,1 | 6,1 | 8 | 5 |
| Indonésie | -3,2 | -3,1 | -2,0 | -2,1 | 5,0 | 5,7 | 29,2 | 33,0 | 6,4 | 6,4 | 33,0 | 33,8 | 11,1 | 13,8 | 6 | 6 |
| Malaisie | 3,5 | 4,3 | -4,3 | -3,6 | 6,7 | 5,7 | 67,9 | 64,6 | 2,1 | 3,1 | 34,5 | 34,3 | 2,0 | 3,9 | 7 | 7 |
| Argentine | -0,7 | -1,1 | -3,7 | -5,4 | 3,6 | 4,0 | 21,8 | 25,4 | 10,6 | 10,6 | 18,1 | 19,0 | 20,4 | 48,1 | 10 | 8 |
| Roumanie | -1,1 | -0,5 | -2,2 | -1,4 | 6,9 | 5,9 | 66,0 | 56,3 | 4,0 | 1,1 | 24,8 | 24,9 | -4,2 | 0,7 | 16 | 9 |
| Chili | -3,7 | -1,2 | -0,5 | -1,5 | 4,5 | 4,8 | 47,9 | 56,5 | 1,8 | 4,4 | 23,7 | 23,1 | 1,9 | 15,1 | 9 | 10 |
| Lituanie | 1,6 | 3,5 | -2,6 | -0,7 | 2,4 | 2,6 | 67,1 | 66,7 | 1,0 | 0,1 | 20,4 | 20,3 | -3,3 | 0,1 | 13 | 11 |
| Estonie | -0,1 | 1,0 | -0,1 | 0,7 | 0,2 | 0,2 | 91,8 | 94,7 | 2,8 | -0,1 | 29,8 | 31,4 | -3,3 | 0,1 | 20 | 12 |
| Brésil | -3,3 | -4,3 | -3,1 | -6,2 | 11,5 | 11,4 | 19,6 | 23,6 | 6,2 | 6,3 | 19,4 | 18,1 | 10,5 | 9,0 | 4 | 13 |
| Inde | -2,6 | -1,3 | -7,6 | -7,0 | 6,0 | 6,6 | 23,1 | 22,4 | 10,9 | 6,4 | 31,7 | 31,1 | 9,7 | 4,1 | 12 | 14 |
| Hongrie | 3,9 | 2,2 | -2,5 | -2,5 | 4,3 | 3,8 | 118,4 | 114,8 | 1,7 | -0,2 | 27,9 | 29,5 | -0,7 | 4,1 | 14 | 15 |
| Pologne | -1,3 | -2,0 | -4,0 | -3,3 | 4,8 | 4,2 | 73,3 | 65,1 | 1,0 | 0,1 | 20,9 | 21,7 | -3,0 | -0,2 | 17 | 16 |
| Bulgarie | 1,8 | 1,2 | -0,8 | -5,8 | 5,9 | 6,1 | 96,0 | 88,0 | 0,9 | -1,4 | 20,8 | 20,6 | -3,3 | 0,1 | 11 | 17 |
| Mexique | -2,4 | -1,9 | -3,7 | -4,5 | 4,7 | 4,9 | 32,6 | 34,3 | 3,8 | 4,0 | 20,8 | 20,5 | -3,0 | 4,2 | 15 | 18 |
| Maroc | -7,3 | -5,8 | -5,2 | -4,9 | 4,6 | 4,7 | 38,3 | 40,2 | 1,9 | 0,4 | 20,3 | 19,8 | -2,7 | 0,0 | 19 | 19 |
| Slovaquie | 1,9 | 0,2 | -2,6 | -2,8 | 0,3 | 0,3 | 81,9 | 89,7 | 1,4 | -0,1 | 25,2 | 24,6 | -3,3 | 0,1 | 18 | 20 |
| Croatie | 1,0 | 0,7 | -5,4 | -5,6 | 7,9 | 6,5 | 105,6 | 108,4 | 2,2 | -0,2 | 19,6 | 20,2 | -2,6 | 0,8 | 21 | 21 |
| Turquie | -7,9 | -5,8 | -1,6 | -1,5 | 5,6 | 5,6 | 47,3 | 51,1 | 7,5 | 8,9 | 14,1 | 15,8 | 5,9 | 14,8 | 22 | 22 |
| Slovénie | 5,6 | 7,0 | -4,7 | -5,0 | 0,3 | 0,3 | 116,0 | 124,2 | 1,8 | 0,2 | 25,2 | 27,6 | -3,3 | 0,1 | 24 | 23 |
| Lettonie | -2,4 | -2,0 | -0,9 | -1,5 | 4,5 | 1,8 | 134,0 | 142,2 | 0,0 | 0,6 | 20,9 | 21,2 | -2,7 | 0,3 | 23 | 24 |
| Pakistan | -1,9 | -1,5 | -8,3 | -4,9 | 1,7 | 3,1 | 25,9 | 25,3 | 7,7 | 7,2 | 8,2 | 8,5 | 8,8 | -0,6 | 25 | 25 |
| Ukraine | -9,0 | -3,5 | -4,8 | -4,5 | 2,3 | 1,2 | 81,2 | 99,2 | -0,3 | 12,2 | 8,8 | 10,0 | 0,9 | 46,3 | 26 | 26 |
| Tunisie | -8,4 | -9,1 | -6,8 | -4,9 | 3,5 | 3,7 | 54,1 | 54,4 | 5,8 | 4,9 | 13,7 | 13,0 | 4,0 | 4,5 | 28 | 27 |
| Egypte | -1,2 | -2,0 | -14,1 | -13,6 | 2,7 | 2,2 | 16,4 | 13,8 | 9,4 | 10,1 | 7,9 | 5,3 | 13,3 | 3,0 | 27 | 28 |

Source: WDI, MDCI, COFACE, MF, BCT, SFI, Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Etrangers

III: Intégration et attractivité territoriale

| | Degré d'ouverture | | IDE/PIB | | Impact de la réglementation sur l'IDE | | Facilité de faire des affaires | | Indice de corruption | | Instabilité politique | | Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE | | Rang global | |
|----------------|-------------------|--------------|------------|------------|---------------------------------------|------------|--------------------------------|-------------|----------------------|-----------|-----------------------|------------|---|-------------|-------------|-----------|
| | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 |
| Singapour | 359,9 | 350,9 | 21,4 | 21,9 | 6,3 | 6,2 | 88,3 | 93,3 | 86 | 84 | 1,0 | 1,0 | 0,30 | 0,33 | 1 | 1 |
| Chili | 65,5 | 66,1 | 7,0 | 8,5 | 5,3 | 5,2 | 71,2 | 72,3 | 71 | 73 | 1,0 | 1,0 | 0,06 | 0,06 | 2 | 2 |
| Slovénie | 144,5 | 145,2 | 0,2 | 2,1 | 2,9 | 3,4 | 69,9 | 71,1 | 57 | 58 | 1,0 | 1,0 | 0,01 | 0,01 | 4 | 3 |
| Hongrie | 171,3 | 164,4 | -2,9 | 9,0 | 4,3 | 4,6 | 68,8 | 66,2 | 54 | 54 | 1,5 | 1,5 | 0,03 | 0,03 | 11 | 4 |
| Estonie | 40,7 | 37,4 | 3,5 | 5,9 | 5,3 | 5,4 | 78,8 | 76,3 | 68 | 69 | 1,5 | 1,5 | 0,02 | 0,02 | 3 | 5 |
| Slovaquie | 183,4 | 180,1 | 1,0 | 0,1 | 4,5 | 5,0 | 71,8 | 71,1 | 47 | 50 | 1,0 | 1,0 | 0,05 | 0,05 | 5 | 6 |
| Pologne | 60,2 | 61,1 | 0,2 | 3,2 | 4,4 | 4,6 | 73,6 | 74,1 | 60 | 61 | 1,3 | 1,3 | 0,07 | 0,07 | 10 | 7 |
| Lituanie | 123,9 | 121,3 | 1,5 | 0,7 | 4,0 | 4,4 | 76,3 | 76,5 | 57 | 58 | 1,6 | 1,8 | 0,04 | 0,03 | 6 | 8 |
| Lettonie | 48,7 | 48,2 | 3,3 | 2,8 | 4,8 | 5,1 | 76,7 | 78,1 | 53 | 55 | 1,5 | 1,5 | 0,04 | 0,03 | 8 | 9 |
| Rép. Tchèque | 90,7 | 93,6 | 3,5 | 2,4 | 4,5 | 5,0 | 71,0 | 69,7 | 48 | 51 | 1,3 | 1,3 | 0,01 | 0,01 | 7 | 10 |
| Malaisie | 166,9 | 160,5 | 3,5 | 3,1 | 5,5 | 5,3 | 78,8 | 81,2 | 50 | 52 | 1,5 | 1,6 | 0,21 | 0,21 | 9 | 11 |
| Bulgarie | 134,5 | 131,1 | 3,6 | 3,5 | 3,8 | 3,8 | 71,8 | 69,0 | 41 | 43 | 1,8 | 1,9 | 0,03 | 0,03 | 12 | 12 |
| Croatie | 85,6 | 90,5 | 1,6 | 6,9 | 2,6 | 3,1 | 66,5 | 63,9 | 48 | 48 | 2,3 | 2,3 | 0,03 | 0,03 | 14 | 13 |
| Roumanie | 80,1 | 82,2 | 2,0 | 1,9 | 4,0 | 4,7 | 70,2 | 64,9 | 43 | 43 | 2,0 | 2,0 | 0,01 | 0,01 | 13 | 14 |
| Brésil | 25,6 | 25,1 | 3,3 | 4,0 | 3,7 | 3,9 | 58,0 | 53,2 | 42 | 43 | 1,3 | 1,3 | 0,10 | 0,10 | 16 | 15 |
| Turquie | 57,8 | 59,9 | 1,5 | 1,6 | 4,4 | 4,6 | 68,7 | 68,5 | 50 | 45 | 2,5 | 2,5 | 0,06 | 0,06 | 15 | 16 |
| Maroc | 142,7 | 138,5 | 3,1 | 3,3 | 5,5 | 5,2 | 65,1 | 64,7 | 37 | 39 | 3,0 | 3,0 | 0,07 | 0,07 | 18 | 17 |
| Inde | 168,6 | 171,2 | 1,5 | 1,7 | 4,2 | 4,3 | 54,0 | 50,4 | 36 | 38 | 1,3 | 1,3 | 0,26 | 0,25 | 19 | 18 |
| Mexique | 64,6 | 65,9 | 3,6 | 1,9 | 4,6 | 4,9 | 71,5 | 70,9 | 34 | 35 | 2,0 | 2,0 | 0,19 | 0,19 | 17 | 19 |
| Egypte | 148,7 | 160,9 | 1,5 | 1,6 | 3,6 | 3,8 | 59,5 | 58,7 | 32 | 37 | 3,4 | 3,5 | 0,06 | 0,06 | 22 | 20 |
| Tunisie | 103,4 | 100,9 | 2,4 | 2,2 | 4,6 | 4,3 | 67,4 | 69,3 | 41 | 40 | 3,0 | 3,0 | 0,21 | 0,21 | 21 | 21 |
| Argentine | 28,7 | 29,3 | 1,5 | 1,1 | 1,8 | 2,6 | 56,8 | 56,5 | 34 | 34 | 2,8 | 2,8 | 0,04 | 0,04 | 23 | 22 |
| Thaïlande | 132,8 | 131,8 | 3,8 | 0,9 | 5,1 | 4,9 | 75,3 | 74,4 | 35 | 38 | 3,0 | 3,0 | 0,30 | 0,33 | 20 | 23 |
| Indonésie | 53,3 | 48,7 | 2,6 | 3,0 | 4,6 | 4,3 | 59,2 | 56,8 | 32 | 34 | 1,5 | 1,6 | 0,32 | 0,34 | 24 | 24 |
| Ukraine | 95,1 | 102,4 | 2,5 | 0,6 | 3,5 | 3,6 | 61,5 | 58,1 | 25 | 26 | 3,0 | 3,5 | 0,12 | 0,12 | 25 | 25 |
| Chine | 43,9 | 41,5 | 3,1 | 2,8 | 5,0 | 4,6 | 62,6 | 61,1 | 40 | 36 | 2,5 | 2,5 | 0,42 | 0,42 | 27 | 26 |
| Philippines | 33,3 | 31,0 | 1,4 | 2,2 | 4,5 | 4,5 | 62,1 | 60,5 | 36 | 38 | 2,6 | 2,8 | 0,30 | 0,42 | 26 | 27 |
| Pakistan | 79,7 | 80,9 | 0,6 | 0,7 | 4,4 | 3,8 | 56,6 | 58,2 | 28 | 29 | 3,3 | 3,3 | 0,30 | 0,33 | 28 | 28 |

Source: WDI, MDCI, DAVOS, Doing Business, Transparency International, Institut de l'économie et de la paie, OCDE.

VI: Système bancaire et marché boursier

| | Volume des transactions de titres en % du PIB | | Masse monétaire M2 (en % du PIB) | | Capitalisation boursière (% du PIB) | | Degré de Développement du Marché Financier | | Prêts non productifs par rapport au total des prêts bruts | | Entreprises intérieures cotées en bourse | | Ratio de rotation | | Solvabilité des Banques | | Rang global | |
|----------------|---|------------|----------------------------------|-------------|-------------------------------------|-------------|--|------------|---|-------------|--|-----------|-------------------|-------------|-------------------------|------------|-------------|-----------|
| | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 |
| Chine | 81,1 | 115,5 | 188,2 | 193,2 | 41,6 | 58,0 | 4,3 | 4,1 | 1,0 | 1,1 | 2489 | 2613 | 194,9 | 199,2 | 5,0 | 4,7 | 2 | 1 |
| Singapour | 92,8 | 65,5 | 132,0 | 132,0 | 247,9 | 245,7 | 5,8 | 5,6 | 0,9 | 0,8 | 479 | 484 | 37,4 | 26,6 | 6,6 | 6,5 | 1 | 2 |
| Thaïlande | 83,3 | 76,8 | 124,5 | 128,0 | 84,4 | 106,5 | 4,6 | 4,4 | 2,3 | 2,3 | 584 | 613 | 98,7 | 72,2 | 5,7 | 5,7 | 4 | 3 |
| Malaisie | 44,0 | 42,2 | 140,1 | 137,1 | 154,8 | 135,8 | 5,6 | 4,0 | 1,8 | 1,6 | 900 | 895 | 28,4 | 31,1 | 5,7 | 5,5 | 3 | 4 |
| Inde | 28,9 | 35,8 | 77,9 | 77,8 | 61,1 | 76,3 | 4,3 | 3,9 | 4,0 | 4,3 | 5294 | 5541 | 47,2 | 46,9 | 4,3 | 4,3 | 6 | 5 |
| Turquie | 45,5 | 46,3 | 60,7 | 60,5 | 23,8 | 27,5 | 4,2 | 3,9 | 2,6 | 2,7 | 235 | 226 | 191,2 | 168,2 | 5,7 | 5,3 | 5 | 6 |
| Chili | 14,9 | 10,5 | 82,2 | 83,1 | 95,7 | 90,1 | 3,9 | 4,6 | 2,1 | 2,1 | 227 | 230 | 15,5 | 11,6 | 6,3 | 6,3 | 8 | 7 |
| Brésil | 30,0 | 26,7 | 83,8 | 89,2 | 41,4 | 34,9 | 4,3 | 4,0 | 2,9 | 2,9 | 352 | 351 | 72,5 | 76,3 | 6,1 | 5,8 | 7 | 8 |
| Maroc | 3,0 | 2,8 | 113,5 | 118,0 | 54,8 | 48,0 | 4,0 | 5,2 | 5,9 | 6,9 | 75 | 74 | 6,0 | 5,8 | 5,6 | 5,2 | 13 | 9 |
| Philippines | 16,4 | 14,8 | 69,8 | 71,6 | 79,9 | 91,9 | 4,4 | 3,5 | 2,4 | 2,0 | 254 | 260 | 20,5 | 16,1 | 5,5 | 5,4 | 9 | 10 |
| Pologne | 13,9 | 10,6 | 59,1 | 61,6 | 39,0 | 31,0 | 4,6 | 4,2 | 5,0 | 4,8 | 869 | 872 | 35,5 | 34,2 | 5,4 | 5,4 | 10 | 11 |
| Rép. tchèque | 5,9 | 5,3 | 77,1 | 78,2 | 18,9 | 18,9 | 4,5 | 4,3 | 5,2 | 5,6 | 15 | 13 | 27,0 | 27,0 | 5,9 | 6,1 | 11 | 12 |
| Mexique | 13,0 | 9,9 | 49,0 | 51,7 | 41,7 | 37,0 | 4,1 | 4,2 | 3,2 | 3,0 | 138 | 141 | 31,1 | 26,7 | 5,6 | 5,5 | 15 | 13 |
| Indonésie | 10,8 | 10,2 | 39,1 | 39,5 | 38,0 | 47,4 | 4,5 | 4,1 | 1,7 | 2,1 | 483 | 506 | 28,5 | 21,5 | 5,1 | 4,8 | 12 | 14 |
| Egypte | 4,5 | 8,8 | 75,3 | 76,5 | 21,5 | 23,2 | 3,2 | 4,6 | 9,3 | 8,5 | 235 | 246 | 20,7 | 37,7 | 4,2 | 4,8 | 21 | 15 |
| Slovaquie | 0,1 | 0,1 | 53,9 | 53,9 | 4,9 | 4,9 | 4,5 | 4,4 | 5,1 | 5,3 | 69 | 69 | 2,3 | 2,3 | 5,9 | 6,0 | 16 | 16 |
| Estonie | 0,8 | 0,8 | 66,7 | 66,7 | 10,4 | 10,4 | 4,7 | 3,2 | 1,5 | 1,4 | 16 | 16 | 9,1 | 9,1 | 5,7 | 5,8 | 14 | 17 |
| Lettonie | 0,1 | 0,1 | 43,0 | 43,0 | 3,9 | 3,9 | 4,6 | 4,2 | 6,4 | 4,6 | 31 | 31 | 2,9 | 2,9 | 5,2 | 5,3 | 17 | 18 |
| Lituanie | 0,4 | 0,4 | 47,3 | 47,3 | 9,4 | 9,4 | 4,1 | 4,4 | 11,6 | 8,2 | 33 | 33 | 4,2 | 4,2 | 4,2 | 4,6 | 24 | 19 |
| Hongrie | 8,1 | 5,1 | 60,9 | 58,3 | 14,7 | 10,5 | 3,9 | 4,6 | 16,8 | 15,6 | 50 | 48 | 54,7 | 49,0 | 4,8 | 4,4 | 20 | 20 |
| Pakistan | 0,2 | 0,2 | 52,2 | 52,0 | 19,4 | 19,4 | 4,0 | 3,9 | 13,0 | 12,3 | 550 | 557 | 29,6 | 29,6 | 4,8 | 4,4 | 18 | 21 |
| Argentine | 0,4 | 0,6 | 26,7 | 26,6 | 8,5 | 11,0 | 3,0 | 2,8 | 1,7 | 2,0 | 97 | 95 | 4,2 | 5,9 | 4,6 | 4,5 | 23 | 22 |
| Bulgarie | 1,6 | 1,6 | 82,0 | 81,3 | 13,1 | 13,1 | 4,2 | 4,0 | 16,9 | 16,7 | 381 | 381 | 4,9 | 4,9 | 5,0 | 4,5 | 19 | 23 |
| Roumanie | 0,6 | 0,8 | 37,9 | 39,2 | 9,4 | 9,4 | 4,1 | 4,0 | 21,9 | 13,9 | 81 | 81 | 20,9 | 20,9 | 4,5 | 4,6 | 26 | 24 |
| Croatie | 1,0 | 1,0 | 69,1 | 69,9 | 36,4 | 36,4 | 3,9 | 3,6 | 15,4 | 16,7 | 192 | 193 | 2,3 | 2,3 | 4,9 | 4,8 | 22 | 25 |
| Tunisie | 2,0 | 2,2 | 67,7 | 68,0 | 18,8 | 21,4 | 3,4 | 3,1 | 15,5 | 15,0 | 71 | 77 | 10,9 | 10,3 | 3,5 | 3,2 | 25 | 26 |
| Slovénie | 0,9 | 1,5 | 71,9 | 71,9 | 15,0 | 15,2 | 2,9 | 2,8 | 13,3 | 11,7 | 55 | 51 | 5,8 | 9,8 | 2,2 | 2,9 | 28 | 27 |
| Ukraine | 0,2 | 0,1 | 62,7 | 61,1 | 11,7 | 11,7 | 3,5 | 3,2 | 12,9 | 19,0 | 198 | 198 | 4,6 | 4,6 | 3,0 | 2,6 | 27 | 28 |

Source: WDI, DAVOS, BCT, BVMT

V: Compétitivité interne

| | Consommation Privée par habitant | | Pression fiscale | | Part de marché interne | | Intensité de la concurrence locale | | Revenu national brut par habitant en PPA | | Rang global | |
|----------------|----------------------------------|---------------|------------------|-------------|------------------------|-------------|------------------------------------|-------------|--|--------------|-------------|-----------|
| | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 |
| Pologne | 13172,5 | 13515,5 | 14,9 | 14,9 | 54,7 | 53,2 | 0,24 | 0,25 | 23730 | 24430 | 1 | 1 |
| Rép. Tchèque | 12853,3 | 13026,2 | 13,2 | 13,1 | 24,1 | 17,3 | 0,17 | 0,13 | 28230 | 28740 | 2 | 2 |
| Malaisie | 10873,8 | 11461,3 | 15,3 | 14,8 | 26,7 | 28,8 | 0,18 | 0,19 | 23390 | 24770 | 6 | 3 |
| Egypte | 7176,8 | 7304,6 | 13,6 | 12,4 | 77,9 | 78,8 | 0,18 | 0,18 | 10110 | 10280 | 7 | 4 |
| Lituanie | 13701,1 | 14386,6 | 16,3 | 16,6 | 16,1 | 19,2 | 0,13 | 0,15 | 25630 | 26390 | 4 | 5 |
| Chili | 12726,4 | 12891,6 | 18,5 | 18,3 | 67,2 | 67,2 | 0,22 | 0,22 | 20580 | 21320 | 5 | 6 |
| Mexique | 9344,9 | 9388,7 | 16,3 | 15,3 | 67,5 | 66,9 | 0,22 | 0,22 | 15680 | 16840 | 8 | 7 |
| Slovaquie | 12937,6 | 13222,6 | 13,1 | 16,0 | 6,4 | 8,5 | 0,06 | 0,07 | 26930 | 27410 | 3 | 8 |
| Pakistan | 3454,0 | 3564,4 | 11,2 | 10,0 | 81,2 | 82,4 | 0,16 | 0,15 | 4860 | 5090 | 10 | 9 |
| Indonésie | 4698,5 | 4885,3 | 12,5 | 12,5 | 75,4 | 75,7 | 0,19 | 0,19 | 9700 | 10190 | 9 | 10 |
| Inde | 2880,9 | 3023,3 | 11,0 | 11,0 | 72,7 | 75,1 | 0,20 | 0,19 | 5240 | 5630 | 11 | 11 |
| Roumanie | 9634,4 | 10036,3 | 18,7 | 19,0 | 59,9 | 58,9 | 0,24 | 0,24 | 19150 | 19950 | 14 | 12 |
| Croatie | 10241,2 | 10212,5 | 19,1 | 19,3 | 57,2 | 54,8 | 0,24 | 0,24 | 20990 | 20910 | 12 | 13 |
| Philippines | 4362,3 | 4526,2 | 13,3 | 13,6 | 69,1 | 68,8 | 0,22 | 0,22 | 8000 | 8450 | 13 | 14 |
| Slovénie | 13661,2 | 13741,5 | 22,0 | 21,9 | 26,3 | 25,5 | 0,18 | 0,17 | 28930 | 30360 | 17 | 15 |
| Lettonie | 11441,9 | 11814,1 | 20,1 | 20,6 | 38,4 | 39,6 | 0,24 | 0,24 | 22490 | 23360 | 16 | 16 |
| Singapour | 21059,1 | 21304,4 | 13,6 | 13,9 | -119,2 | -116,0 | -2,01 | -1,89 | 77840 | 80270 | 15 | 17 |
| Thaïlande | 7399,5 | 7415,2 | 16,6 | 15,5 | 33,1 | 33,0 | 0,27 | 0,28 | 14580 | 14870 | 18 | 18 |
| Turquie | 10859,3 | 10830,2 | 23,0 | 22,9 | 69,8 | 69,2 | 0,22 | 0,21 | 19140 | 19560 | 21 | 19 |
| Argentine | 12340,2 | 11579,0 | 24,0 | 24,2 | 85,6 | 85,5 | 0,12 | 0,12 | 19423 | 20101 | 19 | 20 |
| Estonie | 11339,8 | 11769,3 | 20,4 | 21,3 | 13,5 | 16,7 | 0,11 | 0,13 | 26620 | 27490 | 20 | 21 |
| Ukraine | 6181,2 | 6626,2 | 17,8 | 17,5 | 52,3 | 48,8 | 0,27 | 0,26 | 8380 | 8560 | 22 | 22 |
| Chine | 3924,9 | 4261,7 | 18,8 | 18,7 | 78,8 | 80,4 | 0,16 | 0,15 | 12100 | 13170 | 23 | 23 |
| Bulgarie | 8853,9 | 9148,5 | 20,8 | 20,6 | 32,8 | 34,6 | 0,22 | 0,23 | 15990 | 16840 | 24 | 24 |
| Brésil | 8332,1 | 8367,7 | 23,5 | 23,1 | 86,3 | 86,4 | 0,12 | 0,12 | 15090 | 15570 | 25 | 25 |
| Hongrie | 10564,4 | 10785,3 | 23,7 | 23,1 | 13,0 | 11,6 | 0,10 | 0,10 | 23350 | 23960 | 26 | 26 |
| Tunisie | 6559,7 | 7035,4 | 21,7 | 23,1 | 48,4 | 49,6 | 0,22 | 0,22 | 10570 | 11020 | 27 | 27 |
| Maroc | 3759,9 | 3826,6 | 22,9 | 22,6 | 58,9 | 58,5 | 0,28 | 0,27 | 7110 | 7290 | 28 | 28 |

Source: WDI, MDCI, OCDE, FMI,

IV: Compétitivité externe

| | Croissance des parts de marché sur l'UE | | Diversification des exportations (Herfindhal) | | | | Exportations manufacturières en % des exportations de marchandises | | Taux de couverture | | Lourdeur des procédures douanières | | Rang global | |
|----------------|---|------|---|------|------------|------|--|------|--------------------|-------|------------------------------------|------|-------------|------|
| | | | Par produit | | Par marché | | | | | | | | | |
| | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 |
| Chine | 2,3 | 8,4 | 4,6 | 4,6 | 6,5 | 6,3 | 95,7 | 96,0 | 113,3 | 119,5 | 4,3 | 4,2 | 3 | 1 |
| Slovénie | 10,0 | 8,3 | 3,7 | 3,8 | 7,4 | 7,4 | 87,0 | 88,4 | 108,5 | 111,5 | 4,9 | 4,9 | 1 | 2 |
| Hongrie | 7,4 | 5,6 | 4,2 | 4,6 | 8,1 | 8,9 | 90,1 | 90,9 | 102,6 | 104,2 | 5,3 | 5,3 | 2 | 3 |
| Maroc | 14,8 | 10,0 | 6,3 | 6,2 | 8,5 | 9,0 | 74,0 | 76,9 | 112,7 | 114,3 | 5,2 | 5,2 | 4 | 4 |
| Rép. Tchèque | 6,7 | 8,3 | 4,1 | 4,3 | 10,2 | 10,7 | 91,3 | 92,1 | 104,3 | 102,8 | 4,3 | 4,4 | 5 | 5 |
| Thaïlande | 6,9 | 9,1 | 3,5 | 3,5 | 7,2 | 7,0 | 81,8 | 83,0 | 104,0 | 110,5 | 3,9 | 3,7 | 8 | 6 |
| Roumanie | 16,5 | 11,4 | 4,1 | 4,0 | 6,3 | 6,3 | 83,7 | 83,3 | 98,3 | 100,2 | 3,7 | 4,0 | 6 | 7 |
| Slovaquie | 7,7 | 2,2 | 5,8 | 5,9 | 8,5 | 8,6 | 90,2 | 91,3 | 104,7 | 104,1 | 4,5 | 4,5 | 7 | 8 |
| Pologne | 12,8 | 8,0 | 2,6 | 2,6 | 7,9 | 8,4 | 89,3 | 90,1 | 86,9 | 88,5 | 3,5 | 3,5 | 10 | 9 |
| Croatie | 7,2 | 1,9 | 3,1 | 2,9 | 6,8 | 7,0 | 74,0 | 74,4 | 101,1 | 104,6 | 4,6 | 4,6 | 9 | 10 |
| Turquie | 10,6 | 7,3 | 3,1 | 3,0 | 9,2 | 9,2 | 82,8 | 83,1 | 79,7 | 86,2 | 3,8 | 3,8 | 12 | 11 |
| Malaisie | 4,2 | 7,7 | 7,9 | 7,8 | 9,0 | 8,3 | 71,8 | 73,3 | 101,5 | 102,4 | 4,6 | 4,5 | 15 | 12 |
| Pakistan | 17,1 | 21,6 | 9,0 | 9,1 | 9,6 | 8,2 | 76,6 | 77,6 | 69,4 | 73,5 | 4,3 | 4,2 | 19 | 13 |
| Bulgarie | 15,5 | 3,0 | 5,0 | 4,5 | 5,3 | 5,1 | 69,3 | 73,1 | 99,2 | 98,7 | 4,1 | 3,8 | 11 | 14 |
| Lituanie | 5,4 | 2,0 | 6,6 | 4,7 | 7,8 | 7,9 | 65,3 | 71,1 | 95,0 | 96,4 | 4,5 | 4,6 | 17 | 15 |
| Lettonie | 10,6 | 9,0 | 5,0 | 3,8 | 7,1 | 7,4 | 63,3 | 62,5 | 96,8 | 96,9 | 4,0 | 3,9 | 13 | 16 |
| Egypte | -0,2 | 7,7 | 6,8 | 7,5 | 6,9 | 7,5 | 49,5 | 52,7 | 108,1 | 108,7 | 4,5 | 4,6 | 20 | 17 |
| Inde | 4,7 | 0,9 | 7,0 | 6,6 | 10,4 | 9,6 | 56,8 | 60,1 | 109,1 | 108,9 | 4,8 | 4,7 | 16 | 18 |
| Singapour | -12,9 | -5,7 | 14,0 | 13,7 | 7,8 | 7,9 | 69,0 | 69,9 | 113,8 | 115,0 | 6,1 | 6,2 | 21 | 19 |
| Estonie | 14,9 | 12,0 | 3,7 | 3,9 | 9,1 | 9,4 | 79,4 | 75,5 | 72,9 | 62,8 | 3,8 | 3,8 | 14 | 20 |
| Indonésie | -1,0 | 0,1 | 5,2 | 5,1 | 7,2 | 6,4 | 54,8 | 59,5 | 89,5 | 90,9 | 3,9 | 4,3 | 23 | 21 |
| Tunisie | 4,6 | 0,3 | 6,7 | 6,8 | 11,4 | 12,9 | 87,0 | 87,9 | 83,2 | 80,4 | 3,4 | 3,1 | 18 | 22 |
| Ukraine | 0,6 | -0,6 | 7,2 | 7,7 | 8,8 | 6,5 | 76,4 | 73,6 | 82,4 | 92,3 | 3,3 | 3,3 | 22 | 23 |
| Philippines | 6,0 | 11,2 | 10,3 | 10,5 | 12,7 | 13,2 | 85,4 | 83,2 | 66,2 | 65,6 | 3,7 | 3,4 | 24 | 24 |
| Mexique | -4,4 | 4,3 | 4,9 | 4,8 | 51,8 | 52,9 | 79,2 | 80,6 | 97,3 | 96,8 | 4,0 | 4,0 | 25 | 25 |
| Argentine | -13,2 | -4,8 | 6,4 | 6,6 | 7,2 | 6,6 | 64,8 | 67,8 | 99,5 | 102,0 | 2,0 | 2,1 | 28 | 26 |
| Chili | -1,6 | -2,2 | 16,6 | 15,9 | 10,2 | 10,1 | 58,9 | 59,0 | 98,0 | 104,6 | 5,0 | 4,9 | 27 | 27 |
| Brésil | -5,6 | -5,6 | 5,7 | 6,1 | 7,7 | 7,3 | 66,6 | 63,0 | 83,5 | 80,4 | 2,7 | 2,9 | 26 | 28 |

Source: WDI, EUROSTAT, CHELEM, INS, DAVOS

C- Classement de la Tunisie en termes de compétitivité potentielle

I – Ressources humaines

II – Infrastructure technologique et usage des TIC

III- Innovation et économie de la connaissance

| Pays | Score | | | | | Rang | | | | |
|----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
| Singapour | 0,70 | 0,68 | 0,68 | 0,68 | 0,69 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Rép. tchèque | 0,61 | 0,63 | 0,62 | 0,62 | 0,64 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Estonie | 0,57 | 0,62 | 0,61 | 0,61 | 0,61 | 4 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Slovénie | 0,56 | 0,58 | 0,58 | 0,58 | 0,59 | 5 | 5 | 4 | 4 | 4 |
| Hongrie | 0,60 | 0,59 | 0,57 | 0,56 | 0,54 | 3 | 4 | 5 | 5 | 5 |
| Slovaquie | 0,53 | 0,51 | 0,52 | 0,53 | 0,54 | 6 | 7 | 7 | 6 | 6 |
| Pologne | 0,53 | 0,52 | 0,52 | 0,53 | 0,54 | 7 | 6 | 6 | 7 | 7 |
| Chine | 0,46 | 0,47 | 0,48 | 0,49 | 0,50 | 9 | 9 | 9 | 9 | 8 |
| Malaisie | 0,48 | 0,49 | 0,48 | 0,49 | 0,49 | 8 | 8 | 8 | 8 | 9 |
| Brésil | 0,41 | 0,44 | 0,45 | 0,47 | 0,47 | 16 | 12 | 10 | 10 | 10 |
| Lituanie | 0,46 | 0,45 | 0,43 | 0,44 | 0,44 | 10 | 10 | 12 | 12 | 11 |
| Argentine | 0,42 | 0,44 | 0,43 | 0,47 | 0,44 | 14 | 11 | 13 | 11 | 12 |
| Bulgarie | 0,38 | 0,37 | 0,39 | 0,42 | 0,43 | 19 | 20 | 18 | 15 | 13 |
| Croatie | 0,44 | 0,44 | 0,44 | 0,43 | 0,43 | 11 | 13 | 11 | 13 | 14 |
| Chili | 0,37 | 0,39 | 0,41 | 0,42 | 0,43 | 20 | 17 | 15 | 17 | 15 |
| Lettonie | 0,43 | 0,42 | 0,42 | 0,43 | 0,42 | 12 | 15 | 14 | 14 | 16 |
| Mexique | 0,40 | 0,40 | 0,40 | 0,42 | 0,41 | 17 | 16 | 16 | 16 | 17 |
| Ukraine | 0,39 | 0,43 | 0,39 | 0,39 | 0,39 | 18 | 14 | 19 | 20 | 18 |
| Thaïlande | 0,33 | 0,34 | 0,35 | 0,38 | 0,39 | 22 | 22 | 22 | 21 | 19 |
| Philippines | 0,35 | 0,36 | 0,37 | 0,40 | 0,37 | 21 | 21 | 21 | 18 | 20 |
| Tunisie | 0,42 | 0,39 | 0,38 | 0,37 | 0,36 | 13 | 18 | 20 | 22 | 21 |
| Roumanie | 0,41 | 0,39 | 0,40 | 0,39 | 0,36 | 15 | 19 | 17 | 19 | 22 |
| Turquie | 0,33 | 0,33 | 0,31 | 0,33 | 0,33 | 23 | 23 | 23 | 23 | 23 |
| Maroc | 0,30 | 0,31 | 0,31 | 0,33 | 0,32 | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 |
| Egypte | 0,24 | 0,23 | 0,22 | 0,23 | 0,25 | 25 | 26 | 26 | 27 | 25 |
| Inde | 0,22 | 0,20 | 0,20 | 0,24 | 0,22 | 27 | 27 | 27 | 26 | 26 |
| Indonésie | 0,23 | 0,23 | 0,25 | 0,25 | 0,22 | 26 | 25 | 25 | 25 | 27 |
| Pakistan | 0,04 | 0,03 | 0,03 | 0,04 | 0,06 | 28 | 28 | 28 | 28 | 28 |

I: Infrastructure Technologique et Usage des TIC

| | Nombre de lignes téléphoniques par 1000 habitants | | Nombre d'utilisateurs d'internet par 1000 Habitants | | Nombre d'abonnés à Internet à haut débit par 1000 Habitants | | Importation de biens d'équipements (% importation totale de biens) | | Serveurs Internet sécurisés par 1 million d'habitants | | Importations de biens en TIC (% du total des Importations de biens) | | Investissements dans les télécommunications (% du PIB) | | Rang global | |
|----------------|---|---------------|---|--------------|---|--------------|--|-------------|---|-------------|---|------------|--|------------|-------------|-----------|
| | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 |
| Singapour | 1922,7 | 1830,8 | 810,0 | 820,0 | 1627,0 | 1828,2 | 17,3 | 17,1 | 609,4 | 822,3 | 19,3 | 17,9 | nd | nd | 1 | 1 |
| Estonie | 1927,9 | 1924,1 | 794,0 | 842,4 | 1054,4 | 1459,0 | 23,1 | 21,0 | 752,7 | 926,6 | 12,0 | 13,8 | nd | nd | 2 | 2 |
| Rép. tchèque | 1468,9 | 1481,8 | 741,1 | 797,1 | 719,9 | 906,8 | 27,5 | 28,0 | 563,9 | 690,6 | 18,1 | 18,3 | nd | nd | 3 | 3 |
| Hongrie | 1463,4 | 1483,7 | 726,4 | 761,3 | 523,9 | 599,8 | 27,1 | 26,5 | 249,6 | 300,6 | 18,5 | 16,0 | nd | nd | 4 | 4 |
| Slovaquie | 1316,6 | 1337,8 | 778,8 | 799,8 | 739,5 | 813,4 | 23,3 | 24,8 | 262,9 | 321,3 | 15,0 | 15,6 | nd | nd | 5 | 5 |
| Pologne | 1634,1 | 1615,0 | 628,5 | 666,0 | 742,0 | 812,3 | 21,7 | 22,3 | 313,0 | 429,5 | 10,9 | 11,4 | nd | nd | 7 | 6 |
| Brésil | 1577,8 | 1607,9 | 510,4 | 576,0 | 621,6 | 897,8 | 22,0 | 21,8 | 145,9 | 176,8 | 11,5 | 11,5 | 0,4 | 0,5 | 8 | 7 |
| Malaisie | 1599,8 | 1634,4 | 669,7 | 675,0 | 223,9 | 684,4 | 19,1 | 18,7 | 67,4 | 88,5 | 19,5 | 20,5 | 0,3 | 0,2 | 9 | 8 |
| Slovénie | 1487,4 | 1491,7 | 726,8 | 715,9 | 671,2 | 734,8 | 16,8 | 18,6 | 547,6 | 648,4 | 5,7 | 6,0 | nd | nd | 10 | 9 |
| Argentine | 1858,4 | 1817,7 | 599,0 | 647,0 | 480,8 | 691,7 | 22,0 | 21,6 | 41,8 | 52,7 | 10,9 | 10,0 | 0,4 | 0,4 | 6 | 10 |
| Thaïlande | 1490,9 | 1529,0 | 289,4 | 348,9 | 600,5 | 879,9 | 20,7 | 21,0 | 18,0 | 23,3 | 12,7 | 14,0 | 0,4 | 0,5 | 12 | 11 |
| Bulgarie | 1720,8 | 1630,6 | 530,6 | 554,9 | 779,8 | 870,6 | 14,9 | 16,5 | 56,3 | 68,6 | 6,4 | 7,0 | 0,4 | 0,6 | 13 | 12 |
| Mexique | 1049,8 | 999,9 | 434,6 | 443,9 | 197,5 | 477,3 | 27,8 | 27,1 | 26,2 | 34,1 | 19,4 | 19,3 | 0,3 | 0,3 | 11 | 13 |
| Lettonie | 1453,9 | 1364,0 | 752,3 | 758,3 | 853,9 | 833,4 | 13,1 | 11,3 | 272,3 | 360,1 | 8,1 | 9,5 | nd | nd | 14 | 14 |
| Croatie | 1489,4 | 1411,6 | 667,5 | 685,7 | 875,6 | 915,4 | 13,6 | 13,3 | 193,2 | 219,4 | 7,4 | 6,7 | nd | nd | 17 | 15 |
| Roumanie | 1273,4 | 1269,9 | 497,6 | 540,8 | 550,7 | 679,6 | 20,3 | 21,3 | 69,0 | 125,1 | 10,4 | 10,4 | 0,3 | 0,3 | 15 | 16 |
| Lituanie | 1720,9 | 1665,1 | 684,5 | 721,3 | 776,2 | 852,6 | 14,0 | 14,1 | 256,6 | 206,7 | 4,9 | 5,7 | 0,2 | 0,2 | 18 | 17 |
| Maroc | 1373,9 | 1391,4 | 560,0 | 568,0 | 175,6 | 297,7 | 15,4 | 15,0 | 3,6 | 4,9 | 6,3 | 6,7 | 0,4 | 0,8 | 20 | 18 |
| Chili | 1524,7 | 1524,3 | 665,0 | 723,5 | 486,3 | 645,1 | 23,7 | 20,2 | 3,9 | 7,0 | 9,3 | 8,5 | 0,1 | 0,1 | 19 | 19 |
| Philippines | 1077,0 | 1143,1 | 370,0 | 396,9 | 229,1 | 309,0 | 19,6 | 19,9 | 8,1 | 10,9 | 16,6 | 18,2 | 0,4 | 0,4 | 16 | 20 |
| Chine | 1079,8 | 1101,7 | 458,0 | 493,0 | 350,3 | 561,8 | 15,0 | 15,4 | 93,8 | 127,6 | 16,8 | 13,2 | nd | nd | 21 | 21 |
| Tunisie | 1249,0 | 1370,3 | 438,0 | 461,6 | 357,5 | 525,8 | 19,3 | 19,4 | 17,0 | 17,9 | 8,0 | 7,4 | 0,3 | 0,2 | 22 | 22 |
| Turquie | 1110,5 | 1113,1 | 462,5 | 510,4 | 441,7 | 543,9 | 16,3 | 16,8 | 49,6 | 56,2 | 6,9 | 7,5 | 0,2 | 0,2 | 24 | 23 |
| Indonésie | 1376,5 | 1391,6 | 149,4 | 171,4 | 346,0 | 358,9 | 20,9 | 20,1 | 4,1 | 6,2 | 8,6 | 8,4 | 0,3 | 0,2 | 23 | 24 |
| Ukraine | 1642,2 | 1687,2 | 410,0 | 434,0 | 153,3 | 167,9 | 14,5 | 13,3 | 26,5 | 45,5 | 5,5 | 4,9 | 0,1 | 0,2 | 25 | 25 |
| Egypte | 1298,2 | 1218,8 | 294,0 | 317,0 | 343,6 | 471,8 | 13,5 | 14,9 | 3,3 | 4,8 | 3,8 | 4,2 | 0,2 | 0,4 | 26 | 26 |
| Pakistan | 736,3 | 759,8 | 109,0 | 138,0 | 13,9 | 61,8 | 13,3 | 14,3 | 1,3 | 1,8 | 4,8 | 5,2 | 0,2 | 0,4 | 28 | 27 |
| Inde | 731,0 | 766,1 | 151,0 | 180,0 | 43,9 | 67,4 | 12,7 | 13,1 | 3,8 | 5,5 | 7,0 | 7,3 | 0,4 | 0,2 | 27 | 28 |

Source: WDI, UIT, Ministère de technologie et de la communication, CHELEM, BACI

II: Ressources Humaines

| | Dépenses totales en santé (en % du PIB) | | Dépenses publiques en éducation (en % du PIB) | | Espérance de vie à la naissance (année) | | Taux d'alphabétisation, adultes (% personnes âgées de 15 et plus) | | Taux brut de scolarisation, tous niveaux combinés (excepté le pré- primaire) | | Diplômés de l'enseignement supérieur par 1000 habitants actifs | | Part des enfants ayant quitté prématurément l'école (% de la population d'âge scolaire du primaire) | | Rang global | |
|----------------|--|------------|---|------------|---|-------------|---|-------------|--|-------------|---|-------------|---|------------|-------------|-----------|
| | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 |
| Slovénie | 9,3 | 9,2 | 5,7 | 5,7 | 80,3 | 80,5 | 99,7 | 99,7 | 99,0 | 98,5 | 20,2 | 20,2 | 0,1 | 0,1 | 1 | 1 |
| Chili | 7,5 | 7,8 | 4,6 | 4,8 | 81,2 | 81,5 | 96,3 | 96,6 | 95,1 | 96,1 | 17,5 | 21,9 | 0,2 | 0,1 | 4 | 2 |
| Pologne | 6,4 | 6,4 | 4,8 | 4,8 | 77,0 | 77,3 | 99,8 | 99,8 | 97,3 | 97,3 | 32,7 | 30,5 | 0,2 | 0,2 | 2 | 3 |
| Ukraine | 7,7 | 7,1 | 6,7 | 6,3 | 71,2 | 71,2 | 99,8 | 99,8 | 95,4 | 96,1 | 26,9 | 25,7 | 0,2 | 0,4 | 3 | 4 |
| Croatie | 7,8 | 7,8 | 4,2 | 4,2 | 77,1 | 77,3 | 99,3 | 99,3 | 86,8 | 89,9 | 21,5 | 21,5 | 0,1 | 0,1 | 6 | 5 |
| Rép. Tchèque | 7,5 | 7,4 | 4,3 | 4,4 | 78,2 | 78,3 | 97,7 | 97,7 | 92,7 | 93,6 | 18,7 | 19,6 | 0,2 | 0,2 | 5 | 6 |
| Slovaquie | 8,0 | 8,1 | 3,9 | 3,9 | 76,4 | 76,7 | 99,6 | 99,6 | 82,4 | 81,9 | 25,6 | 25,6 | 0,4 | 0,5 | 7 | 7 |
| Lituanie | 6,6 | 6,6 | 4,6 | 4,6 | 73,9 | 74,0 | 99,8 | 99,8 | 95,0 | 94,8 | 25,4 | 25,4 | 0,8 | 0,7 | 8 | 8 |
| Hongrie | 7,5 | 7,4 | 4,4 | 4,3 | 75,6 | 75,9 | 99,0 | 99,4 | 93,0 | 91,6 | 15,9 | 16,5 | 0,5 | 0,5 | 10 | 9 |
| Singapour | 4,5 | 4,9 | 2,9 | 2,9 | 82,2 | 82,6 | 96,5 | 96,8 | 102,8 | 102,8 | nd | nd | nd | nd | 11 | 10 |
| Bulgarie | 7,9 | 8,4 | 3,2 | 2,9 | 74,9 | 75,4 | 98,4 | 98,4 | 87,8 | 90,4 | 19,9 | 19,1 | 1,0 | 0,6 | 13 | 11 |
| Estonie | 6,5 | 6,4 | 4,4 | 4,0 | 77,1 | 77,2 | 99,8 | 99,8 | 97,3 | 97,3 | 16,5 | 14,8 | 0,6 | 0,6 | 9 | 12 |
| Brésil | 8,5 | 8,3 | 6,1 | 6,2 | 74,1 | 74,4 | 91,5 | 92,6 | 89,4 | 89,4 | 10,4 | 10,0 | nd | nd | 15 | 13 |
| Argentine | 5,0 | 4,8 | 5,3 | 5,6 | 76,0 | 76,2 | 98,0 | 98,1 | 100,2 | 100,2 | 11,7 | 11,7 | 0,9 | 0,9 | 14 | 14 |
| Lettonie | 5,7 | 5,9 | 4,9 | 4,9 | 74,0 | 74,2 | 99,9 | 99,9 | 92,4 | 93,4 | 20,7 | 16,7 | 1,3 | 1,2 | 12 | 15 |
| Tunisie | 7,3 | 7,0 | 6,2 | 6,2 | 74,9 | 75,2 | 80,2 | 81,1 | 79,3 | 79,5 | 16,4 | 16,2 | 1,1 | 1,2 | 16 | 16 |
| Turquie | 5,4 | 5,4 | 3,0 | 3,0 | 74,9 | 75,2 | 95,3 | 95,7 | 95,8 | 95,8 | 22,2 | 25,9 | 2,0 | 2,0 | 19 | 17 |
| Mexique | 6,3 | 6,3 | 5,4 | 5,5 | 76,5 | 76,7 | 94,0 | 94,5 | 76,8 | 77,8 | 10,0 | 10,0 | 0,9 | 0,7 | 18 | 18 |
| Malaisie | 4,0 | 4,2 | 6,3 | 6,3 | 74,6 | 74,7 | 94,6 | 94,6 | 72,4 | 72,9 | 18,3 | 14,3 | 0,1 | 1,0 | 17 | 19 |
| Roumanie | 5,6 | 5,6 | 2,4 | 2,0 | 75,1 | 75,1 | 98,8 | 98,8 | 85,6 | 85,6 | 18,1 | 16,1 | 1,4 | 1,4 | 20 | 20 |
| Thaïlande | 6,2 | 6,5 | 4,1 | 4,1 | 74,2 | 74,4 | 93,7 | 94,0 | 79,4 | 79,4 | 11,2 | 8,6 | nd | nd | 21 | 21 |
| Maroc | 5,9 | 5,9 | 5,5 | 5,5 | 73,7 | 74,0 | 72,4 | 71,7 | 71,6 | 71,6 | 11,1 | 11,1 | 1,5 | 2,0 | 22 | 22 |
| Chine | 5,4 | 5,5 | 1,9 | 1,9 | 75,6 | 75,8 | 96,4 | 96,4 | 75,5 | 77,7 | 11,7 | 14,1 | nd | nd | 24 | 23 |
| Egypte | 5,5 | 5,6 | 1,8 | 1,8 | 70,9 | 71,1 | 75,1 | 75,8 | 77,6 | 78,0 | 17,6 | 18,5 | 0,8 | 0,8 | 25 | 24 |
| Philippines | 4,6 | 4,7 | 3,4 | 3,5 | 68,1 | 68,3 | 96,4 | 96,6 | 85,1 | 85,1 | 13,2 | 13,4 | 4,4 | 4,4 | 23 | 25 |
| Inde | 4,5 | 4,7 | 4,1 | 4,3 | 67,7 | 68,0 | 72,1 | 72,2 | 69,0 | 69,0 | 18,1 | 18,1 | nd | nd | 27 | 26 |
| Indonésie | 2,9 | 2,8 | 3,4 | 3,3 | 68,7 | 68,9 | 93,9 | 95,4 | 77,5 | 77,1 | 7,2 | 7,6 | 3,2 | 3,2 | 26 | 27 |
| Pakistan | 2,7 | 2,6 | 2,5 | 2,5 | 66,0 | 66,2 | 55,6 | 56,4 | 46,9 | 49,1 | nd | nd | 8,4 | 4,9 | 28 | 28 |

Source: WDI, MDCI, PNUD, UNESCO, Perspective Monde

III: Innovation et Economie de la Connaissance

| | Dépenses en recherche et développement (% du PIB) | | Chercheurs par million d'habitants (EPT) | | Articles de journaux scientifiques et techniques | | Demandes de brevet, résidents | | Demandes de brevet, non résidents | | Exportations de biens en TIC (% du total des exportations de biens) | | Exportations de services en TIC (% du total des exportations de services) | | Exportation de haute technologie (% du total des exportations manufacturières) | | Personnel total de R-D par million d'habitants (EPT) | | Rang global | |
|----------------|---|------------|--|---------------|--|---------------|-------------------------------|--------------|-----------------------------------|--------------|---|------------|---|-------------|--|------------|--|---------------|-------------|-----------|
| | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 | 2014 |
| Chine | 2,0 | 2,1 | 1089,2 | 1113,1 | 372038,4 | 401434,5 | 704936,0 | 801135,0 | 120200,0 | 127042,0 | 33,1 | 31,9 | 35,9 | 31,8 | 30,5 | 30,4 | 2592,9 | 2709,6 | 1 | 1 |
| Singapour | 2,0 | 2,2 | 6665,2 | 6658,5 | 10602,3 | 10658,5 | 1143,0 | 1303,0 | 8579,0 | 9009,0 | 24,5 | 27,0 | 27,6 | 27,4 | 40,6 | 40,4 | 7693,3 | 7693,3 | 2 | 2 |
| Rép. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Tchèque | 1,9 | 2,0 | 3249,9 | 3418,5 | 13590,8 | 14022,4 | 984,0 | 910,0 | 97,0 | 62,0 | 16,7 | 16,7 | 32,5 | 32,0 | 16,9 | 17,0 | 5877,1 | 6112,6 | 4 | 3 |
| Slovénie | 2,6 | 2,4 | 4216,8 | 4149,9 | 3550,4 | 3514,2 | 470,0 | 470,0 | 11,0 | 11,0 | 3,9 | 4,1 | 22,0 | 22,2 | 14,1 | 13,7 | 7375,5 | 7195,3 | 3 | 4 |
| Malaisie | 1,1 | 1,3 | 1793,5 | 2051,7 | 15730,5 | 17720,1 | 1199,0 | 1353,0 | 6006,0 | 6267,0 | 31,0 | 34,1 | 26,3 | 23,3 | 38,3 | 39,0 | 2164,0 | 2510,3 | 6 | 5 |
| Philippines | 0,1 | 0,1 | 189,4 | 189,4 | 842,4 | 915,8 | 220,0 | 334,0 | 3065,0 | 3255,0 | 45,1 | 40,0 | 70,9 | 70,4 | 48,2 | 48,1 | 272,4 | 272,4 | 5 | 6 |
| Estonie | 1,7 | 1,4 | 3338,5 | 3284,4 | 1389,4 | 1425,8 | 25,0 | 44,0 | 17,0 | 6,0 | 17,5 | 20,3 | 25,3 | 25,9 | 16,3 | 18,9 | 4437,7 | 4403,6 | 7 | 7 |
| Hongrie | 1,4 | 1,4 | 2522,8 | 2650,6 | 6340,5 | 6249,3 | 642,0 | 546,0 | 66,0 | 73,0 | 19,1 | 17,0 | 27,7 | 27,8 | 23,8 | 21,0 | 3845,3 | 3774,6 | 8 | 8 |
| Slovaquie | 0,8 | 0,9 | 2717,6 | 2718,5 | 4184,2 | 4729,9 | 184,0 | 211,0 | 26,0 | 23,0 | 15,8 | 15,7 | 32,2 | 30,7 | 17,9 | 17,8 | 3167,6 | 3244,4 | 9 | 9 |
| Inde | 0,8 | 0,8 | 156,6 | 156,6 | 88272,7 | 93349,4 | 10669,0 | 12040,0 | 32362,0 | 30814,0 | 2,8 | 2,0 | 68,1 | 67,5 | 7,9 | 8,2 | 358,0 | 358,0 | 10 | 10 |
| Pologne | 0,9 | 0,9 | 1850,7 | 2035,8 | 27064,7 | 28753,3 | 4237,0 | 3941,0 | 174,0 | 155,0 | 8,4 | 9,2 | 29,7 | 31,1 | 11,1 | 11,8 | 2427,6 | 2702,2 | 12 | 11 |
| Brésil | 1,2 | 1,2 | 698,1 | 698,1 | 47302,1 | 48622,2 | 4959,0 | 4659,0 | 25925,0 | 25683,0 | 0,9 | 0,8 | 47,7 | 57,0 | 3,5 | 3,5 | 1343,0 | 1343,0 | 11 | 12 |
| Lituanie | 1,0 | 1,0 | 2887,2 | 2961,5 | 2169,4 | 2185,4 | 117,0 | 123,0 | 20,0 | 42,0 | 3,1 | 4,9 | 11,1 | 11,2 | 6,1 | 7,8 | 3738,4 | 3868,3 | 13 | 13 |
| Thaïlande | 0,4 | 0,5 | 543,5 | 974,0 | 8364,7 | 8630,8 | 1572,0 | 1006,0 | 5832,0 | 6924,0 | 19,4 | 20,3 | 14,6 | 17,5 | 21,8 | 22,6 | 794,0 | 1243,5 | 15 | 14 |
| Lettonie | 0,6 | 0,7 | 1801,8 | 1884,0 | 1135,8 | 1206,8 | 225,0 | 103,0 | 8,0 | 4,0 | 7,9 | 9,0 | 22,0 | 22,6 | 10,7 | 11,5 | 2682,1 | 2884,9 | 14 | 15 |
| Bulgarie | 0,6 | 0,8 | 1692,5 | 1833,1 | 2678,8 | 2677,3 | 282,0 | 218,0 | 15,0 | 16,0 | 4,7 | 4,6 | 16,5 | 21,1 | 7,4 | 7,3 | 2419,2 | 2684,9 | 20 | 16 |
| Mexique | 0,7 | 0,7 | 322,5 | 322,5 | 12462,8 | 13112,4 | 1210,0 | 1246,0 | 14234,0 | 14889,0 | 17,5 | 18,8 | nd | nd | 20,9 | 19,9 | 716,0 | 716,0 | 16 | 17 |
| Roumanie | 0,4 | 0,4 | 938,5 | 921,5 | 10605,9 | 11163,6 | 993,0 | 952,0 | 53,0 | 84,0 | 7,5 | 8,0 | 36,1 | 37,2 | 8,2 | 8,3 | 1642,3 | 1597,4 | 18 | 18 |
| Tunisie | 0,7 | 0,6 | 1792,5 | 1803,2 | 3859,8 | 4206,8 | 112,0 | 142,0 | 437,0 | 400,0 | 8,1 | 9,8 | 10,5 | 10,1 | 8,3 | 9,5 | 1894,5 | 1902,7 | 21 | 19 |
| Argentine | 0,6 | 0,6 | 1193,9 | 1202,1 | 8073,1 | 8053,1 | 643,0 | 509,0 | 4129,0 | 4173,0 | 0,4 | 0,4 | 47,8 | 42,8 | 2,8 | 2,2 | 1760,0 | 1760,0 | 17 | 20 |
| Croatie | 0,8 | 0,8 | 1528,5 | 1437,3 | 4479,2 | 4359,0 | 230,0 | 170,0 | 23,0 | 30,0 | 5,5 | 5,0 | 11,7 | 12,0 | 8,4 | 7,7 | 2446,0 | 2356,0 | 19 | 21 |
| Ukraine | 0,8 | 0,7 | 1165,2 | 1026,4 | 6561,4 | 7217,8 | 2856,0 | 2457,0 | 2556,0 | 2356,0 | 1,7 | 1,6 | 22,2 | 30,5 | 3,4 | 3,6 | 2211,5 | 1941,9 | 22 | 22 |
| Maroc | 0,5 | 0,5 | 856,9 | 856,9 | 2380,4 | 2536,4 | 316,0 | 355,0 | 828,0 | 742,0 | 4,1 | 3,5 | 22,7 | 17,4 | 4,4 | 4,8 | 942,8 | 942,8 | 23 | 23 |
| Turquie | 0,9 | 1,0 | 1168,6 | 1156,5 | 28329,2 | 30402,3 | 4392,0 | 4766,0 | 269,0 | 331,0 | 2,5 | 2,5 | 1,5 | 1,2 | 3,1 | 3,2 | 1482,1 | 1489,1 | 24 | 24 |
| Egypte | 0,7 | 0,7 | 543,9 | 681,6 | 8929,7 | 9199,2 | 641,0 | 752,0 | 1416,0 | 1384,0 | 1,7 | 3,6 | 7,1 | 10,5 | 1,7 | 3,8 | 1155,6 | 1245,8 | 28 | 25 |
| Indonésie | 0,1 | 0,1 | 89,5 | 89,5 | 1992,1 | 2927,7 | 663,0 | 702,0 | 6787,0 | 7321,0 | 4,9 | 4,8 | 33,5 | 30,5 | 4,8 | 4,7 | 240,0 | 240,0 | 25 | 26 |
| Chili | 0,4 | 0,4 | 335,3 | 428,0 | 5115,8 | 5157,6 | 340,0 | 452,0 | 2732,0 | 2653,0 | 0,4 | 0,4 | 26,0 | 27,2 | 0,8 | 0,8 | 752,6 | 895,7 | 27 | 27 |
| Pakistan | 0,3 | 0,3 | 166,9 | 166,9 | 6980,6 | 7771,5 | 151,0 | 146,0 | 783,0 | 776,0 | 0,5 | 0,3 | 32,6 | 28,1 | 2,3 | 2,4 | 418,0 | 418,0 | 26 | 28 |

Source: WDI, CHELEM, MS, UNESCO, BACI

Annexe 3 : Faiblesses de l'économie tunisiennes

| Indicateurs / Facteurs | Rang | Propositions |
|--|-------------------|---|
| Système bancaire peu développé | 26 ^{ème} | <ul style="list-style-type: none"> • Consolider ses ressources financières et ses capacités de gestion et d'analyse des risques • Moderniser le cadre réglementaire et renforcer le contrôle de l'application des règles prudentielles par la BCT • Recycler les « actifs toxiques » par l'augmentation du taux de provisionnement • Accélérer le processus de réforme des banques publiques en termes de recapitalisation et de restructuration • Consolider l'activité des établissements de micro-finance |
| Marché financier peu dynamique | 26 ^{ème} | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les qualifications des intermédiaires • Ouvrir le secteur aux sociétés étrangères d'intermédiation • Développer de nouveaux produits et services |
| Capacité d'innovation encore faible | 18 ^{ème} | <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le cadre réglementaire du système de R&D • Evaluer les programmes mis en œuvre en matière d'innovation et instaurer des mécanismes d'appui spécifiques aux différentes phases d'innovation • Réviser le rôle des pôles technologiques pour promouvoir l'innovation • Stimuler la collaboration entre secteur public et entreprises privées à travers la création de centres d'excellence, de centres de compétences et de centres de développement • Encourager l'intégration des entreprises étrangères et les PME tunisiennes pour aider celles-ci à progresser sur la chaîne de valeur grâce au transfert de connaissances, de savoir-faire et de technologies |
| Territoire peu attractif aux IDE | 21 ^{ème} | <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la situation sécuritaire du pays • Alléger les formalités douanières et réviser le code de change. • Développer l'infrastructure pour accompagner l'intégration régionale et territoriale en reliant les régions les moins desservies ; • Accélérer la mise en œuvre des réformes de lutte contre la corruption ; • Restaurer la confiance des entrepreneurs et améliorer les performances du secteur public via la poursuite des réformes de l'audit et du système judiciaire dans son ensemble; |

| | | |
|---|---|---|
| Infrastructure technologique relativement modeste | 22 ^{ème} | <ul style="list-style-type: none"> • Réviser et instaurer un cadre réglementaire flexible du secteur des TIC ; • Généraliser l'utilisation des TIC dans tous les domaines ; • Réduire les impôts et taxes sur l'importation des équipements en TIC • Promouvoir les investissements dans l'infrastructure à large bande • Améliorer le cadre réglementaire et législative de la sécurité numérique |
| Pression fiscale élevée | 23 ^{ème} | <ul style="list-style-type: none"> • Alléger la pression fiscale pour réduire la fraude et l'évasion fiscale • Développer un système fiscal non complexe et transparent, favorisant la concurrence loyale et renforcer l'efficacité et l'indépendance. des dispositifs de contrôle |
| Récession de l'activité économique du pays | 21 ^{ème} | <ul style="list-style-type: none"> • Orienter l'investissement vers des activités à haute valeur ajoutée et à fort contenu de savoir telles que les technologies de l'information, la santé et les services financiers; • Mobiliser le secteur privé national et étranger pour la réalisation de nouveaux projets ou l'extension de projets déjà existants • Favoriser le partenariat public-privé dans certains domaines tels que le transport, la logistique, l'énergie et le secteur financier |
| Faiblesse de la compétitivité externe et accentuation du déficit courant : <ul style="list-style-type: none"> • Perte de parts de marché sur l'UE • Concentration des exportations par produits et marchés | 22 ^{ème} 26 ^{ème} 21 ^{ème} | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la diplomatie économique à l'étranger notamment en Afrique • Améliorer les services logistiques et appuyer les structures d'accompagnement • Simplifier les procédures administratives notamment en termes de coût et de délai de dédouanement • Développer les produits à potentialités d'exportation non exploitées et se positionner sur des créneaux porteurs tels que les composants aéronautiques et automobiles, les produits de l'industrie mécatronique, des énergies renouvelables, de l'économie numérique, de la biotechnologie et des industries pharmaceutiques. |
| Valorisation des ressources humaines | 16 ^{ème} | <ul style="list-style-type: none"> • Accélérer la réforme du secteur de l'enseignement supérieur en misant sur la révision du programme universitaire, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et sur la responsabilisation managériale des établissements à travers le PPP en matière de recherche et d'innovation en réponse aux besoins de l'économie en ressources humaines. • Desserrer les rigidités du code de travail relatives à l'essaimage et au passage de la formation à l'emploi à travers la renégociation du contrat social et la mise en place d'un cadre réglementaire et juridique adéquat ; |

Références Bibliographiques

- « Analyse Sectorielle -Secteur bancaire » Tunisie Valeur ; 19 août 2015
- « Bilan sur la compétitivité externe de l'économie tunisienne », ITCEQ janvier 2016
- « BILAN COMPÉTITIVITÉ 2015 ; Stabilité dans un environnement à risques » Observatoire de la compétitivité de Luxembourg, Octobre 2015
- « Compétitivité hors prix des exportations marocaines : Esquisse de la qualité des produits des secteurs phares » Ministère de l'économie et des finances, Royaume du Maroc, Octobre 2015
- « Diagnostic du système national de recherche et d'innovation en Tunisie », Emmanuel HASSAN, 2014
- « Egypte : les impacts économique et financier d'une transition politique difficile », Agence française de développement, Septembre 2013
- « Etudes économiques de l'OCDE : Slovénie » ; Avril 2015
- « Études économiques de l'OCDE : Lituanie » ; Mars 2016
- « Études économiques de l'OCDE : Hongrie » ; Janvier 2014
- « Études économiques de l'OCDE : Estonie » ; Janvier 2015
- « Eurostat, communiqué de presse », 30 novembre 2015
- « Global Peace Report » Institute For Economics and Peace 2015
- « La technologie de l'information à Singapour : un mode de vie » Kenneth E. Corey, Octobre 2016
- « L'état de la large bande 2015 : la large bande comme l'un des fondamentaux du développement durable » Rapport de la Commission de la large bande, septembre 2015
- « Le modèle de croissance marocain : opportunités et vulnérabilités » Macroéconomie et développement, Agence Française de Développement, Juin 2014
- « Le Système politique comme obstacle au développement économique du Maroc » Najib AKESBI, janvier 2016
- « Le Secteur Bancaire Tunisien : Evolution, Perspectives et Défis » Amen Bank, Février 2014
- « Les indicateurs de développement durable », Observatoire Tunisien de l'Environnement et de Développement Durable, Edition 2014

- « Libérer le potentiel du commerce électronique pour les pays en développement » Rapport 2015 de la CNUCED sur l'économie de l'information
- « NATIONAL BROADBAND INITIATIVES IN MALAYSIA », Muhammad Razali Anuar, Juillet 2014
- « Les investissements directs étrangers en Lettonie en 2013 » ; ambassade de France en Lettonie ; Juin 2014
- « Rapport annuel 2014 » de la BCT
- « Rapport annuel de la BVMT », 2014
- « Rapport FMI », octobre 2015
- « Résultats de l'enquête 2015 sur le climat des affaires en Tunisie », ITCEQ Avril 2016
- « Regard sur l'éducation 2013 », Rapport de l'OCDE
- « Situation économique et financière de la Tunisie » AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL, Novembre 2016
- « The Global Competitiveness Report » WEF 2015.

Sources Statistiques

Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements Etrangers, BACI, BCT, BVMT, CHELEM, COFACE, Doing Business (WB), EUROSTAT, Government Finance Statistics, Heritage Foundation, INS, Institute For Economics and Peace, OCDE, Perspective Monde, Transparency International , « The Conference Board Total Economy Data Base », Rapport du budget économique, MDICI, Ministère des Finances (MF), Ministère de l'Enseignement Supérieur (MES), Ministère des Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique (MTCEN), UIT, UNESCO, SFI, WDI, WEF